



Le Quinzième Jour

Quadrimestriel de l'ULiège

INONDATIONS, 5 ANS

Eau vive

L'OPINION

Les défis de la douane

LE DIALOGUE

Le journalisme indépendant

DOSSIER

Les insectes, précieux alliés

VOTRE AVIS

Quelles lectrices et lecteurs du *Quinzième Jour* êtes-vous ? Quelles sont vos habitudes de lecture ? Avez-vous des suggestions à nous transmettre ? Participez à cette courte enquête en ligne et tentez de remporter des bons d'achat sur le webshop de l'ULiège.

MERCI !

www.lqj.uliege.be/enquete



Anne-Sophie Nyssen, réélue Rectrice

LA RÉDACTION



S. Seven

La communauté de l'ULiège, avec une participation record de votes, a exprimé un choix très clair lors des élections rectorales qui se sont tenues mi-avril : la rectrice Anne-Sophie Nyssen a été reconduite dans ses fonctions avec le score de 77,17 % des voix, pour un mandat de quatre ans à dater d'octobre prochain.

« *Les membres de l'ULiège ont montré qu'ils soutiennent une institution publique, un lieu de débats pluriels, une université engagée dans les turbulences qui traversent notre société, notamment sur le plan des droits humains et de la transition* », a-t-elle partagé au lendemain de sa réélection.

Dans son programme et au fil des débats de la campagne, Anne-Sophie Nyssen a insisté sur la dimension collective de son projet et l'importance de l'équipe à ses côtés – équipe largement identique à celle qui l'a accompagnée depuis 2022 dans sa fonction, alors qu'elle devenait la première femme à occuper ce poste à l'ULiège.

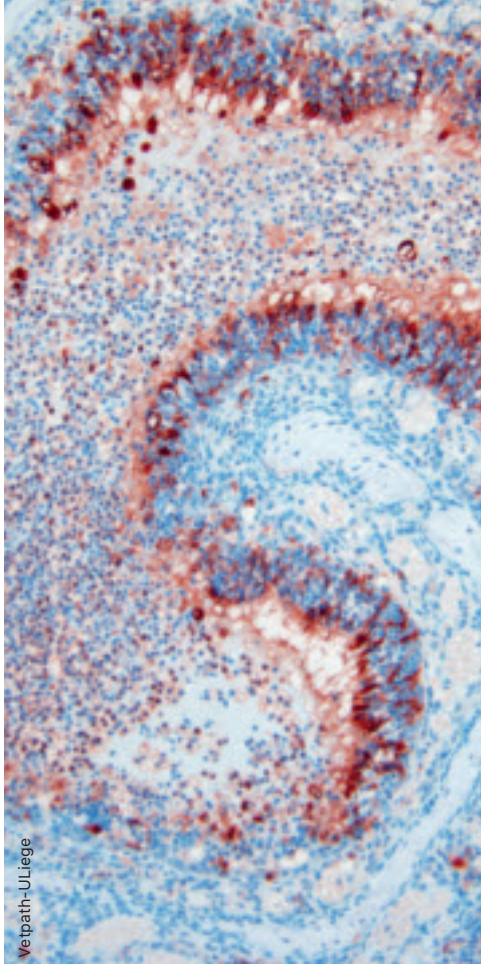
Sa vision pour 2026-2030 s'organise autour d'une conviction centrale : l'université doit, alors que « *la mer est agitée et les vents soufflent fort* », simultanément tenir un cap et se réinventer. Il s'agit de défendre l'ADN universitaire (synergies enseignement-recherche, diversité disciplinaire, liberté académique, réflexion éthique) dans un contexte de pressions financières et politiques face au rôle et à l'autonomie des universités. Mais aussi de repenser en profondeur les modalités de l'enseignement à l'heure de l'intelligence artificielle, de la volatilité des connaissances et des métiers, de la formation tout au long de la vie.

La Rectrice entend par ailleurs consolider l'ancrage territorial de l'ULiège tout en maintenant une présence internationale active. Elle souhaite également poursuivre la simplification administrative, l'amélioration des conditions de travail du personnel et le soutien aux étudiants et étudiantes en situation de précarité.

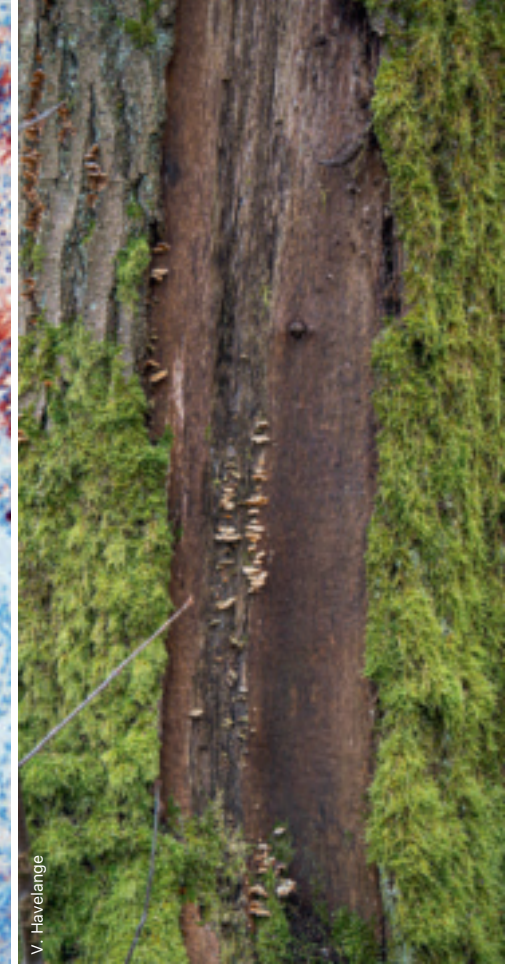
Selon Anne-Sophie Nyssen, « *le monde est entré dans une phase historique de déstabilisations et de transformations rapides et radicales, parfois fulgurantes et sidérantes. Dans un tel contexte, une question est cruciale : le compromis entre continuité et changement, stabilité et agilité. Mais cela ne suffira pas. Il nous faut des principes de haut niveau : résistance, audace et créativité.* »



Sommaire



Vetpath-ULiège



V. Havelange

L'ÉDITO

3 Anne-Sophie Nyssen,
réélue Rectrice

L'OPINION

6 Vanessa Franssen,
les défis de la douane

À LA UNE

10 Inondations, cinq ans
plus tard : où en est-on ?

OMNI SCIENCES

18 En deux mots

22 Simenon en traductions

24 Gestion des épidémies

28 IA et recrutement

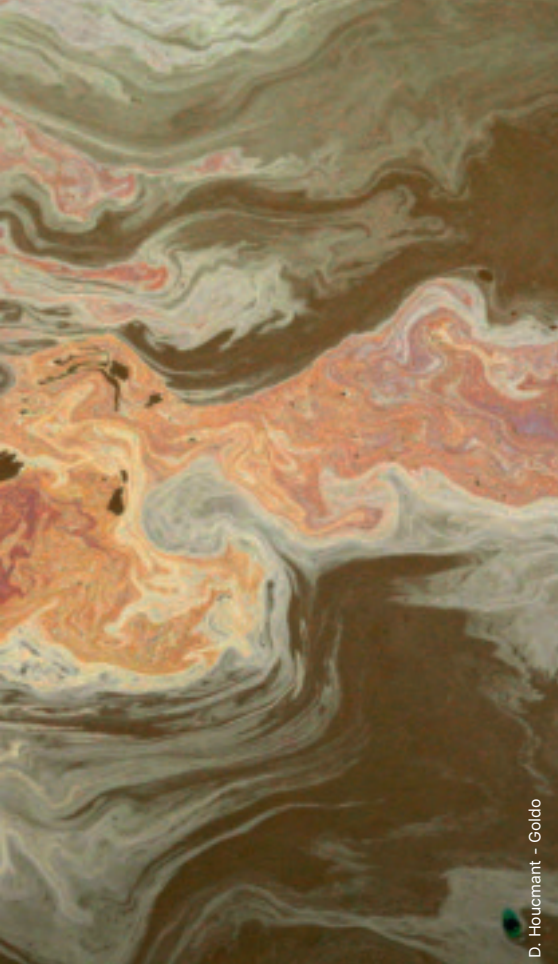
30 Bientraitance
gynécologique

34 Insectes à la loupe

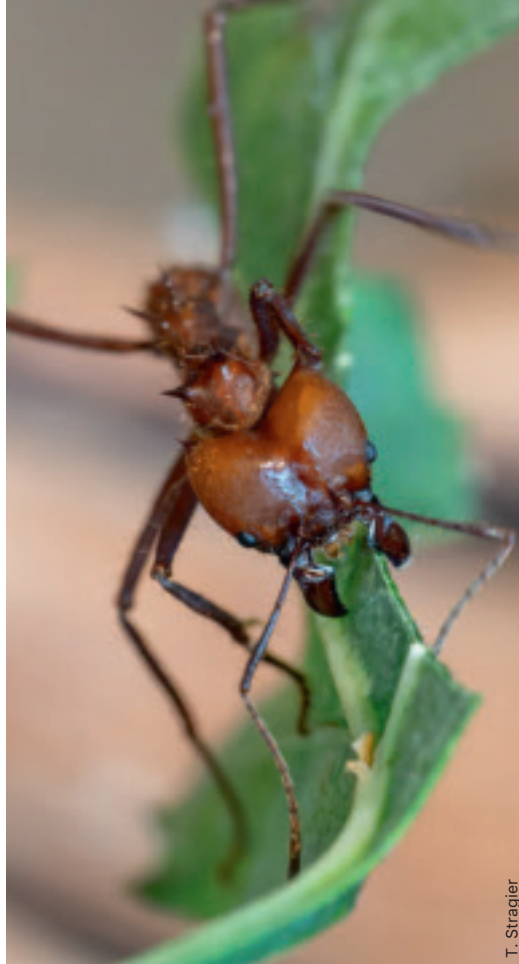
60 Sorties de presse

68 Donum,
florilège saisonnier

77 *Famous scholars* :
Édouard Van Beneden



D. Houemant - Goldo



T. Stragler



Ucoopia

ALMA MATER

23 Expo : 30 ans de Kroll
pour *Le Quinzième Jour*

38 Étudiant·es à statut

UNIVERS CITÉ

42 Parole d'enfants

58 Ucoopia, solidarité
renforcée

70 Archéométrie à la Boverie

LE PARCOURS

44 Gaëtan Kerschen,
vibrer pour l'aéronautique

ICI ET AILLEURS

48 Réserve naturelle
du Sart Tilman

L'INVITÉE

54 Alice Crary,
justice animale

LE DIALOGUE

62 Sarah Freres, Olivier Daelen
et Caroline Wintgens
autour du journalisme

FUTUR ANTÉRIEUR

72 Rétrovision

78 Petites mythologies uliégeoises

MICRO SCOPE

80 Radio 48FM

LE KROLL

83 Inondations

Les défis de la douane

Vanessa Franssen

Domaine hautement stratégique, la douane belge, située au cœur de l'Europe, fait face à un cadre légal inadapté et obsolète, particulièrement pour l'e-commerce qui est en hausse. Vanessa Franssen, professeure en droit pénal et responsable de la chaire interuniversitaire en droit douanier (ULiège et UAntwerpen), livre son plaidoyer pour une modernisation de la législation douanière et souligne les atouts liégeois en la matière.

CARTE BLANCHE VANESSA FRANSSSEN –
PHOTO GEOFFREY MEULI



Depuis une dizaine d'années, l'e-commerce a pris un énorme envol. Liège étant un centre logistique important, une grosse partie des colis que nous commandons tous chaque jour en ligne passe par Liege Airport. En 2025, près d'un milliard et demi de colis ont été déclarés à Bierset et il est prévu que ce chiffre augmentera encore. Liege Airport se classe ainsi parmi les plus grands aéroports européens dans le domaine du fret.

Sans surprise, cet afflux de colis venant de partout dans le monde crée d'énormes défis pour la douane belge, soumise à l'obligation européenne d'encaisser les droits de douane, qui constituent une ressource financière primaire de l'Union européenne. Dans le même temps, la douane joue également un rôle dans la collecte de la TVA sur les importations. Mais la mission de la douane ne se réduit pas à la collecte d'impôts européens et belges. Elle assume aussi de nombreuses missions non fiscales, en lien étroit avec d'autres administrations. Elle est un acteur de première ligne dans la lutte contre la contrefaçon, dans la surveillance de la sécurité alimentaire et de la santé publique, dans la protection de l'environnement, et dans le combat du trafic de stupéfiants. Les contrôles douaniers sont donc essentiels pour lutter contre la fraude douanière, mais aussi pour combattre la criminalité organisée internationale sous toutes ses formes.

Néanmoins, vu la quantité de produits qui arrivent via nos (aéro)ports, il est impossible de tout surveiller. Une bonne analyse des risques en amont est donc indispensable pour cibler au mieux les contrôles. De plus, les impératifs économiques (et les attentes des consommateurs) exigent une intervention douanière rapide et efficace. La réglementation douanière est toutefois complexe et l'exécution des contrôles pas forcément facile. La douane

belge, centrale sur la carte de l'Europe, est dès lors un maillon essentiel de notre économie : elle joue un rôle clé dans le fonctionnement et l'attractivité de nos (aéro)ports et centres logistiques.

UN CADRE LÉGAL OBSOLÈTE ET INADAPTÉ

Malgré le rôle crucial de l'administration générale des douanes et accises, le cadre légal belge n'est pas bien adapté à la réalité du terrain, dont celle de l'e-commerce. La loi générale sur les douanes et accises date de 1977 (loi commune à la Belgique et au Luxembourg), mais ses origines sont bien plus anciennes. Le système actuel de contrôle est largement basé sur une législation datant de l'époque néerlandaise (1822 !), aujourd'hui est obsolète. Les Pays-Bas l'ont d'ailleurs abandonnée dans les années 1960.

Malgré plusieurs modifications ponctuelles, la loi belge n'est plus conforme aux réglementations douanières européennes ni au droit pénal moderne. À titre d'exemple, le droit européen impose le paiement rapide des droits de douane indépendamment de toute contestation, tout en permettant des exceptions en cas de difficultés graves d'ordre économique ou social, et sans empêcher un recours ultérieur. En Belgique, au contraire, le paiement est lié à la procédure sur le fond, limite les possibilités de contestation et ne prévoit pas de mécanisme formel d'exception conforme au droit européen.

Sur le plan des sanctions, le droit douanier belge est particulièrement sévère. Alors que des législations plus modernes (comme aux Pays-Bas) optent pour un système de sanction à deux voies – d'un côté, procédure et sanctions administratives pour les cas de non-respect les moins graves, de l'autre, poursuites pénales et peines pour les cas de véritable fraude douanière –, en Belgique, tout non-respect de la loi douanière constitue une infraction pénale. Le choix belge quasi absolu pour la voie pénale mène à un système de sanction dur, voire disproportionné. Les procédures pénales sont souvent complexes, poussant les opérateurs économiques à transiger avec la douane afin d'éviter d'interminables procédures et de lourdes sanctions, en plus d'une atteinte à leur réputation. Si le système belge est très sévère contre les opérateurs économiques, même ceux de confiance, il est aussi – peut-être paradoxalement – d'une très grande inefficacité dans la lutte contre la fraude. Les pays voisins considèrent souvent la Belgique, à tort ou à raison, comme un lieu où se concentre la fraude.

En outre, il est important de souligner que les règles de procédure en matière douanière offrent nettement moins de garanties procédurales que la procédure pénale de droit commun. Ainsi, un suspect n'a, par exemple, pas le droit formel d'accès au dossier répressif. Certes, il peut demander à la douane d'y accéder, mais l'administration n'a pas l'obligation de répondre à cette demande et le suspect n'a aucune voie de recours contre un refus. Il n'existe pas non plus de procédure pour demander la levée d'une saisie. Le maintien d'une procédure aussi dérogatoire pose question à la lumière des droits fondamentaux et, plus particulièrement, des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par la Constitution belge. Si, par le passé, ces règles spéciales ont toujours été justifiées par le caractère transfrontalier des fraudes douanières, le nombre important de personnes concernées, la technicité de la matière et la grande mobilité des marchandises, cette justification mérite aujourd'hui d'être remise en question, à une époque où bien d'autres formes de criminalité sont hautement complexes et transfrontalières.

Par ailleurs, le système actuel s'avère insuffisamment adapté aux principes modernes de confiance et de coopération entre autorités douanières et opérateurs économiques. Dans d'autres pays de l'UE, des efforts sont déployés pour accélérer le traitement administratif des irrégularités douanières, et axer la politique douanière sur la confiance faite aux entreprises qui démontrent une compétence et un niveau d'expertise élevés. De même, au niveau de l'UE, la réforme du droit douanier qui se prépare en ce moment s'oriente vers une collaboration accrue entre autorités publiques et acteurs privés – collaboration indispensable pour assurer une approche plus intelligente des contrôles douaniers et mieux adaptée à l'e-commerce. Ainsi, les opérateurs les plus fiables pourront bénéficier d'une procédure de déclaration simplifiée. Grâce à un portail unique pour tous les opérateurs, l'UE sera en mesure de construire un *data hub* et d'exploiter ces données pour l'analyse des risques.

MONOPOLE DE LA DOUANE

Autre point où le droit douanier belge s'écarte de la procédure pénale de droit commun : le monopole de poursuites pénales de l'administration générale des douanes et accises. Le rôle du ministère public dans ce type de procédure est en effet très limité. Pendant l'enquête, le ministère public ne joue même aucun rôle – c'est la douane qui dirige l'enquête. Une fois l'enquête terminée, c'est à la douane de décider d'engager des poursuites pénales,

UN MAILLON ESSENTIEL DE NOTRE ÉCONOMIE

de proposer une transaction ou de classer l'affaire sans suite. Si l'action publique est portée devant les juridictions répressives, le ministère public n'intervient que pour requérir la peine d'emprisonnement. Pour le reste, l'action publique est exercée par l'administration générale des douanes et accises. Celle-ci porte d'ailleurs une double casquette, car elle requiert à la fois des peines (autres que la peine d'emprisonnement) et le paiement des droits de douane (qui relève de l'action civile).

Le monopole de la douane belge n'est pas seulement dérogatoire ; il se heurte également aux règles européennes relatives au Parquet européen, comme une étude scientifique de l'ULiège et la KU Leuven l'a souligné. Le Parquet européen, établi par un Règlement de l'UE adopté en 2017, est opérationnel depuis juin 2021. Il a été créé pour mieux combattre la fraude contre les intérêts financiers de l'UE, dont la fraude douanière. C'est un acteur judiciaire hybride : son siège se trouve à Luxembourg, mais les enquêtes pénales sont conduites au niveau national par les procureurs européens délégués, sous la supervision des chambres permanentes à Luxembourg. Son cadre légal est hybride également : le Règlement ne règle pas toutes les questions, mais renvoie souvent au droit national. Selon ce Règlement, le Parquet européen mène l'enquête, de manière impartiale et indépendante, avec l'aide des autorités nationales. Toutefois, le législateur belge n'a pas souhaité complètement abandonner le monopole de la douane et a opté pour un système *sui generis* critiqué par le monde académique. Sous la pression de la Commission européenne, une loi dite "réparatrice" devrait sous peu être adoptée par le Parlement fédéral pour se mettre en conformité avec le droit de l'UE et pour clarifier les règles applicables à la douane lorsqu'elle effectue des actes d'enquête à la demande du Parquet européen.

MODERNISATION DU CADRE LÉGAL BELGE

Incontestablement, par rapport aux pays voisins, la Belgique est à la traîne en termes de transparence, de rapidité et de proportionnalité des sanctions. Des recherches scientifiques récentes montrent que la législation douanière actuelle et la politique de sanctions ont un besoin urgent d'être

modernisées. Conscient de la nécessité d'une réforme fondamentale, le précédent ministre des Finances Vincent Van Peteghem a pris l'initiative, en mai 2024, d'instituer une commission de réforme de la politique de sanctions au sein du Forum national, plateforme de concertation qui rassemble des représentants du secteur privé (commerce) et des fonctionnaires de l'Administration générale des douanes et accises.

Cette volonté de réforme s'est encore renforcée dans l'accord du gouvernement De Wever conclu en janvier 2025. Cet accord porte une attention particulière à la modernisation de la législation douanière et, plus particulièrement, à la réforme de la politique de poursuites et de sanctions en mettant davantage l'accent sur l'application administrative plutôt que pénale. Au final, l'objectif est de placer les opérateurs économiques au centre des préoccupations et d'attirer davantage d'investissements en Belgique.

CHAIRE INTERUNIVERSITAIRE UNIQUE

Afin de soutenir la réforme de la législation et la recherche dans ce domaine, un secteur de niche certes, mais hautement stratégique, l'ULiège s'est associée avec l'Université d'Anvers en 2025 pour créer une chaire interuniversitaire*. Cette chaire, unique en son genre, bénéficie du soutien des secteurs privé et public, et s'inscrit dans le prolongement des recherches antérieures des deux universités. À l'ULiège, ces travaux portent, entre autres, sur l'e-commerce, la contrebande de cigarettes, les actes d'enquête et le respect des droits fondamentaux dans les procédures douanières, et le Parquet européen.

Les universités de Liège et d'Anvers se distinguent également de leurs pairs par une riche expérience en matière d'enseignement, proposant des formations spécialisées en droit douanier comprenant, entre autres, des modules en e-commerce et en procédures douanières contentieuses. Le programme d'étude à l'ULiège, créé en 2018, est certifié par la douane belge et porte, depuis 2021, le label "*training of excellence*" de la Commission européenne. Depuis lors, la *Customs and Trade Law Academy* de l'ULiège a déjà formé plus de 700 professionnels des secteurs public et privé.

S'appuyant solidement sur l'expertise des deux universités, cette chaire interuniversitaire souligne l'importance d'une base scientifique et d'une coopération nationale (voire internationale) dans la réforme de systèmes juridiques complexes. Elle permettra aux experts académiques

d'examiner comment une application moderne des règles douanières – dictées en grande partie par l'UE – peut contribuer à la sécurité juridique, ainsi qu'à des sanctions efficaces et justes, conformément aux normes européennes actuelles et aux droits fondamentaux. À cet effet, les chercheurs s'appuieront sur des analyses juridiques approfondies, des études comparatives avec d'autres États membres de l'UE ainsi que les connaissances de praticiens expérimentés.

LIÈGE AU CŒUR DE L'UE ?

Un autre point phare de la réforme européenne qui se prépare en ce moment est la création d'une autorité douanière européenne, l'EUCA (*EU Customs Authority*). Sa mission est de taille : développement du *EU Customs data hub*, amélioration de l'analyse des risques et des contrôles douaniers, expertise technique et soutien à la coopération entre les autorités douanières nationales, formulation de recommandations basées sur l'évaluation des menaces et meilleure formation des agents douaniers via, notamment, la création de centres d'excellence – dont le programme à l'ULiège. En somme, on peut la décrire comme un "Europol des douanes".

Fort de sa localisation géographique stratégique et de son expérience en matière d'e-commerce, Liège s'est portée candidate en automne 2025, parmi huit autres villes européennes, pour accueillir cette nouvelle autorité européenne**. Une candidature soutenue par les gouvernements fédéral et wallon, la Ville de Liège, l'ULiège, ainsi que de nombreux acteurs comme le port, l'aéroport et d'autres opérateurs privés. Objectivement parlant, Liège avait d'excellentes cartes en main : un écosystème logistique avec une solide expérience en e-commerce, un pôle recherche et des partenariats uniques entre le public et le privé facilitant le dialogue (par exemple, l'ASBL Customspliance) et stimulant la recherche appliquée (par exemple, le projet e-Origin axé sur l'approche basée sur les données). Malgré ces atouts et l'investissement des différentes parties prenantes, c'est finalement Lille qui a remporté, fin mars, le siège de l'EUCA.

Liège ne sort toutefois pas les mains vides de cette compétition : sa candidature a permis de démontrer qu'elle a la capacité de jouer dans la cour des grands et de renforcer les synergies dans le domaine douanier. Il est désormais certain que Liège est devenue un acteur incontournable dans la définition du paysage douanier de demain.



* www.news.uliege.be/chaire-douanes

** www.news.uliege.be/euca-liege-candidature

Inondations, cinq ans après **Méandres et remises à flot**

Pour avoir éconduit Apollon, Cassandre fut condamnée à ne jamais être crue, malgré la véracité de ses prophéties. De nombreux scientifiques, alertant le public à propos des effets du dérèglement climatique, lui témoignent probablement une certaine sympathie. En Région wallonne, le 14 juillet 2021 devait en partie rompre le charme. Une catastrophe d'une intensité inédite s'abattait notamment sur la vallée de la Vesdre, emportant tout sur son passage et causant la mort de 39 personnes. L'impact du bouleversement climatique, lointain et abstrait, frappait soudainement la région de plein fouet. À l'ULiège, plusieurs chercheurs et chercheuses ont fait front commun. Cinq ans après, la chaîne de gestion de crise semble plus robuste. L'aménagement du territoire avance aussi, mais un réveil politique massif reste attendu.

DOSSIER PHILIPPE LECRENIER

15 juillet 2021, Nessonvaux (Trooz)

S. Verhoeven-Belgorage





Rue Camille Lemonnier, quartier de Angleur (Liège)

D. Houcman-Goldo

En juillet 2021, trois jours de précipitations hors normes plongeaient une partie de la Wallonie sous eau. L'urgence qu'imposait la catastrophe a modelé une manière profondément transdisciplinaire de faire science. Il ne pouvait pas y avoir une seule solution miracle, mais un changement complet de paradigme dans lequel imbriquer une multitude d'aménagements et de nouvelles habitudes de gestion de territoire.

« Climatologues, hydrauliciens, hydrologues, urbanistes, architectes, géographes, biologistes : la mobilisation dont a fait preuve l'ULiège est inédite, témoigne Jacques Teller, professeur d'urbanisme, à la coordination de la Task Force Vesdre ULiège lancée en collaboration avec Martina Barcellona Corte, chargée de cours en architecture. C'est une expérience collective où des chercheurs et chercheuses ont consacré leur temps et leur énergie. Nous avons mutuellement découvert nos travaux, croisé nos approches et données pour poser des diagnostics, avant de passer aux projets de reconstruction. » La triangulation avec les populations et les élus était elle-même remarquable. « La Région wallonne et certaines communes ont réagi de manière assez volontaire. Dès 2022, la Région nous confiait, ainsi qu'au bureau d'étude

de l'architecte-urbaniste Paola Viganò, la conception d'un schéma stratégique pour le bassin versant de la Vesdre, proposant des pistes de reconstruction plus résilientes. Certains chantiers ont avancé très vite, d'autres sont toujours au point mort. »

Travailler à l'échelle d'une vallée entière en a fait un premier laboratoire systémique, qui fait aujourd'hui école en Europe. Même si la densité des échanges entre l'Université et le monde politique s'atténue. « Je pense que le principal effet des inondations, c'est une force d'impulsion à un moment donné, poursuit Jacques Teller. Certaines communes, comme Pepinster et Verviers, ont beaucoup déconstruit et ont avancé très vite. Sur les plateaux, Herve et Fléron ont freiné l'urbanisation et lancé des politiques fortes d'aménagement des espaces verts et agricoles. Au niveau de la Région wallonne aussi, des initiatives se sont succédé, comme la mise à jour des données ou l'adoption de référentiels et d'un nouveau schéma de développement territorial qui intègre le risque des inondations dans l'octroi des permis d'urbanisme, dans les droits d'expropriation et de préemption. Tout cela a été mené sous la législature précédente. » Le sentiment d'urgence s'est aujourd'hui estompé, l'actualité

politique s'est déplacée. Certains travaux continuent, notamment avec l'Awac (Agence wallonne de l'air et du climat), pour l'actualisation des outils et des cartes à destination des communes, ou pour étudier les bassins versants d'autres rivières à risque, à l'instar d'un Schéma stratégique pour l'Ourthe. *« En tant que chercheurs, poursuit Jacques Teller, nous essayons de maintenir un bon ordre de priorités, de ce sur quoi nous pouvons agir. Car le changement climatique est rapide. Et changer un territoire, cela prend du temps. »*

À QUELLES PRÉCIPITATIONS FAIRE FACE ?

En trois jours, entre 150 et 300 mm d'eau tombaient en moyenne sur le bassin versant de la Vesdre. Un déluge. Une catastrophe qui a lieu tous les 400 ans, selon les probabilités basées sur le climat du passé. Malheureusement, la période de retour d'un tel événement s'est drastiquement réduite et l'épisode du 14 juillet 2021 (plus de 100 mm de pluie en moyenne sur la vallée de la Vesdre) pourrait se répéter tous les 20 ans, dans un monde dont la température moyenne par rapport à l'ère préindustrielle augmenterait de trois degrés. Or le mercure aura franchi la barre des deux degrés supplémentaires lors de la prochaine décennie. *« Notre modèle MAR (Modèle atmosphérique régional) offre des projections à haute résolution, décortique Xavier Fettweis, professeur en climatologie. Il nous a permis, au chercheur-doctorant Josip Brajkovic et mon équipe, d'établir que par degré supplémentaire, l'intensité des pluies augmenterait de 7 % dans nos régions*. Une précipitation d'une intensité donnée ayant une période de retour réduite de moitié par degré supplémentaire. L'événement de juillet 2021 pourrait donc ressurgir une ou deux fois d'ici à 2050. Cela signifie que nous devons aujourd'hui intégrer cette réalité et nous adapter. »*

La Région wallonne a intégré ces chiffres dans la législation, qui se basait jusqu'alors sur des données obsolètes. Les références concernant les nouveaux ouvrages d'art (égouttages, bassins d'orages) ne s'appuieront plus sur les données passées, mais sur les projections futures. En ce qui concerne les prévisions des précipitations, le gros du travail a été fait. MAR va servir à approfondir d'autres paramètres, comme l'évolution des sécheresses ou de l'enneigement. Ce sont des phénomènes à tenir à la loupe. Car les pluies intenses ne favorisent pas l'infiltration de l'eau, qui s'écoule à trop grande vitesse. Elles vont s'alterner avec

* "Les pluies extrêmes deviendront plus intenses et plus fréquentes d'ici 2100 en Belgique" : www.news.uliege.be/pluies-extremes

UNE À DEUX FOIS D'ICI À 2050

de plus en plus longues périodes de sécheresse et donc, d'assèchement des sols, aggravant l'impact des inondations. *« Ce qui conduit à un autre risque pour lequel nous ne sommes ni préparés, ni équipés : les feux de forêt, précise Xavier Fettweis. Et cela va arriver. Nos forêts présentent déjà un grand taux de mortalité des arbres, donc un combustible important dans un climat de plus en plus chaud et sec en été. Les politiques doivent absolument anticiper ce risque. »*

HYDRAULIQUE : MAÎTRISER LA RIVIÈRE ?

En faculté des sciences appliquées, le HECE (Hydraulics in environmental and civil engineering) a été fortement mobilisé depuis les premiers jours qui ont suivi les inondations. *« Tous les appareils de mesure de la vallée de la Vesdre ont été arrachés et emportés par le courant. Personne ne pouvait chiffrer le débit sur base duquel, à l'avenir, on allait devoir redimensionner les ponts, les berges. Nous avons donc très vite été sollicités pour reconstituer ce qui s'était passé »,* signale le professeur Michel Piroton. *« Ensuite, les inondations extrêmes ont profondément modifié la rivière, poursuit Pierre Archambeau, professeur associé. Un relevé de 200 millions de points nous a permis de cartographier la topographie de la vallée telle qu'elle était à l'issue des inondations. »* Un travail pharaonique, qui a alimenté une maquette numérique de la vallée : MODREC, modèle à la fois hydrologique (comment et à quelle vitesse l'eau ruisselle jusqu'à la rivière) et hydraulique (comment et à quel débit l'eau s'écoule dans la rivière). Le défi de MODREC ? Travailler sur toute la vallée en même temps. Une tâche inédite pour laquelle il a fallu inventer des outils puissants et rapides.

Ce modèle, mis au point à l'ULiège, est un véritable couteau suisse, capable de simuler des scénarios tout le long de la vallée. Combinées de différentes manières, ces simulations peuvent fournir le meilleur impact possible sur le territoire. Il a été remis à la Région wallonne, qui a mandaté des bureaux d'étude pour éprouver les aménagements possibles, avant de passer à l'étape de la réalisation dans les limites budgétaires fixées. *« Quant à nous, nous nous sommes focalisés sur le flux de la rivière, poursuit Michel Piroton. De nouveaux débits, plus importants, vont devoir passer. Il y a une multitude de solutions à alterner pour les redistribuer autrement. On peut organiser l'expansion de crues dans les zones inhabitées ou prévoir des bassins*



G. Vlamincx

latéraux, ce qui est plus compliqué dans les villes, où la place de la rivière a été endiguée et fort restreinte. On peut retravailler le fond de rivière, surélever les ponts, favoriser des structures autoportantes pour limiter les piliers, qui ont retenu de nombreux embâcles [ndlr : accumulation de matériel] charriés par la crue. Il y a enfin la question des expropriations. L'évolution climatique rend certaines zones bâties difficilement habitables. Le seul moyen de réduire le risque y est de supprimer les habitations, ce qui peut permettre en outre d'y redéployer la rivière. » MODREC continue d'être utilisé pour conseiller l'administration sur diverses tâches de modélisation relatives à d'autres rivières.

Le HECE se pose également en consultant sur la question des barrages. « De grands barrages restent des ouvrages limitant les crues tout en prévoyant des stocks d'eau conséquents en cas de sécheresse, soutient Pierre Archambeau. Le barrage de la Vesdre, par exemple, a une capacité totale de 25 millions de m³. Lors des inondations, il est entré en amont 14 millions de m³. Seuls de grands ouvrages auront un impact significatif pour de tels événements. Ce ne sont pas les seules solutions, et nous ne pourrions pas éviter tous les risques. Or, la vigilance et l'énergie diminuent. Cinq ans après un événement traumatisant, les incidents tombent dans une forme d'oubli collectif. C'est humain. Mais il y a encore beaucoup à faire. »

HYDROLOGIE RÉGÉNÉRATIVE

Artificialisation des sols, drainages, rectification des cours d'eau... Nous avons fortement accéléré et perturbé le cycle de l'eau. Ralentir, temporiser et stocker un maximum d'eau dans les paysages, les nappes, les sols et la végétation

de manière à mieux résister aux intempéries, mais aussi aux sécheresses : l'hydrologie régénérative peut réduire la vulnérabilité des bassins versants. « Cette approche vise à restaurer les cycles de l'eau, explique Aurore Degré, professeure de physique des sols et d'hydrologie à Gembloux Agro-Bio Tech, et donc à restaurer l'infiltration et l'évaporation, plutôt que de laisser ruisseler l'eau trop rapidement vers la rivière. On s'appuie pour cela sur des processus fondés sur la nature et qui impliquent le vivant. Cela signifie replanter les haies, modifier les types de forêts, multiplier les mares et étangs, changer les formes d'agriculture. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, mais de nous préparer à un climat futur jamais observé jusqu'ici. Certaines recettes du passé sont utiles, mais il faut aussi en inventer de nouvelles. »

L'hydrologie régénérative s'écarte de l'idée d'une nature comme décor symétrique et maîtrisé. « Dans le cadre de MODREC**, nous avons modélisé les réponses du territoire de la Vesdre aux précipitations, ce qui a abouti à une série de mesures préconisées pour soulager le travail des hydrauliciens. » Passer du modèle à l'aménagement, c'est la seconde phase, MODREC 2, en partenariat avec le Contrat de rivière Vesdre. Trois communes se sont révélées particulièrement dynamiques : Herve, Theux et Jalhay. Elles se sont engagées à un dialogue pour aménager de petites zones de 2 à 4 km², baptisées "territoires d'innovations hydrologiques". « Nous réunissons forestiers, agriculteurs, propriétaires, habitants,

** "Modélisation hydrologique du bassin versant de la Vesdre" : <https://orbi.uliege.be/handle/2268/314437>



D. Houcmant-Goldo



D. Houcmant-Goldo



N. Hyer



D. Houcmant-Goldo

gestionnaires et communes pour mettre en place des plans d'aménagement dont nous avons modélisé l'efficacité. Nous espérons qu'ils serviront de cas d'école pour se multiplier dans une solidarité amont-aval et plateau-fond de vallée. Mais le chemin est long. »

Sur le plateau de Herve, l'implantation de mares ainsi qu'un remaillage de haies pourrait réduire de plus de 50 % le débit de pointe à l'exutoire [ndlr : débit maximum à la sortie d'un bassin versant] lors des précipitations intenses. « Les haies abritent tout un écosystème, plongent leurs racines en profondeur, facilitent l'infiltration et favorisent l'évapotranspiration. Mais taillées au cordeau, elles sont nettement moins efficaces, précise Aurore Degré. Elles réduisent en outre les parcelles et freinent le ruissellement de l'eau lors des précipitations. En ce qui concerne les Hautes Fagnes, multiplier les points d'eau, rediversifier les forêts sont des priorités absolues, la monoculture d'épicéas ayant drastiquement acidifié et appauvri les sols. Et enfin, avec une grande déclivité, le débit de la Hoëgne, principal affluent de la Vesdre, est particulièrement rapide. Pourtant, un meilleur aménagement de ses berges pourrait significativement le ralentir. La réimplantation des feuillus est à l'étude dans les zones forestières, mêlée à des mares et petites retenues d'eau, ainsi qu'une optimisation des lieux de passage des machines pour éviter le compactage des sols liés aux pratiques sylvicoles. Un autre chantier visera à dévier les drains existants vers la forêt, où l'eau pourra s'infiltrer lentement. »

Le basculement reste difficile, notamment parce que nous nous sommes habitués aux "paysages simplifiés". Ce n'est pas évident d'imaginer un paysage diversifié, en désordre. Il y a un enjeu à ensauvager l'imaginaire, à visualiser des paysages complexes, "en bazar", mais luxuriants. « L'hydrologie regorge de solutions. Pour les mettre en place, il faut convaincre au-delà des cercles de théoriciens et des gens du terrain, qui sont sensibilisés à la question. Depuis les inondations, il y a eu un grand travail sur la gestion de l'urgence. Mais la restauration s'opère encore trop largement de manière palliative, alors que nous devrions tout mettre en œuvre pour préparer nos territoires à un climat futur intense. C'est plus lent, plus compliqué et plus exigeant. Mais c'est possible », conclut Aurore Degré.

DES ERREURS À ÉVITER

Bien anticiper les risques, c'est aussi s'entourer d'interlocuteurs avisés pour éviter des actions regrettables au moment de la crise. C'est l'enseignement à tirer, notamment en ce qui concerne le curage. Geoffrey

RESTAURER LES CYCLES DE L'EAU

Houbrechts est chargé de cours en géomorphologie fluviale. « À raison de quelques dizaines de mètres par an, les sédiments des rivières sont charriés en aval. Lors des crues, ils peuvent former des atterrissements. » Ces îlots sont souvent perçus par les riverains comme des obstacles à l'écoulement. Les gestionnaires sont alors confrontés à des pressions pour procéder à leur enlèvement. « Pourtant, ce sont des formations assez naturelles, qui se régulent. Dans le cas des inondations de 2021, ils ont eu un impact négligeable, de 1 à 2 % des débordements. Mais c'est la face visible, et c'est facile à enlever. Énormément de déchets s'y étaient mélangés et il fallait dépolluer à moindre coût. Les gestionnaires craignaient en outre une deuxième crue très rapprochée. Ils étaient dépassés, et je les comprends. Mais nous aurions pu éviter certaines erreurs, si nous avions été écoutés. Depuis, nos recommandations sur la restauration des cours d'eau sont mieux prises en compte. »

Près de 100 000 m³ de sédiments ont été enlevés sur les 60 kilomètres qui séparent le barrage d'Eupen et l'Ourthe, soit en moyenne plusieurs centimètres du lit de la rivière. « Or, le stock de galets n'est pas illimité. En cas de déficit sédimentaire important, le débit de la rivière accélère, elle creuse davantage son lit, s'incise et peut entraîner des effondrements de berge comme on en a connu après 2021. » Par la suite, la rivière risque de s'emballer, gagner en puissance, balayer l'ensemble des sédiments jusqu'à devenir un désert écologique. Re-sédimer n'est pas simple et a un coût considérable.

CURAGE ET HÉCATOMBE ÉCOLOGIQUE

Une rivière qui déborde est une rivière vivante et en meilleure santé. Le Pr Michael Ovidio est responsable de l'Unité de gestion des ressources aquatiques et d'aquacultures. « Avant 2021, la qualité de l'eau de la Vesdre était en forte amélioration. Des espèces exigeantes de poissons ont refait leur apparition, comme le barbeau fluviatile ou l'ombre commun, qui pondent leurs œufs dans le substrat. » Depuis quelque temps, le biologiste poursuivait un programme de repeuplement d'anguilles dans la Vesdre, dont l'habitat est le substrat et les abris. « Les poissons sont adaptés pour survivre aux inondations, même exceptionnelles. C'est un phénomène naturel qui peut même être positif, puisqu'il charrie de

nouveaux nutriments vers les berges, reconnecte les annexes hydrauliques, participe au nettoyage du substrat. Mais il y a eu des effets collatéraux catastrophiques comme l'immersion de mazout, produits chimiques et déchets, l'arrêt des stations d'épuration. Les interventions précipitées en post-inondations – curage, rectification du lit, artificialisation des berges – ont eu des impacts très négatifs et n'ont aucun sens écologique. On a observé de lourdes pertes des populations de poissons dans ces sites, alors que les zones sans interventions se sont rééquilibrées assez rapidement. »

Par voie de presse, le professeur a peu à peu été écouté. Aujourd'hui, les travaux sont exécutés en concertation avec son service. « Le plus délicat reste l'aménagement des berges. Les berges verticales en béton sont catastrophiques. L'idéal, c'est une faible pente, assez dynamique, sur laquelle la végétation peut s'installer. Ce n'est pas toujours possible, car on a construit trop près des rives. C'est un aménagement plus long et plus coûteux. Mais il est plus résilient en cas de crue : c'est notamment l'habitat naturel des alevins et il permet à la rivière de continuer de nous rendre service tout en préservant sa première raison d'être. »

TRAVERSER LES ÉCHELLES

Parmi les premiers scientifiques à chausser les bottes pour venir en aide aux communes impactées figurait l'architecte urbaniste Martina Barcellona Corte, chargée de cours en Landscape Urbanism. Dans la foulée des inondations, elle a articulé recherche, enseignement et projets en contribuant à la création de la Task Force Vesdre ULiège. Parallèlement, elle a encadré durant trois ans des ateliers de projet avec des étudiants de master en architecture. « Ils ont développé des projets territoriaux en prise directe avec l'urgence et en dialogue continu avec des chercheurs d'autres disciplines. Ils ont exploré des pistes que le cadre professionnel autorise rarement, et qui ont nourri nos recommandations dans le schéma stratégique. Expérimenter, avec eux, des stratégies territoriales innovantes en parallèle du travail institutionnel s'est révélé essentiel : cela nous a permis d'élargir le champ des possibles et de dépasser la seule logique de "reconstruction". Nous avons travaillé en "traversant" les échelles (du grand territoire au prototype architectural), dans la conviction que "chaque hectare compte" et a un rôle clé à jouer dans une logique de solidarité entre plateaux, versants et fonds de vallée. La transdisciplinarité, le croisement des expertises et des échelles, ainsi que la capacité à libérer l'imaginaire, ont constitué des leviers essentiels de notre démarche. »

L'action de l'Université, depuis la catastrophe de 2021, semble agir aussi en rhizome. « *Plus récemment, nous avons pu collaborer avec des collègues de la KUL qui travaillaient sur les inondations de Valence, par exemple. En effet, le projet de territoire, développé au sein du bassin versant de la Vesdre, est considéré comme pionnier et a été présenté dans plusieurs universités et expositions internationales – Lausanne, Paris ou encore Biennale de Venise.* » Deux livres liés aux travaux d'étudiants seront publiés en 2026, sur la croisée des approches pour une meilleure résilience territoriale. Martina Barcellona Corte codirige également, avec l'équipe qui a porté le schéma stratégique, *Chronicles from a Territory at Risk*, ouvrage transdisciplinaire et international à paraître en 2027. Une façon de transformer les réponses apportées aux inondations de la Vesdre en un prototype livrant les lignes directrices, réflexions, méthodologies et actions concrètes à destination d'autres régions concernées par les pluies intenses.

« *Mais au niveau politique, l'action liée à l'urgence retombe. Le risque est de se retrouver face à une situation similaire sans avoir évolué de manière systémique* », pointe-t-elle. Un constat qui court dans les couloirs de l'ULiège, où la mobilisation se poursuit, comme le témoigne Jacques Teller : « *Nous continuons de chercher des financements pour des projets de recherche, et nous entretenons des relais avec des partenaires sur le terrain, des gestionnaires, différents niveaux de pouvoir. Certaines réalités politiques restent compliquées. Comment accompagner la relocalisation des habitants après une catastrophe ? Questionner la mutualisation des risques, les limites des modèles d'assurance ou renforcer les subsides pour adapter les logements au risque d'inondation... Un autre type de données difficiles à obtenir, ce sont les déplacements démographiques. Où les habitants qui ont dû quitter leur domicile ont-ils été hébergés ? Comment les processus d'accueil se sont-ils organisés ? Comment mieux y répondre, à l'avenir ? Autant de sujets potentiels pour le monde scientifiques et les acteurs de terrain.* »



F. Deprez

POUR ALLER PLUS LOIN

- Dossier "La pluie, la Vesdre et le futur", *Le Quinzième Jour* n° 282 (mai 2022) : www.lqj.uliege.be/Vesdre-2022
- Caroline Lamarche (textes) et Françoise Deprez (photographies), *Toujours l'eau. Juillet 2021*, Éditions du Caïd, 2022
- *Après la pluie*, documentaire de Jérémy Parotte et Quentin Noïrfalisse, 2024 (disponible sur Soonier)
- *Vivre avec la Vesdre*, conférences consacrées aux inondations de 2021, Atelier des Presses universitaires de Liège, 2026
- Dossier du Service public de Wallonie consacré aux inondations : <https://territoire.wallonie.be/fr/page/inondations#schema-strategique-vesdre>
- "Vers une hydrologie régénérative ?", compte-rendu d'une rencontre Liège Creative (mars 2026) : www.liegecreative.be/evenements/vers-une-hydrologie-regenerative
- Contrat de rivière Vesdre : www.crvesdre.be/territoire/inondations

ANTICIPER LE RISQUE, COORDONNER LA SOLIDARITÉ

La culture du risque dresse une tension entre deux temporalités : l'anticipation d'un péril qui n'advient pas et la réaction une fois la catastrophe advenue. Une bonne anticipation ne garantit pas de s'en prémunir, mais elle facilite les actions à mener dans l'urgence. Au département de sciences politiques, le Spiral aborde la gestion des risques et les questions de gouvernance. En juillet 2021, ce centre de recherche a travaillé en réseau avec les gestionnaires de crise et le planificateur d'urgence, puis a par la suite participé à différentes évaluations publiques. La chercheuse Aline Thiry, qui termine une recherche sur les mécanismes de solidarité observés lors des inondations de la Vesdre*, défend l'enjeu de cultiver des mémoires collectives décentralisées et vivantes, pour modifier notre rapport au monde. « Historiquement, les sociétés impactées par de grandes catastrophes ne s'adaptent que très peu et n'apprennent pas de leurs erreurs. » Si nous pouvons nous mobiliser dans l'urgence, nous ne sommes pas les meilleurs pour organiser des temps de réflexion sur ce qui a été vécu. Les raisons sont multiples : chaînes de gouvernance trop centralisées et verticales, compétences organisées en silo, absence de moyens, agendas saturés. En outre, reconnaître un manque de maîtrise continue d'être perçu comme un aveu de vulnérabilité. Il est donc plus facile de colmater certaines failles sous le vernis d'un discours rationnel et rassurant.

Investir dans une politique de planification des risques sur le territoire est difficile, notamment parce que cette législation relève du Fédéral, et offre peu de moyens au niveau local. « Le modèle est celui d'une crise limitée dans le temps et l'espace ; typiquement, l'explosion de Ghislenghien. Dans le cadre d'une inondation impactant des vallées entières pour plusieurs années, les moyens humains et matériels sont rapidement dépassés. » Les interactions avec les niveaux communaux, provinciaux et régionaux existent, notamment via la création – depuis les inondations – des Celex (cellules d'expertises thématiques) regroupant différents partenaires, pour évaluer une situation sous l'angle des

compétences régionales. Mais les marges de manœuvre sous la prérogative du Fédéral sont nettement sous-investies et nécessiteraient d'être repensées.

« En cas de crise, la loi prévoit comme objectif un retour à la normale aussi rapide que possible. Mais aussi bien la pandémie que les inondations nous ont démunis face à leur ampleur et leur enlèvement dans le temps. L'injonction du retour à la normale finit par démobiliser et multiplie les essoufflements, burnouts et traumas. Notre imaginaire doit changer. L'idée de la maîtrise doit laisser une place à la vulnérabilité, à l'incertitude, à la complexité des décisions à prendre. »

L'envergure des élans de solidarité est une autre dimension sous-évaluée. Le modèle vertical de gestion de risque ne prévoit pas un rôle actif et prosocial de la population, des "experts d'usage". Ils sont réduits à une masse attendant les mesures à suivre. Or, lors d'une catastrophe, les premiers sur place sont les habitants eux-mêmes. La mobilisation et l'entraide sont des paramètres fondamentaux dans la manière de réagir à ce type d'événement. « Les services publics ont été débordés par les offres de services et de don. Rien n'était prévu pour coordonner cette mobilisation. Ensuite, cette solidarité se tarit très vite, alors que de nombreuses personnes sont encore dans des situations difficiles. Certains gouverneurs ont lancé des réserves citoyennes, trouvé des accords avec des associations locales, entamé des collaborations avec des radios amateurs sur le territoire, et c'est une bonne direction. » Un nouveau narratif décentralisé, solidaire et participatif peut remplacer un modèle central et vertical. Il s'appuie sur un maillage d'initiatives et de relais citoyens structurés. Les figures responsables ne doivent plus spécifiquement instruire, mais plutôt coordonner dans une logique transversale, et favoriser un temps nécessaire où l'on apprend collectivement à cohabiter avec des catastrophes au long cours.

* Aline Thiry, "Nommer la catastrophe. Les enjeux de qualification des inondations dans la vallée de la Vesdre en Belgique", Revue d'anthropologie des connaissances, en open access en juin 2026.

En 2 mots

Bande sonore de l'immigration italienne

À l'occasion du 80^e anniversaire des accords de migration des gouvernements belges et italiens, le Centre d'études de l'ethnicité de l'ethnicité et des migrations (Cedem) de l'ULiège et le Théâtre de Liège proposent une soirée consacrée à l'empreinte musicale de cette migration, sachant que des artistes liés à cette expérience migratoire ont contribué à façonner le paysage musical belge au fil des décennies. La soirée du 23 juin, à 19h, explore la "bande sonore de l'immigration italienne" en croisant **approches scientifiques, témoignages d'artistes et performance musicales**. En clôture, le concert du groupe napolitain de rock engagé, A67. Au Théâtre de Liège, place du 20-Août, à 4000 Liège.

🔗 www.cedem.uliege.be/son-immigration-italienne

Guerre, armes et démocratie

Une conférence internationale intitulée "Guerre, armes et démocratie" aura lieu le 26 mai, de 17 à 19h, dans l'amphithéâtre Kurth (place du 20-Août à 4000 Liège), à l'occasion de l'inauguration du centre de recherche *Centre for the Study of War and Violence*, dirigé par **Julien Pomarède**, chargé de cours au département de science politique. Axée notamment sur la course aux armements et la question des droits humains, la rencontre réunira Mathias Delori (Sciences Po Paris), Benoît Pelopidas (Sciences Po Paris), Anne Lagerwall (ULB) et Christophe Wasinski (ULB). Elle sera animée par Édouard Delruelle, professeur en philosophie à l'ULiège.

🔗 www.cite.uliege.be/guerre-armes-democratie

Protect Humanitarians

En mai 2025, l'ONG Protect Humanitarians fondée par Olivier Vandecasteele s'associe avec l'Université de Liège pour créer une **chaire internationale dédiée à la protection et au soutien des travailleurs humanitaires dans le monde**. Une rencontre organisée à l'ULiège le 26 mai permettra, après un an de fonctionnement, de faire le point sur les accords inter-universitaires déjà noués et à venir, afin d'élargir encore le réseau d'experts académiques et humanitaires.

🔗 "Olivier Vandecasteele : protéger ceux qui protègent" (*Le Quinzième Jour* n°291, mai 2025) : www.lqj.uliege.be/vandecasteele



VDV-Shutterstock

L'action historique des femmes

Le 2 avril dernier, le Pr **Frédéric Hurllet**, professeur d'histoire romaine à l'université de Paris Nanterre, invité par la faculté de Philosophie et Lettres dans le cadre de la chaire Francqui internationale, a donné une leçon inaugurale intitulée "**Visibiliser l'action historique des femmes. Des gender studies à l'histoire mixte. L'exemple de l'histoire romaine**", suivie d'autres conférences. Il poursuit ce cycle avec, le 11 juin, un séminaire doctoral dédié à "La question des sources dans l'histoire des femmes : les monuments et les écrits funéraires" (salle Kurth, place du 20-Août à 4000 Liège) et avec, les 23 et 24 juin, un symposium de clôture intitulé "Pour une histoire des femmes à inscrire dans l'histoire de la cité (antique, médiévale, moderne et contemporaine)" (Académie royale de Belgique, Bruxelles).

🔗 www.facphl.uliege.be/chaire-francqui-hurllet2026

Langues et écritures anciennes

L'unité de recherche Mondes anciens, en faculté de Philosophie et Lettres, organise un colloque du 15 au 17 juin dédié au **programme Varigraph**, qui analyse les variations graphiques des signes à travers les écritures anciennes et permet d'augmenter encore leur compréhension. Intitulée "*Lost in a forest of signs*", cette réunion rassemblera des scientifiques qui travaillent sur des systèmes d'écriture déchiffrés ou non déchiffrés. Au bâtiment central, place du 20-Août, à 4000 Liège.

- ☛ www.mondesanciens.uliege.be/forest-of-signs
- ☛ dossier "L'écriture déchiffrée" (*Le Quinzième Jour* n° 293, janvier 2026) : www.lqj.uliege.be/varigraph
- ☛ épisode "Langues et écritures anciennes" de l'émission Labo4 (ULiège et QU4tre) : www.uliege.be/labo4

Architecture et IA

Dans un cycle intitulé "IA et architecture. Regards croisés", la faculté d'Architecture propose plusieurs rendez-vous, dont la conférence "IA et conception, regard critique", le 3 juin de 12h30 à 14h. Elle réunira **Anthony Masure** (HEAD Genève) et **Philippe Morel** (Bartlett School of Architecture London). À l'auditoire Charles Vandenhove, site Fonck, boulevard de la Constitution 41, à 4020 Liège.

- ☛ www.archi.uliege.be/regards-croises

Occuper les espaces

Entre œuvres artistiques, boutiques éphémères, initiatives entrepreneuriales et activités transitoires, les espaces vacants des centres urbains peuvent contribuer au dynamisme local. Avec la rencontre "Occupation temporaire des cellules vides : ramener de la vitalité au sein des territoires", le forum Liège Creative réunit plusieurs intervenant·es autour de ce thème qui mêle créativité et revitalisation urbaine.

Avec notamment **Bruno Bianchet**, chercheur au Lepur (centre de recherche en sciences de la ville, du grand territoire et du milieu rural) et **Marjorie Ranieri**, chercheuse en art urbain. Le 4 juin de 12 à 14h, au Fiacre, place Saint-Etienne 1, à 4000 Liège.

- ☛ www.liegecreative.be

Droit du travail

Sous le titre "Les nouveaux défis, équilibres et opportunités du droit du travail", la CUP sociale (commission Université-Palais), lieu d'échanges entre praticiens et universitaires spécialisés en droit du travail, organise son colloque le 21 mai. Cet événement met en avant les **nouveaux défis, équilibres et opportunités** du droit du travail à travers un programme abordant notamment la notion d'employeur, la violence morale, la discrimination, la vie privée, l'intelligence artificielle, le droit d'accès aux documents après la rupture du contrat, l'aptitude au travail, le temps de travail et l'impact du nouveau Code civil. Le 21 mai de 13h30 à 18h à l'amphithéâtre Mireille Delmas-Marty, place des Orateurs 3, à 4000 Liège (Sart Tilman).

- ☛ www.droit.uliege.be/cupsociale



J. Privot

ReInvenTe

Quelles perspectives pour le développement de **l'économie circulaire dans la construction** ? Quels enjeux pour le recyclage des déchets de construction et de démolition en Wallonie ? Le projet ReInvenTe – recyclage des déchets de construction basé sur l'inventaire technique et économique du bâti – a permis de réaliser un inventaire du patrimoine immobilier de la région ainsi qu'une cartographie dynamique des opérations de déconstruction/reconstruction en Région Wallonne. L'unité de recherche Urban and Environmental Engineering (UEE) organise un *workshop* qui réunira des chercheurs, le SPW, BuildWise, ainsi que des intervenants de la construction, du recyclage et du réemploi. Le 25 juin à l'Exèdre Annegarn, bâtiment B8, quartier Agora, campus du Sart Tilman, à 4000 Liège.

- ☛ www.uee.uliege.be/ReInvenTe

Matinée d'information sur les études

L'ULiège organise, le **samedi 27 juin**, une matinée d'information sur les études, sur le campus du Sart Tilman. Des représentant-es de toutes les Facultés et des services d'accompagnement seront présents, afin d'informer au mieux les futurs étudiant-es à propos des études, options, débouchés, inscriptions, aides, logement, vie étudiante, etc. Des étudiant-es partageront leur expérience et leur quotidien. Une visite guidée du domaine du Sart Tilman est également proposée. Rendez-vous dès 9h aux amphithéâtres de l'Europe, boulevard du Rectorat 13, à 4000 Liège.

☛ inscription sur www.news.uliege.be/matinee-info

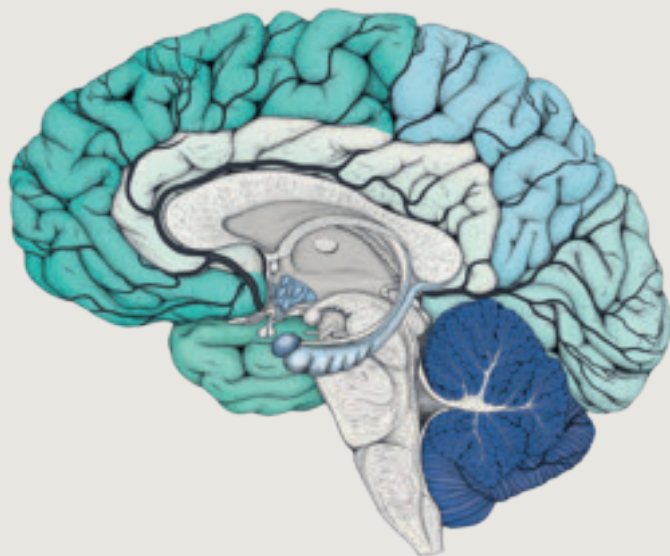


C.Swann

Océans

Pour célébrer la Journée mondiale de l'océan, l'Aquarium-Muséum propose **une projection de "The Cove"**, documentaire-choc récompensé par l'Oscar du meilleur documentaire en 2010. Au cœur de ce film se trouve Richard O'Barry, ancien dresseur des dauphins ayant incarné *Flipper* dans la série culte des années 1960, et qui consacre aujourd'hui sa vie à dénoncer l'industrie de la captivité, dont il se sent en partie responsable. Le samedi 6 juin à 18h30 à l'Institut de zoologie, quai Van Beneden 22, à 4020 Liège.

☛ www.aquarium-museum.uliege.be/the-cove



Maison de la science

Incassables !

Si, à la naissance, le cerveau compte environ cent milliards de neurones, sa fabrication est pour autant loin d'être terminée... Cet organe a d'ailleurs une capacité étonnante : il est plastique, pour lui permettre de s'adapter aux événements de la vie. La Maison de la science met le cerveau à l'honneur avec une **exposition ludique et immersive, ouverte à toutes et tous dès 8 ans**. De quoi découvrir comment les choix, les actions et les émotions influencent et modèlent le cerveau – cet organe qui fabrique et fait évoluer la personnalité de chacun grâce aux interactions qu'il a avec le monde.

Jusqu'au 16 octobre à la Maison de la science, quai Van Beneden 22, à 4000 Liège.

☛ www.incassables.be

À cœur ouvert

L'homme soigne par l'incision depuis des millénaires, mais le cœur est une conquête moderne. L'Institut de zoologie et le service de chirurgie cardiaque du CHU de Liège racontent à travers l'exposition **"Liège à cœur ouvert : 50 ans de chirurgie cardiaque"** la levée des obstacles qui rendaient le cœur inopérable, dans un récit fait d'essais, d'échecs, de controverses. La pratique est peu à peu devenue plus sûre, reproductible et enseignable. Le geste à haut risque s'est transformé en chirurgie maîtrisée, organisée, parfois même routinière. Une histoire à plusieurs mains, qui repose sur une équipe et tout un système, une conquête humaine et mondiale qui s'est incarnée à l'université de Liège il y a 50 ans. Du 9 juin à septembre à l'Institut de zoologie, quai Van Beneden 22, à 4000 Liège.

☛ www.maisondelascience.be

Lutte contre les LGBTQIA+phobies

Depuis plusieurs années, l'ULiège s'engage dans la lutte contre toutes les formes de discriminations et de violences fondées sur le genre ou la préférence sexuelle. À l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, le 17 mai, l'université rappelle son **soutien à la communauté LGBTQIA+** à travers différentes actions : levers de drapeaux sur l'ensemble de ses campus et mise en valeur de recherches menées à l'ULiège sur ces questions.

☛ www.news.uliege.be/17mai2026

Jogging ELA

Le jogging Entreprises-Université du Liège science park fêtera sa **20^e édition le 5 juin**. Outre les parcours de course et de marche, les organisateurs proposent à cette occasion un "parcours anniversaire" au départ du CHU d'Esneux. Le défi est à nouveau organisé au profit d'ELA, association européenne contre les leucodystrophies, qui regroupe des familles qui se mobilisent pour vaincre ces maladies génétiques rares. Un événement convivial et solidaire qui permet, entre collègues, de découvrir les entreprises et centres de recherche du parc scientifique et du campus universitaire.

☛ inscriptions sur <https://jogging.liegesciencepark.net/>



V. Grognaud

ULiège RISE

Stages pour enfants

Insectarium Hexapoda, Cereki, radio 48FM, Théâtre universitaire royal de Liège (TURLg), Observatoire du monde des plantes, ferme pédagogique du Sart Tilman, Aquarium-Muséum, Maison de la science, Art&Fact : **l'ULiège propose de nombreux lieux et thèmes de stages d'été pour les enfants.**

☛ www.musees.news.uliege.be/stages-2026



COLLOQUE

Simenon dans toutes les langues

Georges Simenon est le troisième auteur francophone le plus traduit, après Jules Verne et Alexandre Dumas. « *Son œuvre traduite se répand depuis les années 30 partout dans le monde, dans une bonne cinquantaine de langues. Cela fait donc presque un siècle de traductions, soit un corpus énorme à analyser, qui ouvre une foule de pistes de recherche !* », se réjouit Céline Letawe, directrice du Centre d'étude Georges Simenon de l'ULiège (qui abrite le Fonds Simenon), et initiatrice avec Maud Gonne, directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en traduction et interprétation, du colloque "De l'écrivain liégeois à l'auteur mondial : la circulation de l'œuvre de Georges Simenon en traductions". L'événement se tiendra les 24 et 25 juin au Pôle de formation en langues, bâtiment situé au cœur d'Outremeuse, le quartier qui a vu grandir Simenon.

Point d'orgue du projet de recherche SiTrad (Simenon en traductions) entamé voici deux ans grâce à un financement des Fonds spéciaux pour la recherche de l'ULiège, ce colloque met au centre l'incroyable circulation de l'œuvre de Simenon. « *Nous souhaitons donner de la visibilité au rôle des traducteurs et traductrices, bien sûr, mais aussi aux "acteurs du transfert", à toutes ces professions et institutions qui façonnent et font voyager les livres*, précise Céline Letawe, également professeure au département de langues modernes et traduction. *Dans cet esprit, l'une des tables-rondes réunira un éditeur étranger, un agent littéraire international et John Simenon, qui joue un rôle clé dans la circulation actuelle des œuvres de son père.* »

Le colloque permettra aussi de rendre accessible à la communauté scientifique la nouvelle base de données bibliographiques dédiée à l'œuvre traduite de Simenon. « *Son œuvre traverse les langues et les supports – outre les livres, il y a aussi des bandes dessinées et films tirés de certains de ses romans – et reste donc très vivante* », note Céline Letawe, qui reçoit chaque semaine ou presque des colis avec de nouvelles traductions de Simenon, destinées au Fonds. « *Ce foisonnement a donné naissance à une dynamique éparpillée dans le monde. Avec ce colloque, ouvert aux chercheurs et au grand public, notre objectif est de créer un véritable réseau international.* »



Fresque de Georges Simenon réalisée en 2024 par les artistes du collectif Spray Can Arts.

Olivier Hoffait et Michaël Nicolai, Spray Can Arts ASBL



DE L'ÉCRIVAIN LIÉGEOIS À L'AUTEUR MONDIAL : LA CIRCULATION DE L'ŒUVRE DE GEORGES SIMENON EN TRADUCTIONS

Colloque les 24 et 25 juin au Pôle de formation en langues (bâtiment L5), rue de Pitteurs, 18 à 4020 Liège.

☛ inscriptions sur www.colloquesitrad.uliege.be

Kroll
À L'UNIV'



30 ans de fidélité au *Quinzième Jour*

ARTICLE PATRICIA JANSSENS

C'est une première : Pierre Kroll expose à l'université de Liège. Durant cet été, le hall de la place du 20-Août accueillera ses croquis – ceux-là mêmes qui ont égayé les pages du journal de l'Institution pendant trois décennies.

Aujourd'hui, tout le monde connaît Pierre Kroll. Il a fait des études d'architecture à La Cambre et une licence en sciences de l'environnement à l'université de Liège. Un cursus qu'il boucle en 1984 alors que ses dessins commencent déjà à s'immiscer dans quelques rédactions.

En 1986, il rejoint l'équipe du Pr Jacques Dubois et fait ses premières armes dans le *P'tit Lu*, avant de tailler ses crayons pour *Le Quinzième Jour*. Sa mission ? Glisser une note d'impertinence dans un bimensuel qui se veut ouvert, vivant, débarrassé de toute lourdeur académique.

Sa note d'humour – toujours respectée, rarement refusée ! par les rédacteurs et rédactrices en chef qui se sont succédé depuis 1994 –, donne au journal cette petite dose d'autodérision qui lui va si bien. Le regard de Pierre Kroll est vif, son trait donne à réfléchir. C'est sans doute la raison pour laquelle, en 2013, le recteur Bernard Rentier lui a décerné (ainsi qu'aux caricaturistes Jean Plantu et Nadia Khiari) les insignes de docteur *honoris causa*. Le potache s'est émancipé.

Dessinateur attitré du quotidien *Le Soir* depuis 2002 et collaborateur de nombreuses publications, Pierre Kroll reste fidèle aux deux titres liégeois de ses débuts, *L'Inédit* (journal des Grignoux) et *Le Quinzième Jour*. « *J'aime la ville de Liège et son Université*, dit-il simplement. *Je prends toujours du plaisir à dessiner pour Le Quinzième Jour. Même si sa mue, voici huit ans, en "magazine" me stresse un peu parce que la revue a acquis un statut particulier, ce n'est plus la "gazette" des débuts !* »

Pierre Kroll jette un regard sur le présent et, de ce fait, le documente. L'exposition – à l'initiative de la rectrice Anne-Sophie Nyssen – qui ouvre ses portes cet été en est la preuve : un crayon peut très bien tenir lieu de mémoire.

EXPOSITION

Hall du bâtiment central,
place du 20-Août, à 4000 Liège,
du 16 juin au 9 septembre.
Bâtiment B7a (faculté des Sciences),
campus du Sart Tilman,
du 15 septembre au 15 octobre.
Entrée gratuite.

www.uliege.be/kroll

INSTITUT DES ÉPIDÉMIES

Se préparer aux prochaines crises



V. Bianchi

La plupart des maladies infectieuses (ré-)émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire transmissibles des animaux aux humains. S'appuyant sur son expertise en immuno-infectiologie et sur un dialogue étroit entre médecine humaine et médecine vétérinaire, l'ULiège développe un Institut des épidémies : des laboratoires hautement sécurisés pour mener des projets de recherche, d'analyse et d'épidémiosurveillance.

DOSSIER DIDIER MOREAU

« Si la prochaine pandémie survenait aujourd'hui, le monde serait toujours confronté à certaines des mêmes faiblesses et vulnérabilités. » Ce constat en 2025 du Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sonne comme un rappel qui hante les États, conscients de leurs fragilités et de leur impréparation, apparues au moment de la crise de la Covid-19.

Parallèlement, les universités ne restent pas les bras ballants. À l'ULiège, les chercheurs ont joué un rôle déterminant pendant la crise. Ils ont décidé de transformer leur expérience en projet et de contribuer à la "Preparedness", feuille de route de l'Union européenne et des gouvernements pour se préparer plus efficacement aux prochaines épidémies. C'est ainsi que se développe aujourd'hui, avec le soutien des autorités de l'ULiège, un Institut des épidémies (InDeEp), projet né dès 2021 dans la tête du Pr Fabrice Bureau (biochimie et biologie moléculaire), accompagné ensuite par le Pr Laurent Gillet (vaccinologie vétérinaire), tous deux en faculté de Médecine vétérinaire, et rejoints par une trentaine de professeurs et chercheurs des facultés de Médecine et de Médecine vétérinaire.

Ce projet en gestation prendra place d'ici à 2028 dans un bâtiment rénové qui jouxte l'Institut de botanique sur le campus du Sart Tilman. Il sera équipé de laboratoires de diagnostic et d'unités BSL-3 – des laboratoires hautement sécurisés pour manipuler des agents pathogènes. Après la Covid-19, InDeEp répond au besoin de passer d'une "culture de crise" à des capacités permanentes de recherches, d'analyses et d'épidémiosurveillance répondant aux standards de qualité internationaux. Il

s'agit aussi de tirer bénéfice d'un écosystème unique en Wallonie caractérisé par la proximité géographique et scientifique de la médecine humaine et du CHU de Liège, de la vétérinaire et des sciences fondamentales.

DE PLUS EN PLUS RAPPROCHÉES

Depuis les années 1980 et l'apparition du SIDA, les épidémies se succèdent à un rythme de plus en plus rapide. Le virus Ebola, identifié pour la première fois en 1976, a connu plusieurs flambées majeures en Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016, causant plus de 11 000 morts. Le SRAS, syndrome respiratoire aigu sévère, causé déjà par le coronavirus (SARS-CoV-1), est responsable de 800 morts entre 2002 et 2003. En 2009, la grippe H1N1 ("grippe porcine") s'est transmise à l'homme et a infecté entre 700 millions et 1,4 milliard d'individus, causant la mort de 284 000 personnes. Ces dernières années, la grippe aviaire a touché tous les continents. Son potentiel pandémique est connu, et depuis 2024, le virus de la grippe Influenza A (H5N1) circule abondamment dans les élevages de vaches laitières et de volailles aux États-Unis, faisant redouter l'émergence d'un virus capable de se diffuser dans la population humaine. D'autres crises sanitaires ont mis les systèmes de soins sous tension, comme le MERS-CoV (*Middle-East Respiratory Syndrome*) apparu en 2012, ou le virus Zika émergeant entre 2015 et 2016, associé à des anomalies congénitales graves chez l'homme. Mais c'est la pandémie de la Covid-19, causée par un autre coronavirus, le SARS-CoV 2, qui a mis la planète à l'arrêt en 2020, entraînant plus de 7 millions de morts à travers le monde selon l'OMS.

La concentration de ces crises sur une vingtaine d'années à peine est favorisée par nos modes de vie contemporains. Les transports aériens propagent rapidement les agents épidémiques. L'urbanisation et la densité de population dans les villes y contribuent aussi, de même que la déforestation et le réchauffement climatique. « Ces derniers sont à l'origine du déplacement d'animaux sauvages vers des endroits moins chauds ou vers des environnements où la nourriture est accessible, ce qui augmente le risque de contact entre animaux et hommes alors que la plupart des épidémies sont des zoonoses, c'est-à-dire des maladies transmettant des agents pathogènes des animaux vers les hommes », note Fabrice Bureau.

UNE APPROCHE ONE HEALTH

Environ 75 % des maladies infectieuses (ré-)émergentes sont des zoonoses, responsables selon les études de 1 à 2,5 milliards de cas d'infections et de 1 à près de 3 millions

de décès par an. Ces zoonoses impliquent des virus, bactéries ou parasites transmis à l'homme par contact direct, par des aliments contaminés ou par des vecteurs comme les moustiques et les tiques.

Ce tableau menaçant plaide pour un dialogue étroit entre médecins et vétérinaires. « *Ma collaboration avec les vétérinaires date justement de la pandémie de SARS-CoV 2, un bel exemple de zoonose* », pointe le Dr Gilles Darcis, chargé de cours et médecin-spécialiste en maladies infectieuses au CHU de Liège, qui fait aujourd'hui partie des membres de l'InDeEp. « *Les deux disciplines sont très complémentaires, ce que trop peu de médecins et de vétérinaires réalisent.* »

Fabrice Bureau plaide aussi pour ce rapprochement disciplinaire, d'autant plus qu'avec la vaccination, la plupart des maladies épidémiques humaines ont été éradiquées alors que ce n'est pas du tout le cas dans les troupeaux, régulièrement exposés aux épidémies. Ces crises récurrentes, les vétérinaires doivent les résoudre avec des méthodes différentes de celles des médecins. « *La plus grande différence : les vétérinaires considèrent la population tandis que les médecins humains considèrent les patients de manière individuelle. Les deux approches sont ainsi nécessaires et complémentaires.* » Cette approche collaborative s'inscrit dans la conception du *One Health** (une seule santé, humaine et animale), promue de longue date au sein de l'ULiège. Pour Gilles Darcis, InDeEp doit « *matérialiser cette collaboration dans un espace commun* ».

Le futur Institut des épidémies entend démontrer sa spécificité et sa pertinence dans le paysage wallon, belge et européen. « *Il est conçu de telle manière qu'il puisse immédiatement s'adapter et se mettre en ordre de marche quand la "guerre" ou la crise succède au temps de "paix"* », explique la Pr Tatiana Art, pro-doyenne de la faculté de Médecine vétérinaire, qui porte le projet avec ses collègues.

« *La spécificité de l'Institut des épidémies est qu'il est localisé dans une université, ce n'est pas un institut de santé publique* », souligne Fabrice Bureau. Pour lui, les deux organes ont des fonctions différentes. Les instituts de santé publique scrutent et récoltent les données, et ils produisent des statistiques. Un institut universitaire, lui, trouve sa place plus en amont. « *InDeEp a pour vocation de faire de la recherche plus fondamentale, de caractériser les agents pathogènes et d'identifier les variants de ces agents, de déterminer leur dissémination*

et leurs mécanismes d'invasion. Aussi de développer des modèles animaux qui répliquent la maladie en laboratoire pour mieux la comprendre, de développer des méthodes diagnostiques ad hoc et de nouveaux traitements, et de mettre en œuvre la surveillance épidémiologique active. Et ceci autant pour les maladies humaines que vétérinaires. Aucun institut universitaire n'a aujourd'hui cette vocation. »

C'est sur ces points que les initiateurs du projet ont insisté auprès des ministres fédéral et wallon de la Santé, Frank Vandenbroucke et Yves Coppieters, lors de leur rencontre à l'ULiège en janvier dernier, en présence également de la ministre-présidente Élisabeth Degryse et des autorités académiques. La direction de l'Institut fédéral de santé publique Sciensano participait aussi à cette réunion importante : il s'agissait pour les porteurs de InDeEp d'insister sur la complémentarité, et non la concurrence, entre les deux instituts.

LES ATOUTS DE L'ULIÈGE

La flexibilité et la réactivité figurent parmi les atouts du projet universitaire, comme cela a été démontré lors de la pandémie de la Covid-19 durant laquelle les équipes liégeoises ont rapidement mis au point une méthode innovante de testing PCR menant à de plus grandes capacités d'analyse. Des défis scientifiques et logistiques qui ont souligné en 2020 l'impréparation de nos États face à des crises pourtant prévisibles.

D'autres atouts distinguent encore le projet liégeois dans la préparation et la réponse aux menaces infectieuses émergentes. Des réseaux d'épidémiosurveillance et de recherche intégrée sont déjà en place, associant des chercheurs en santé publique, pharmacie, médecine vétérinaire, agronomie, sciences et sciences sociales, comme le programme de surveillance de la faune sauvage en Wallonie de la Pr Annick Linden ou le projet de veille épidémiologique en Wallonie Primary Care INDEEP [lire l'encadré] de Marina Digregorio, docteure en soins primaires et santé, et de Jean-Luc Belche, chargé de cours en médecine générale. « *Mais on doit voir plus loin encore et s'insérer dans des projets de recherche internationaux sur les maladies infectieuses émergentes* », précise le Pr Laurent Gillet. Avec ses collègues, il a profité de la venue à l'ULiège fin 2025 de Yasmine Belkaid**, directrice de l'Institut Pasteur, pour envisager des collaborations avec cette institution réputée, engagée dans un projet de grande ampleur de même nature que l'Institut des épidémies. À terme, InDeEp ambitionne de s'inscrire dans le consortium européen BE READY PLUS,

qui regroupe près d'une trentaine d'instituts de recherche en épidémiologie, et, au niveau mondial, de faire partie du Global Outbreak Alert and Response Network (GOARN) de l'OMS.

L'ULiège peut également se prévaloir de compétences de recherches menées parfois depuis des décennies. C'est le cas en immuno-infectiologie où les travaux des chercheurs liégeois ont conduit à des avancées majeures dans la biologie des cellules myéloïdes, les interactions virus-hôte et les mécanismes d'immunorégulation. Une même expertise est reconnue dans le domaine de l'isolement et de la caractérisation en laboratoire de nouveaux agents infectieux, ce qui permet la détection rapide d'agents émergents chez l'humain, les animaux domestiques et la faune sauvage – un savoir-faire rare. *« Nous avons les compétences scientifiques, mais il faut continuellement être au top avec des infrastructures de laboratoires crédibles pour jouer un vrai rôle. Avec le projet InDeEp, nous maintenons l'université de Liège comme un acteur crédible »*, souligne Laurent Gillet.

D'OÙ VIENDRA LA PROCHAINE ÉPIDÉMIE ?

Si l'on ne peut prédire où et quand aura lieu l'épidémie suivante, les experts s'accordent sur le fait que la prochaine pandémie immobilisant la planète ne viendra probablement pas d'un nouveau pathogène "X" (l'OMS parle de la "X Disease", comme ce fut le cas du virus du VIH), bien d'une maladie que l'on connaît déjà mais que l'on néglige, cependant. À force de circuler, un virus peut finir par acquérir des mutations qui le rendent plus transmissible et virulent, renforçant ainsi son potentiel épidémique, voire pandémique. Dans l'œil du viseur ? Les mutations du SARS-CoV-2, le virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, Ebola, le virus de Marburg ou la fièvre de Lassa, ainsi que des zoonoses comme le virus de la fièvre de la vallée du Rift ou le virus Nipah.

« Les virus et agents pathogènes sont nombreux », avertit Gilles Darcis, qui cite aussi le virus mpox (la variole du singe), le virus de la rougeole qui refait surface en raison de l'insuffisance de la couverture vaccinale, des virus qui apparaissent dans nos régions à la faveur du changement climatique comme le virus du Nil occidental ou le virus du chikungunya transmis par le moustique tigre. Parallèlement, Gilles Darcis insiste sur une autre menace, l'antibiorésistance – une "pandémie silencieuse" qui constitue l'un des plus grands défis pour l'humanité selon l'OMS.

PRIMARY CARE INDEEP

L'Institut des épidémies développe un projet de veille épidémiologique en Wallonie intitulé Primary Care INDEEP (PC-INDEEP), en collaboration avec le département de médecine générale de l'ULiège. Il s'agit d'une infrastructure de recherche ancrée dans les soins primaires en Wallonie. L'objectif : constituer un réseau structuré de cabinets de médecine générale et de maisons de repos, formés et équipés pour collecter, de manière standardisée, des données cliniques et échantillons biologiques. Les soins primaires occupent une place stratégique dans la dynamique des épidémies : ils constituent le premier point de contact avec le système de santé, là où apparaissent les formes précoces, modérées ou atypiques des infections. Actuellement, les dispositifs de surveillance existants reposent principalement sur des données agrégées ou hospitalières. Il manque en Belgique une infrastructure capable de relier, en première ligne, l'observation clinique des médecins généralistes à des données biologiques exploitables, dans des délais compatibles avec la détection de signaux précoces.

« PC-INDEEP ne vise pas à remplacer les systèmes nationaux de surveillance, explique Marina Digregorio. Nous nous situons clairement dans le champ de la recherche académique. La spécificité d'une université est de pouvoir développer des protocoles exploratoires, de tester de nouvelles méthodes analytiques, d'intégrer des approches innovantes comme la métagénomique et de documenter finement les trajectoires cliniques. Cette capacité d'analyse approfondie et méthodologique vient ainsi compléter les dispositifs de santé publique existants. »

* "One Health, une seule santé", Labo4 : www.uliege.be/lab4

** www.news.uliege.be/dhc-belkaid

IA ET RECRUTEMENT

Des ressources toujours humaines

Avec une étude inédite en Belgique, le Lentic de HEC Liège apporte un éclairage contrasté sur l'importance prise par l'intelligence artificielle dans le secteur du recrutement, et les risques de biais qu'elle fait courir à la profession.

ARTICLE THIBAUT GRANDJEAN

« Les discours sur l'intelligence artificielle voyagent plus vite que les transformations réelles des pratiques. » C'est ainsi que Simon Wuidar, sociologue au Laboratoire d'études sur les nouvelles formes de travail, l'innovation et le changement (Lentic), résume cette recherche pionnière*, dont il est le premier auteur. Commanditée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, menée en partenariat avec l'université d'Hasselt, cette étude sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans le milieu du recrutement, axée en particulier sur les risques de discrimination de genre, donne surtout à voir des usages nuancés.

« On fait face à des discours pleins de promesses quant à l'automatisation qu'apporte l'IA et aux gains de productivité, développe le sociologue. Dans la pratique, cela se heurte à un certain nombre de risques dont les

recruteurs sont conscients, et qui viennent tempérer leurs usages. »

Menée en trois temps – à commencer par une phase exploratoire qualitative basée sur 22 entretiens (Wallonie et Flandre), suivie d'une phase quantitative auprès de 416 répondantes et répondants de secteurs d'activité divers –, cette étude montre d'abord l'ampleur de l'utilisation de l'IA dans le métier de recruteur : 74 % utilisent l'IA à au moins une étape du processus de recrutement. Mais ce chiffre cache en réalité des disparités profondes. Alors que l'IA est très présente dans la préparation du recrutement, avec 77 % d'utilisateurs (prise de notes automatisée, rédaction d'offres d'emploi avec des *chatbots* comme ChatGPT ou Copilot), elle tend à s'effacer à mesure que le contact humain augmente. Si 43 % des répondants utilisent l'IA

lors de la recherche de candidats, ils ne sont plus que 21 % à le faire durant leur sélection. « Cette diminution s'explique en partie par le fait qu'au-delà d'une proportion non négligeable de personnes très enthousiastes à propos de l'IA, il y a une volonté chez la plupart des recruteurs et recruteuses de garder un contrôle sur leur métier, pointe Simon Wuidar. Elles et ils sont nombreux à s'interroger sur la manière dont la machine affecte leur profession. »

UN RISQUE DE DÉSHUMANISATION

L'automatisation de la rédaction, notamment, illustre la tension permanente entre promesses et menaces. « Alors qu'ils soulignent le gain de temps considérable apporté par l'IA, de nombreux recruteurs déplorent qu'elle leur fasse perdre leur autonomie et une certaine créativité. La rédaction est l'une des activités qui fait la plus-value du métier, avec beaucoup de temps consacré à écrire des rapports destinés à mettre en valeur des candidats. L'IA compresse ces étapes. Apparaissent alors des risques de déshumanisation, de perte de sens au travail et d'épuisement professionnel. »

Une ambivalence renforcée par le fait que les chatbots sont loin d'être neutres. « Là encore, on constate un pourcentage important de "convertis" qui estiment que l'IA, se reposant sur des critères neutres, sans prêter attention au nom de famille ou à l'adresse des candidats, offre plus d'objectivité, développe le sociologue. Mais de nombreuses personnes interrogées pointent un risque de biais avec une IA qui, en se basant sur les recrutements passés, favorise les candidats qui ressemblent aux personnes travaillant déjà dans l'entreprise. C'est là qu'entre en jeu l'esprit critique des gestionnaires de ressources humaines, qui vont se distancer des propositions de l'IA pour favoriser une candidature un peu plus atypique. »

« Deux niveaux de biais sont ressortis, complète Simon Wuidar. Les premiers sont liés aux données d'entraînement des IA et aux algorithmes eux-mêmes, basés principalement sur des sources occidentales et issues de grandes entreprises, ce qui peut être problématique lorsqu'un recruteur travaille pour une PME. Et il y a les biais secondaires, c'est-à-dire ceux des recruteurs eux-mêmes qui, s'ils n'y prennent garde, vont être reproduits, voire amplifiés par l'IA. »

Quant aux biais de genre de la machine, s'ils reconnaissent leur existence, les recruteurs ne les mentionnent pas spontanément comme un risque auquel ils sont confrontés. « La grande majorité de la recherche de

candidats se fait par internet, et notamment par LinkedIn, indique le chercheur. Les personnes interrogées mentionnent plus volontiers l'opacité des algorithmes de ce réseau qui met en avant certains profils au détriment d'autres**. Pour elles, c'est leur expertise qui va tempérer la sensibilité aux biais de genre de l'IA. De plus, une grande partie du recrutement en Belgique se fait par des agences externes, où le personnel est généralement formé et davantage conscient de ce type de risque. »

LES RAISONS DE L'AUTOMATISATION

En plus de confirmer largement les premiers résultats, l'enquête quantitative montre que « la législation européenne, IA Act, qui encadre très étroitement les systèmes d'IA liés au recrutement, est très peu connue et mise en pratique, avec des contrôles actuellement inexistantes », alerte Simon Wuidar.

C'est ce manque d'encadrement qui fait dire aux recruteurs lors des focus groupes menés dans la troisième phase de l'étude – dans le but de coconstruire des recommandations par et pour les personnes concernées – qu'il est impératif de mettre en place des formations et dispositifs de suivi des biais, à tous les niveaux. « Il est nécessaire d'aller vers une certaine littératie numérique, afin que tout le monde soit capable de comprendre les fondements de ces outils et ainsi pouvoir les utiliser convenablement. »

Pour autant, et avant même de former la profession à l'utilisation de l'IA, les recruteurs ont pointé la "question zéro" : que veut-on faire avec cette technologie ? « Il s'agit d'une interrogation centrale, liée à l'objectif que l'on poursuit, insiste le sociologue. Pourquoi automatise-t-on ? Trop souvent ces questions sont mises sous le tapis et l'IA est adoptée par mimétisme, par peur de perdre en compétitivité. Or, si l'automatisation peut parfois faire gagner un temps considérable, elle peut aussi faire perdre beaucoup. Et notamment en ce qui fait la richesse et la plus-value de métiers qui sont, et resteront, profondément humains. »



* Lire l'étude sur <https://igvm-iefh.belgium.be/fr/documentation/recrutement-et-selection-lere-de-lia>

** En novembre 2025, dans une expérience sur LinkedIn, un collectif de plusieurs dizaines de femmes ont vu leur visibilité décoller après avoir changé leur genre en "masculin". Et ce, alors même que la plateforme ne privilégie la visibilité des hommes par rapport aux femmes (sources : <https://next.ink> et *The Guardian*).

BIENTRAITANCE GYNÉCOLOGIQUE

Quand l'intime rencontre la médecine

Pousser la porte d'un cabinet de gynécologie n'est pas anodin. Les femmes s'y mettent à nu. Elles y parlent de sexualité. Elles y entrent dans des périodes de vie charnières : puberté, grossesse, accouchement, ménopause... L'intime qui s'y joue cristallise le risque qu'une parole ou un geste médical soit vécu de façon douloureuse, voire traumatique.

ARTICLE AURÉLIE BASTIN -
ILLUSTRATION DAVID GHAYE



Agressions verbales, procédures médicales imposées – épisiotomie ou césarienne “de confort” par exemple [lire l’encadré] –, absence de consentement éclairé, manque de confidentialité, refus d’administrer des antidouleurs, violation flagrante de l’intimité, agressions physiques, humiliations graves, négligences entraînant des complications évitables... En 2014, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a analysé le phénomène et assimilé ces comportements à des violences gynécologiques et obstétricales.¹ Un terme qui recouvre donc des réalités très diverses.

« La liste établie par l’OMS ne décrit qu’une partie des comportements qui peuvent être ressentis comme traumatisants, réagit le Dr Claire Paquet, gynécologue au CHU de Liège. Elle attire l’attention sur des actes clairement violents, absolument inacceptables, dont on doit reconnaître l’existence. Mais à côté de cela, il y a aussi des situations qui mettent en jeu des problèmes de communication, d’accueil, de non-conscience de la vulnérabilité des patientes. » Une nuance qui transparait également dans le rapport d’information publié le 15 janvier 2024 par le Sénat concernant le droit à l’autodétermination corporelle et la lutte contre les violences obstétricales. Le Dr Xavier Capelle, gynécologue au CHU de Liège, qui a été audité par les auteurs du rapport, les y définit comme “un ensemble de situations dont le point commun est un vécu traumatique dans le cadre d’une prise en charge professionnelle de la grossesse et de l’accouchement”.

Fruit d’une concertation entre gynécologues, sage-femmes, représentants du monde académique, experts issus des réseaux associatifs et associations féministes, ce rapport souligne que “les violences gynécologiques et obstétricales sont un phénomène en grande partie inconscient et organisationnel. [...] Il ne s’agit pas, dans la majorité des cas, d’intentions malveillantes.”

Lors des auditions au sein du Sénat, différentes causes possibles des violences gynécologiques et obstétricales ont été avancées : des protocoles et pratiques archaïques, un processus d’économie d’échelle, de standardisation, de maximisation de l’efficacité ou de rationalisation dans les hôpitaux, une méconnaissance des droits des patientes, des effectifs insuffisants et une charge de travail élevée pour le personnel soignant.

¹ “La prévention et l’élimination du manque de respect et des mauvais traitements lors de l’accouchement dans des établissements de soins”, Déclaration de l’OMS, 14 septembre 2014 : www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-RHR-14.23

LE TEMPS DU SOIN

S’il est nécessaire d’augmenter les moyens financiers alloués à la santé de la femme, la bientraitance passe aussi par des petits actes posés au quotidien. « Il y a une multitude de détails qui participent à instaurer un climat de confiance, développe Frédéric Kridelka, chef de service de gynécologie et obstétrique au CHU de Liège et professeur à la faculté de Médecine de l’ULiège. La manière dont on va chercher la patiente dans la salle d’attente et dont on l’accompagne jusqu’au cabinet de consultation, la façon de formuler ses questions posément et de manière compréhensible avec le regard tournée vers elle. Tout cela permet “l’entrée en résonance” de la ou du soignant et de la patiente. »

Et de poursuivre : « Il s’agit d’un idéal, mais il se heurte parfois aux réalités de terrain. Lorsqu’on a dû gérer un accouchement difficile jusqu’à 4h du matin, qu’on débute ses consultations à 8h et qu’on voit 24 patientes sur une journée – 24 personnes dont le vécu, la vulnérabilité potentielle, le passé sont différents –, il est utopique d’imaginer que cela se passe toujours bien. Qualifier cette “non entrée en résonance” de violence en est une en soi pour le soignant, qui est aussi un humain qui donne, dans la grande majorité des cas, le meilleur de lui-même. »

« Le soin, c’est du temps. Et il arrive que le temps nous manque, poursuit le Dr Claire Paquet. Parfois de manière institutionnelle et parfois de manière médicale, parce que les situations peuvent prendre une tournure urgente. J’ai appris à l’université qu’une phrase explicative, cela prend six secondes, et un regard bienveillant, deux secondes seulement. Ces secondes-là, on les a toujours. Dans certains cas, pour certaines personnes, cela reste trop peu. Après la situation urgente, prendre le temps de débriefer avec tous les intervenants est très important. Je ne sais pas si c’était courant il y a 50 ans, mais j’espère que cela se fera de manière encore plus systématique dans les 50 prochaines années. »

UN CADRE LÉGAL INSUFFISANT

Les pouvoirs publics commencent aussi, peu à peu, à s’emparer du sujet. Le 20 janvier 2026, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté une résolution reconnaissant les violences gynécologiques et obstétricales comme une réalité vécue par de nombreuses femmes, un problème de santé publique et une violence fondée sur le genre. Coordonné par l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes, un groupe de travail interfédéral a rendu en mars 2026 ses recommandations

relatives à l'élaboration d'une politique en matière de prévention et de lutte contre ces violences.

Par ailleurs, tout patient, s'il estime que ses droits concernant une prestation médicale n'ont pas été respectés, peut faire appel soit au service de médiation fédéral "Droits du patient" (si le praticien exerce en dehors d'un hôpital), soit au service de médiation de l'hôpital concerné. « *Le rôle du médiateur, c'est vraiment de restaurer le dialogue. Mais s'il y a plainte, son intervention s'arrête instantanément* », précise le Pr Frédéric Kridelka.

En dehors des cas les plus graves d'atteinte à l'intégrité sexuelle émanant d'un professionnel de la santé², il n'existe toutefois pas encore, en Belgique, de législation spécifique pour reconnaître et sanctionner les violences ou maltraitements gynécologiques et obstétricaux. Le principal cadre légal reste la loi du 22 août 2002 relative aux droits des patients qui prône un consentement éclairé, avec information préalable.

Pour Claire Paquet, l'information et son corollaire, le consentement, sont les bases de la bientraitance. « *Dans ma pratique quotidienne, il est essentiel pour moi d'expliquer les gestes que je vais poser et de vérifier que j'ai le consentement de la patiente à chacune des étapes. Un consentement qui passe aussi par des silences, pas très longs, mais qui lui permettent de bien comprendre ce qui a été dit, et d'intervenir si elle le souhaite.* »

DES ATTENTES DE PLUS EN PLUS ÉLEVÉES

Pour Frédéric Kridelka, il y a deux clés pour qu'une consultation se déroule bien. « *La première, c'est d'expliquer notre réalité et d'être transparent, cela désamorce beaucoup de problèmes. La seconde, c'est de prendre un temps de pause. Une minute suffit souvent pour laisser à la patiente l'occasion d'exprimer son ressenti sur la consultation, et cela dédramatise bien des choses.* »

Les attentes des patientes sont aujourd'hui plus grandes en termes de communication, d'écoute et de participation aux soins prodigués. Par ailleurs, de plus en plus de femmes souhaitent mener leur grossesse et accouchement de façon plus naturelle. « *Dans une naissance, il y a une dimension médicale, certes, mais aussi une dimension intime. C'est un événement dans une vie, pour un couple. Il est donc normal que les attentes soient élevées. Et lorsqu'il y a une petite – parfois infime – partie de notre mission qui ne se passe pas exactement*

comme on aurait pu l'anticiper, l'espérer ou l'attendre, cela peut être marquant et faire des dégâts. » Un constat confirmé dans le rapport du Sénat, qui indique que "selon les études, 10 à 30 % des patientes vivent leur accouchement comme traumatique" [lire encadré].

ÉCOUTE, BIENVEILLANCE, CONFIANCE

Au CHU de Liège, une attention particulière est portée à l'information des futurs parents. La consultation prénatale à 24 semaines est un moment clé : elle permet de rencontrer les différents intervenants et d'informer les parents, mais aussi d'identifier les difficultés psychosociales et les situations potentiellement conflictuelles pour en discuter avant l'accouchement. Une charte de bientraitance y a également été mise en place en 2021. Elle est déclinée en 13 engagements³ parmi lesquels figure l'attention portée à la demande des couples d'être partie prenante du déroulement de la naissance.

« *Il est crucial pour nous d'inclure le ou la co-parent en obstétrique, souligne le Pr Frédéric Kridelka. C'est un atout extraordinaire pendant l'accouchement. En étant en confiance, il ou elle pourra rassurer la future maman pendant le travail. On doit avoir conscience que c'est une parentalité qui est en train de se jouer. Le ressenti du partenaire est essentiel.* »

Le CHU de Liège s'engage à prendre en compte, dans la mesure du possible, les projets de naissance. « *Au cours d'une grossesse, nous avons l'occasion de rencontrer la patiente lors de plusieurs consultations, précise Claire Paquet. Ces moments servent à définir ses attentes, établir un climat d'écoute et de confiance. Cela permet d'expliquer que certaines demandes peuvent être tout à fait rencontrées, d'autres moins, et d'en expliquer les raisons. Je dis toujours que mon objectif, c'est d'assurer la sécurité et la bonne santé de la maman et de l'enfant. Une grossesse peut comporter des risques !* » On estime qu'en 2023, environ 87 % des décès maternels dans le monde (225 000 cas) sont survenus en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud⁴. En 2023, en Belgique, où l'accès au soin est bien encadré, 8,8 décès maternels ont été dénombrés pour 100 000 naissances⁵.

La prévention des violences gynécologiques et obstétricaux passe aussi par la formation des professionnels de santé. Le cursus des infirmiers et infirmières spécialisées, des sage-femmes ainsi que des obstétriciens et obstétriciennes comprend une partie théorique sur les accouchements physiologiques, sur la promotion du travail humanisé et

sur la réduction de pratiques injustifiées. Mais il reste encore beaucoup de marge de progression. Un groupe de travail s'est constitué au sein de l'Ares (fédération des établissements d'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles) pour traduire les recommandations du rapport publié par le Sénat en 2024 dans les programmes et les stages. Les premiers résultats sont attendus pour les mois à venir.

FORMER LES SOIGNANTS ET SOIGNANTES DE DEMAIN

Le Pr Frédéric Kridelka n'a pas attendu cette échéance pour faire évoluer la formation : « *La gynécologie est une spécialité particulière. Être devant un périnée, c'est tellement intime. Il faut adopter un comportement, des gestes et des paroles extrêmement respectueuses et adaptées à la patiente. Pouvoir tenir compte des individualités de chaque personne et de chaque situation est une compétence indispensable. Un cours introductif sur le comportement face à la patiente et à son périnée a lieu lorsqu'on aborde l'examen gynécologique. Des séances de simulation sur des bassins sont effectuées pour apprendre la mise en place d'un spéculum, la réalisation d'un frottis et d'un toucher vaginal de manière délicate. Des exercices d'éthique en lien avec les violences gynécologiques et obstétricales sont également réalisés avec la Pr Florence Caeymaex, titulaire de la chaire en éthique et humanités médicales à l'ULiège. Nous venons aussi d'ajouter deux heures de cours de sexologie pour former à aborder la sexualité d'un couple en consultation. Et comme l'a souligné ma collègue, une grande partie du soin, c'est le temps. Lors des cours, j'explique comment optimiser le temps d'une consultation.* »

L'ULiège fait figure d'exemple dans la sélection des futurs gynécologues et obstétriciens. « *Maîtriser les gestes techniques ne suffit pas, il est indispensable d'avoir des compétences relationnelles. Le concours d'entrée à la spécialisation de gynécologie vient d'être reformaté : il va désormais inclure des mises en situation qui nous permettront de mieux appréhender la personnalité des futurs praticiens* », insiste-t-il.

Un apprentissage dont le Dr Claire Paquet a bénéficié, et qu'elle voit évoluer avec fierté. « *Les assistants ont une préformation avant de démarrer des consultations, un bootcamp organisé par le Pr Frédéric Goffin où l'on repare d'éthique, du libre choix par rapport à son corps, d'IVG... Au début, les consultations se font avec des collègues plus expérimentés. Et c'est peut-être la meilleure école. La transmission par l'exemple est essentielle. Les mentalités changent ! On est toujours en chemin, mais ça évolue énormément.* »



QUELQUES CHIFFRES

- En Belgique, 1 enfant sur 5 naît par césarienne.
- Une épisiotomie est pratiquée pour 34,9% des accouchements vaginaux en Flandre, 20,2% en Wallonie et 14,9% à Bruxelles.
- Le pourcentage des accouchements avec induction (provocation médicale du début du travail) s'élève à 32,2% à Bruxelles, 31,1% en Wallonie et 26,2% en Flandre.

Ces actes, lorsqu'ils sont nécessaires, peuvent sauver des vies. Mais peuvent aussi être assimilés à des violences obstétricales s'ils sont pratiqués sans consentement éclairé de la patiente et/ou de façon non justifiée.

Ces chiffres sont issus du rapport d'information du Sénat concernant le droit à l'autodétermination corporelle et la lutte contre les violences obstétricales, 15 janvier 2024.

2 Loi du 21 mars 2022 modifiant le Code pénal en ce qui concerne le droit pénal sexuel. Le Code pénal précise que les atteintes à l'intégrité sexuelle émanant d'un professionnel de la santé constituent un facteur aggravant (articles 417/21 et 417/23).

3 www.chuliege.be/bientraitance-obstetricale

4 www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/maternal-mortality

5 <https://statbel.fgov.be/fr/themes/population/mortalite-et-esperance-de-vie/mortalite-maternelle>

INSECTES

L'entomologie fait mouche

Alors que les populations d'insectes déclinent, l'ULiège tisse des ponts avec l'Afrique pour comprendre et préserver une biodiversité majoritaire sur notre planète mais encore largement inconnue. L'Institution renforce également la formation des entomologistes.

DOSSIER LAETITIA THEUNIS

Souvent mal-aimés, les insectes sont pourtant essentiels : ils jouent un rôle clé dans les écosystèmes et peuvent rendre de précieux services à l'humanité. En agriculture notamment où, à l'instar de la coccinelle, redoutable prédatrice de pucerons, certaines espèces sont de véritables alliées. Huit espèces animales sur dix sont des insectes. Autrement dit, à eux seuls, les organismes à six pattes représentent près de 80 % de la biodiversité animale. Environ deux millions d'espèces ont déjà été décrites, mais ce chiffre est loin de refléter la réalité : les scientifiques estiment qu'il pourrait exister au moins huit millions d'espèces, principalement dans les régions tropicales.

Cette richesse est pourtant fragilisée. Le souvenir des pare-brise couverts d'insectes après un long trajet en voiture semble aujourd'hui appartenir au passé. En 2017, une étude allemande retentissante¹ a révélé une chute de 76 % de la biomasse des insectes volants en 27 ans (1989-2016) dans 63 sites naturels protégés. Les synthèses scientifiques évoquent par ailleurs une diminution annuelle de 1 à 2 % de la biodiversité des insectes. À ce rythme, certains projettent une disparition massive d'ici 50 à 100 ans. Un scénario alarmant, mais qui mérite d'être nuancé.

Les recherches portent surtout sur une poignée de groupes – abeilles, papillons diurnes, carabes, libellules – choisis pour leur facilité d'étude et la disponibilité de données. Pour les centaines de milliers d'espèces appartenant à d'autres groupes, les informations manquent cruellement. De plus, la majorité des études sont menées en Europe et en Amérique du Nord, tandis que l'Afrique et l'Asie restent très peu documentées. En somme, l'état réel de l'entomofaune mondiale demeure largement inconnu.

BIODIVERSITÉ AFRICAINE

Pour combler ces lacunes, des projets de coopération ont été tissés entre la faculté de Gembloux Agro-Bio Tech et des universités du Sud. Dans de nombreux pays africains, la méconnaissance des insectes locaux s'explique par le manque de spécialistes formés, mais aussi par l'absence de matériels et de collections locales de référence accessibles. En 2020, à la suite d'une visite à l'insectarium Jean Leclercq-Hexapoda à Waremmé, seul musée entomologique en Belgique, un visiteur malgache a exprimé le souhait de créer une structure similaire à Antananarivo. Ce projet a abouti en 2023 avec l'inauguration de l'insectarium *Za Bibikely*, conçu comme un partenariat public-privé, sur un modèle comparable à celui d'Hexapoda avec Gembloux Agro-Bio Tech.

RENCONTRE AVEC DES FOURMIS AGRICULTRICES

À l'insectarium Hexapoda, une soixantaine d'espèces vivantes sont présentées dans des vivariums. Depuis peu, une impressionnante colonie de fourmis coupe-feuilles *Atta* est installée dans des modules chauffés recréant les conditions tropicales de leur habitat naturel. Ces fourmis sont de véritables agricultrices. En file indienne, guidées par des phéromones de piste, elles découpent des fragments de feuilles et les transportent jusqu'à leur champignonnière. Là, elles cultivent un champignon qu'elles nourrissent avec ces végétaux – et dont elles se nourrissent à leur tour. Cette installation s'inscrit dans une toute nouvelle section, inaugurée en avril 2026, consacrée aux insectes sociaux que sont les fourmis.

www.hexapoda.uliege.be



F. Monti

« Le site dispose aujourd'hui d'un laboratoire et d'élevages d'insectes. Grâce à un financement de l'Ares, du matériel a pu être fourni pour lancer une collection locale : six loupes binoculaires et 500 boîtes entomologiques destinées à conserver les spécimens, préparés et naturalisés. Depuis, une dizaine d'échanges d'étudiants ont été organisés dans le cadre de mémoires de master et de thèses de doctorat », explique le Pr Frédéric Francis, directeur du laboratoire d'entomologie fonctionnelle et évolutive de l'ULiège et président d'Hexapoda.

Dans la même dynamique, un projet de création d'une collection entomologique locale et d'un laboratoire d'identification d'insectes a été initié à Kinshasa. « Créer et conserver des collections naturalisées est essentiel, mais les numériser l'est tout autant. À Madagascar, un système de numérisation 2D et 3D, similaire à celui d'Hexapoda [ndlr : le musée a finalisé la numérisation des spécimens contenus dans les 11 000 boîtes de sa gigantesque collection] a été installé afin de rendre les données accessibles aux étudiants et à la communauté scientifique », précise-t-il. À Kinshasa, le déploiement de la numérisation est également prévu, d'autant plus que des anciens doctorants de Gembloux souhaitent relancer une

société entomologique congolaise, avec des antennes à Kinshasa, à Kinsangani-Yangambi et à Bukavu.

PROCHAINE GÉNÉRATION D'ENTOMOLOGISTES

Reste un défi majeur : la formation. « En Belgique, contrairement aux États-Unis, il n'existe ni master ni filière complète en entomologie. Le seul enseignement structuré se trouve en bac 1 en bioingénieur à Gembloux, avec un focus sur les insectes utiles ou nuisibles en agriculture et forêts, ainsi que dans divers environnements. En pratique, jusqu'alors, on ne devenait entomologiste qu'en réalisant une thèse de doctorat », explique Frédéric Francis.

Pour répondre à ce manque, son équipe a déposé auprès de l'Ares une demande d'accréditation pour un certificat intitulé "Entomologie et santé globale : de la biodiversité aux outils numériques". Ce programme (20 crédits) vise à proposer une spécialisation accessible aux professionnels de terrain ou en amont d'une recherche doctorale. Destinée aux publics francophones d'Europe et d'Afrique, la formation abordera les bases de l'entomologie (biologie, écologie), la santé globale – avec l'intervention de vétérinaires et de médecins – et un volet consacré aux outils numériques et à la digitalisation.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Le lancement officiel de cette formation sera annoncé lors de la Conférence internationale francophone d'entomologie (Cife), qui se tiendra à Liège du 6 au 9 juillet 2026². Son thème : "L'entomologie face à la globalisation et à l'approche Une seule santé". Le concept *One Health*, né au début des années 2000, souligne l'interdépendance entre santé humaine, animale et environnementale³. Les insectes, souvent au cœur de ces interactions, jouent un rôle clé dans l'équilibre des écosystèmes ainsi que dans l'émergence et la propagation de maladies. La conférence, qui comptera une dizaine de sessions et jusqu'à 200 communications orales, couvrira l'ensemble des champs d'étude de l'entomologie francophone : zoonoses, enjeux entomologiques en santé globale, entomologie appliquée à la sécurité alimentaire et à l'économie circulaire.

Particularité notable : la Cife est la seule conférence d'entomologie au monde organisée exclusivement en français. Créée à Paris en 1982, elle se tient tous les quatre ans dans un pays francophone. Après Yaoundé, c'est Liège qui accueillera cette 11^e édition, avec près de 250 participants. « *Tous les quatre ans, c'est l'occasion de se réunir et de défendre la langue française dans le domaine de l'entomologie* », souligne le Pr Francis, organisateur de l'événement. Cet engagement en faveur du français se prolonge dans l'édition scientifique : « *À Gembloux, notre revue Entomologie faunistique publie 95 % de ses articles en français, facilitant ainsi la formation des doctorants, notamment du Sud, pour qui l'anglais peut constituer un frein. Elle offre aussi un espace de publication à des entomologistes belges amateurs de renommée internationale.* » Une tradition incarnée également par Jean Leclerc, figure marquante de l'entomologie, à qui est dédié l'insectarium Hexapoda. En 1986, il recevait les Palmes académiques françaises pour services rendus à la culture francophone.



1 <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0185809>

2 www.cife.uliege.be

3 dossier du *Quinzième Jour* n°287 (janvier 2024) : www.lqj.uliege.be/one-health

Envato - Sommai



BANQUE DE SPERME POUR L'ABEILLE DOMESTIQUE

Améliorer ou sauver des lignées génétiques chez l'abeille domestique (*Apis mellifera*) : c'est le but poursuivi par une équipe de chercheurs de l'ULiège. Ils ont développé le premier protocole de congélation de spermatozoïdes de faux bourdons sans recours aux antibiotiques*, une approche innovante dans le domaine de l'insémination où leur usage préventif est habituellement systématique.



L'INSECTE, RESSOURCE D'AVENIR

L'idée de nourrir les humains avec des insectes, riches en protéines, afin de réduire la consommation de viande et son impact environnemental, avait suscité un engouement lors de son émergence en 2014**. Pourtant, elle n'a jamais véritablement conquis le public occidental. La récente faillite de l'entreprise française Ynsect, malgré d'importantes subventions, en est une illustration parlante.

À Gembloux Agro-Bio Tech, au sein du laboratoire d'entomologie fonctionnelle et évolutive, le Pr Rudy Caparros Megido a pris acte de cette évolution et se concentre désormais sur l'alimentation animale à base d'insectes. Ses travaux portent notamment sur des larves de mouches soldats noires, élevées sur des substrats compostés exclusivement végétaux, conformément à la législation en vigueur. Par précaution sanitaire depuis la crise de la vache folle, l'utilisation de déchets contenant des produits d'origine animale demeure, en effet, interdite.

« Or, le sperme possède son propre microbiote, incluant des bactéries parfois dotées de propriétés antiparasitaires : leur élimination pourrait donc s'avérer contre-productive. Dans le cadre de notre recherche, notre question était : peut-on inséminer des reines d'abeilles avec de la semence congelée sans antibiotiques et obtenir une descendance femelle ? », explique Sophie Egyptien, qui a réalisé cette étude dans le cadre de sa thèse en médecine vétérinaire à l'ULiège.

Rappelons que chez l'abeille domestique, les femelles (reines et ouvrières) proviennent d'œufs fécondés, tandis que les mâles (faux bourdons) naissent d'œufs non fécondés. « À trois moments de la saison apicole, nous avons inséminé une série de reines avec du sperme frais et une autre série avec du sperme décongelé. Résultats ? Un nombre comparable de reines est entré en ponte dans les deux groupes, avec une production similaire de couvain femelle. Cela indique que le sperme cryoconservé selon notre protocole est capable de fertiliser les ovules. »

« En revanche, une différence nette apparaît concernant la durée de ponte : environ deux ans avec du sperme frais, contre deux à quatre semaines avec du sperme décongelé. Si cette durée limitée ne permet pas à la reine d'établir une colonie productive en miel, elle est par contre compatible avec un objectif de sauvegarde ou d'amélioration rapide du patrimoine génétique », précise Sophie Egyptien, enseignante clinicienne à l'école vétérinaire UniLaSalle de Rouen et collaboratrice scientifique de l'ULiège.

Le protocole de cryoconservation sera affiné dans le but de constituer, à terme, une banque de sperme d'abeilles domestiques. Ces travaux s'inscrivent dans le projet FreezeBEE, une initiative du service d'obstétrique et pathologies de la reproduction des animaux de compagnie et des équidés de l'ULiège visant à valoriser son expérience en cryopréservation de la semence des mammifères pour répondre à une demande de la filière d'élevage apicole.

* www.farah.uliege.be/insemination-abeille

« Un essai vient d'être mené auprès de porcelets fraîchement sevrés, une période durant laquelle leurs besoins en protéines de haute qualité sont particulièrement élevés. Les résultats sont encourageants : dans une ration classique à base de soja et de maïs, jusqu'à 35 % du soja a pu être remplacé par de la farine d'insectes, sans effet négatif sur leur développement. » Aller au-delà n'est toutefois pas envisagé : le profil lipidique des insectes reste imparfait, ce qui limite leur incorporation à plus forte dose.

Dans le cadre de son doctorat mené sous la direction de Rudy Caparros Megido, Joachim Carpentier étudie les lipides d'insectes, en particulier ceux des larves de mouches soldats noires. Constatant que cette graisse, pauvre en oméga-3, présente peu d'intérêt nutritionnel, mais qu'elle est riche en acides gras saturés, il a eu l'idée de la valoriser en savon. Pour cela, des déchets végétaux du restaurant universitaire ont servi à nourrir des larves, qui ont ensuite été mises à mort par congélation. « L'huile a été extraite à l'aide d'une presse, désodorisée, décolorée et confiée à un savonnier pour produire un savon qui ressemble à un savon classique blanc. Il sera

distribué au personnel », précise Rudy Caparros Megido. Le projet a bénéficié d'un soutien financier de la faculté de Gembloux. « Les lipides d'insectes produits localement pourraient aussi entrer dans la composition de crèmes cosmétiques et remplacer, par exemple, l'huile de coco importée. »

Parmi les pistes non-alimentaires d'utilisation des insectes d'élevage, figure également la chitine, principal composant de leur exosquelette. « En pharmacie, la chitine et son dérivé, le chitosan, sont déjà utilisés comme capteurs de graisses dans certains produits amaigrissants. De nombreuses recherches sont encore nécessaires, mais ce polymère naturel pourrait servir à fabriquer des objets (comme des abat-jours), être imprimé en 3D ou transformé en biofilms pour des emballages alimentaires. Le potentiel d'usages dérivés des insectes est important dès lors que leur élevage se développe », conclut-il.

** L'impulsion majeure a été un rapport de la FAO, en 2013, au sujet des insectes comestibles.

ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS À STATUT

Projets de vie

PHOTOS GEOFFREY MEULI

Concourir en compétition sportive, explorer son talent artistique, lancer et gérer une entreprise, s'engager dans une association : la période des études supérieures peut correspondre aussi à un projet personnel fort, à mener de front avec sa formation. C'est pour soutenir et encourager les passions des étudiants et étudiantes que l'ULiège propose, depuis 2010, les statuts d'étudiant sportif et d'étudiant artiste, complétés par celui d'entrepreneur (2014) et d'engagé (2022).

- 1 Romain Bastin,
violon
- 2 Romain Alerm,
danse
- 3 Luca Galet,
basse
- 4 Tom Collon,
cyclisme
- 5 Camille
Changeur,
photographie
- 6 Louise Heine,
hockey

Le titre est délivré par une commission constituée d'experts de terrain, de membres du personnel universitaire et de représentants des étudiants. Il donne alors accès – dans une mesure raisonnable – à une série d'aménagements : encadrement par un tuteur académique, allègement de l'année d'étude, modifications d'horaires ou encore accès prioritaire à certains équipements. De quoi combiner, le plus sereinement possible, les cours et examens avec des répétitions, compétitions, réunions ou prestations incontournables.

Cette année, l'ULiège compte 122 étudiantes et étudiants sportifs, 9 artistes, 16 entrepreneurs et 61 engagés. Beau succès à eux dans leurs projets respectifs !



➔ Découvrir tous les profils sur
www.news.uliege.be/etudiants-statuts-2026





- 7 Elise et Sarah Gauthy, kin-ball
- 8 Céline Marien, volley
- 9 Victoria Olynyk, handball
- 10 Mathis Meiers, athlétisme
- 11 Loris Venturi, football
- 12 Milan De Herdt, communication audiovisuelle
- 13 Charlotte Militello, événementiel
- 14 Jason Derwae, Fédération nationale des Patros
- 15 Lola Rigo, karaté





16



17

18

19



20

- 16 Guillaume Content, Arthur Putzeys,
Charlotte Militello, Camille Changeur,
Samuel Desplat, Milan De Herdt,
Lokal Foodtruck
- 17 Anne-Espérance Atchou,
engagement politique
- 18 Xavier Bultot, Croix-Rouge
- 19 Loukia Counerotte, Specque
(Simulation du Parlement européen
Canada-Québec-Europe)
- 20 Emma Claude, Loïc Drion,
Ai Mei Devos,
Agel (Association générale
des étudiants liégeois)



VIOLENCE ET ENFANCE

Donner d'autres armes aux garçons

L'association liégeoise Parole d'enfants réunit des expertes et experts internationaux ces 1^{er} et 2 juin pour interroger les inégalités de genre sous diverses facettes – rapports de domination, agressions sexuelles, violence conjugale et domestique, lien aux émotions, mécanismes de socialisation, appel aux soins. En fil rouge, une question : comment la société apprend-elle aux (petits) garçons à devenir des hommes ?

ARTICLE MARIE LIÉGEOIS

Un petit samouraï, épée dans le dos, entouré d'armes et de figurines de combat. Par la fenêtre, un ciel bleu et un arbre en fleurs vers lesquels tend son regard. À quoi rêve-t-il ? Sur quels appuis se construit-il ? L'affiche du congrès illustre bien l'enjeu : « *Se focaliser sur le processus du passage de l'enfant à l'adulte, du garçon à l'homme* », explique Catherine Denis, directrice de l'association Parole d'enfants, axée sur l'aide à la jeunesse et les enfants victimes de violences sexuelles [lire l'encadré]. À la lecture de l'ouvrage *Le mythe de la virilité, un piège pour les deux sexes* de la philosophe française Olivia Gazalé – qui ouvrira le congrès –, Catherine Denis a une révélation : « *Un homme, un père violent, c'est l'aboutissement d'un long processus. Or il s'agit d'un pan aveugle de notre réflexion.* » Ce propos résonne avec l'analyse de Catherine Vasselier-Novelli, psychologue à l'université d'Aix à Marseille, intervenante au congrès, qui pointe que « *tous les hommes auteurs de violence ont été des enfants. Il convient de ne pas faire*

une coupure nette entre un homme dominant et brutal et l'enfant en construction qui a subi, vu des violences ».

Si le combat pour l'égalité est à l'ordre du jour, les droits des femmes et enfants sont loin d'être acquis. Les femmes restent les victimes majoritaires des violences. Violences qui sont majoritairement le fait d'hommes*. Qu'est-ce qui fait que, spécifiquement dans l'éducation des garçons, on ne parvient pas à résoudre la perpétuation de ces violences ? « *Sans tomber dans une "guerre des sexes", n'aurions-nous pas des choses à apprendre en considérant la manière dont ces différences se construisent à travers les mécanismes de socialisation des garçons et des filles, dans un monde structuré par de multiples inégalités ?* »

L'inceste, rappelle Catherine Denis, concerne 11 % des enfants**, « *et bien plus encore souffrent d'agressions sexuelles* ». « *L'inceste prend place dans un contexte de*

domination adulte. L'enfant grandit en incorporant l'idée d'une hiérarchisation sociale dans laquelle les adultes ont le pouvoir sur lui. On lui dit "ton corps t'appartient", mais tout dans sa vie l'oblige à se taire et obéir. »

La psychologue pointe le tabou autour de la victimisation des petits garçons. « *Les filles restent les premières cibles de l'inceste, mais il ne faut pas perdre de vue les potentielles victimes masculines. Les symptomatologies par rapport à cette agression varient : les garçons ont plus de mal à oser dire, à se penser en victime. La façon, socialement apprise, de vivre un tel choc est si différente que cela produit plus de risques qu'un garçon, qui n'aura pas pu métaboliser ce trauma, devienne un jour agresseur. »*

À PLUSIEURS ÉTAPES DE VIE

Comment se forge cette différence de construction ? « *Cela se joue à plusieurs étapes de la vie. L'école est un haut lieu d'"endurcissement" des garçons, plus souvent punis. À l'adolescence, moment charnière de construction, les injonctions virilistes – singulièrement la vague de masculinisme toxique – viennent répondre aux doutes qui assaillent certains garçons, tandis que la pornographie mettant en scène des rapports très stéréotypés fait office de source majeure d'éducation sexuelle. La santé mentale est très genrée, avec des réponses plutôt intériorisées pour les femmes (dépressions) et externalisées pour les hommes (assuétudes, agressivité). Hommes qui, pour beaucoup, auraient besoin d'aide mais n'en demandent pas, le tout dans un milieu du care très féminin. »*

« *L'égalité, ce n'est pas uniquement placer des femmes à des postes de pouvoir. C'est apprendre aux hommes le soin, le souci de l'autre, le lien à l'enfant, conclut Catherine Denis qui, entre autres pistes, évoque le modèle suédois où le congé de parentalité grimpe à 480 jours, selon un mécanisme qui force une répartition équitable entre parents. Émotionnellement, un tel schéma, où le père passe d'emblée du temps avec son bébé, ne produit pas le même enfant. Et donc, plus tard, pas le même adulte. »*

Le congrès entend partager des réflexions constructives. Entre autres conférences : la sociologue Christine Castelain-Meunier (CNRS), qui parlera des injonctions paradoxales et difficultés d'identification des jeunes garçons ; le psychologue Marc Malempré (ULB), directeur de Kaléidos [lire encadré], avec l'intervention "Quelles balises pour accompagner les garçons auteurs de violences sexuelles ?" ; le sociologue Jean-Martin Deslauriers (université d'Ottawa) qui abordera les rapports

qu'ont les hommes avec les services sociaux et de santé. Objectif : observer le *continuum* qui va de l'enfance à l'âge adulte, y repérer les failles où risque de s'ancrer la violence... et tenter de donner d'autres armes aux garçons.

* Voir notamment le rapport d'analyse des résultats belges de l'enquête européenne sur la violence à l'égard des femmes : www.iweps.be/communique-en-belgique-etre-une-femme-surexpose-aux-violences

** Rapport de la Ciivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, France).

CONGRÈS

"Donner d'autres armes aux garçons", les 1^{er} et 2 juin, au palais des Congrès de Liège. Possibilité de s'inscrire en distanciel.

☛ inscriptions sur www.parole.be

ÉCOUTER LES ENFANTS

Psychologue formée à l'ULiège, Catherine Denis rejoint Parole d'enfants en 1997, association créée par Claude Seron autour d'un principe de base : écouter les enfants. On est alors dans le choc de l'affaire Dutroux. « *Depuis, cet axe central reste épineux : l'injonction est faite aux enfants de s'exprimer mais la société continue de ne pas les croire* », constate la directrice. Parole d'enfants et sa structure de suivi clinique Kaleidos (où travaille notamment Océane Gangi, assistante-chercheuse en criminologie à l'ULiège) avancent à la fois sur le suivi d'enfants victimes de violences sexuelles – « *les agressions intrafamiliales sont les plus courantes et les plus traumatisantes* » – et sur l'organisation de conférences en lien avec l'aide à la jeunesse, et ce afin "d'éclairer la lanterne" des professionnels.

Catherine Denis travaille aussi au Centre liégeois d'intervention familiale (Clif), qui reçoit des missions des services d'aide et de protection de la jeunesse (SAJ et SPJ).



Directeur du laboratoire de structures et systèmes spatiaux de la faculté des Sciences appliquées, le Pr Gaëtan Kerschen a décroché une troisième bourse ERC. De quoi mieux maîtriser encore les vibrations non-linéaires des structures aérospatiales.

ARTICLE
HENRI DUPUIS

J. Louis

GAËTAN KERSCHEN

Une trajectoire de haut vol

Si votre enfant passe des heures à assembler des briques Lego, ne le découragez pas : c'est peut-être le signe d'une vocation d'ingénieur. C'est du moins ce qui s'est passé avec Gaëtan Kerschen. « *C'est vrai que, enfant, j'aimais beaucoup construire avec des Lego, s'amuse-t-il aujourd'hui. J'ai aussi toujours été attiré par les ordinateurs et la technologie. J'ai commencé à programmer vers l'âge de 11 ou 12 ans.* » À cela s'ajoute un autre intérêt : le ciel et l'espace. Quoi de plus évident que de rêver être pilote de chasse ? Las, une myopie vint briser ce rêve. La voie des études d'ingénieur s'impose. « *Je n'ai pas hésité, c'était un choix naturel.* » Et plus encore de s'orienter vers le secteur aérospatial. « *Si l'orientation biomédicale existait à l'époque, j'aurais peut-être hésité car elle offre également des perspectives fascinantes : développer des technologies applicables au corps humain représente un défi de taille.* »

Au fond, ce qui anime avant tout Gaëtan Kerschen reste la dimension appliquée de la recherche : « *J'ai toujours été attiré par ce que l'on peut concevoir et construire. D'ailleurs, je n'avais pas l'intention de réaliser une thèse de doctorat. Mais en dernière année d'études, j'ai effectué un stage dans une entreprise qui s'appelait alors Techspace Aero*, qui fabrique des moteurs d'avions. Moi qui avais toujours apprécié la pratique, j'ai réalisé que le côté théorique me manquait. Quand on m'a proposé d'entamer une thèse de doctorat, j'ai accepté... et je ne l'ai jamais regretté.* »

VIBRATIONS NON-LINÉAIRES

Sa thèse (2003), dans le prolongement de son travail de fin d'études, a porté sur les vibrations non-linéaires. Elles satisfont l'aspect concret qu'il affectionne : « *Quelque chose qui vibre, on le voit, on le sent, on l'entend.* » Quant à la non-linéarité, elle va contenter son intérêt pour la recherche. Si elle pose de réels problèmes dans le monde industriel, particulièrement en aéronautique et dans le spatial, elle est encore peu prise en compte à cause de la complexité des phénomènes qu'elle engendre. La non-linéarité signifie que les relations entre forces appliquées et réponses des systèmes ne sont pas proportionnelles (contrairement à une relation linéaire).

Des réponses – qui peuvent aller jusqu'au chaos – qu'il est donc difficile de prévoir alors que les systèmes ont le plus souvent des réponses non-linéaires. Un avion, par exemple, est composé d'un assemblage de pièces différentes, ce qui implique la présence de jeux : il y a toujours des espaces libres qui permettent aux vibrations de s'installer... jusqu'à ce que celles-ci deviennent trop importantes et génèrent des impacts quand le jeu disponible est consommé. Cette non-linéarité est fréquente dans le spatial et l'aéronautique, aussi à cause des grandes différences de température. En résumé, une structure n'est donc jamais linéaire car il suffit de la déformer suffisamment pour qu'apparaisse une non-linéarité.

L'AVENTURE GRECQUE

La thèse de Gaëtan Kerschen est d'ailleurs novatrice. À cette époque, il n'existe pas de cours sur le sujet, pratiquement pas de manuels théoriques ; les études sont expérimentales, très empiriques. « *Même si je ne reniais pas mon attrait pour le côté applicatif, j'ai voulu en savoir davantage sur la théorie des vibrations non-linéaires !* » Pour ce faire, il contacte le Pr Alex Vakakis, une référence en la matière. De nationalité grecque mais en poste à l'Université d'Illinois (USA), celui-ci propose au jeune post-doc liégeois de le suivre en Grèce à l'université technique d'Athènes où il doit enseigner pendant six mois avant de retourner aux États-Unis. Et de partager un bureau avec son principal collaborateur, le Pr Lawrence A. Bergman, lui aussi partant pour l'aventure grecque. « *Ce fut une période extraordinaire, se souvient Gaëtan Kerschen. Une aventure humaine d'abord parce que nous nous sommes liés d'amitié ; intellectuelle ensuite car ils m'ont appris énormément, ont été de véritables mentors pour moi. C'est comme si j'avais accompli un nouveau cursus académique.* »

De retour à Liège en 2004, il poursuit ses recherches sous contrat FNRS pendant trois ans. « *Initialement, je ne pensais pas enseigner. C'est la recherche qui me passionnait. J'ai donc postulé un contrat permanent au FNRS en même temps que se libérait ici à Liège une charge de cours dans le domaine des structures aérospatiales. J'ai pu choisir et j'ai finalement opté pour l'enseignement avec l'idée de "booster" le secteur spatial en complément de l'aéronautique déjà bien développée dans le département.* »

OUFTI !

En octobre 2007, Gaëtan Kerschen entame donc sa carrière académique à l'ULiège et prend la direction du laboratoire de structures et systèmes spatiaux qu'il crée au sein de la faculté des Sciences appliquées. Un job d'enseignant qui commence fort, avec l'épopée du CubeSat liégeois OUFTI-1. Concevoir un nanosatellite d'1dm³ est un projet très en vogue à ce moment dans les universités. L'ULiège relève le défi. « *On a commencé avec le Pr Jacques Verly en 2008. C'était un projet extraordinaire mais difficile. Extraordinaire de pouvoir offrir une telle opportunité aux étudiants et étudiantes car, il faut le rappeler, ce sont eux qui l'ont conçu et construit. Difficile, et frustrant, car c'était le fait d'étudiants en fin de cursus. Lorsqu'ils devenaient autonomes, ils quittaient l'Université et il fallait recommencer à zéro chaque année. On a mis huit ans mais on l'a finalisé. C'était un formidable outil pédagogique.* »

OUFTI-1 sera lancé le 25 avril 2016 par une fusée Soyouz depuis Kourou. Un lancement auquel il assiste et qui reste un grand moment de sa carrière. Le CubeSat émettra pendant quelques semaines avant d'être réduit au silence, sans doute par une éruption solaire. Un petit frère a été envisagé avec cette fois une mission scientifique (observer les zones de stress hydriques dans le domaine de l'infrarouge moyen), mais il n'a pu voir le jour faute de moyens financiers.

AMORTISSEUR DE VIBRATIONS

On pourrait presque écrire que l'histoire du scientifique liégeois se confond avec celle des ERC, bourses de recherche octroyées par le Conseil européen de la recherche. « *Ce type de bourse est le rêve de tout chercheur*, explique Gaëtan Kerschen. *Les sommes allouées sont importantes, il y a beaucoup de liberté quant aux buts des recherches et peu de contraintes administratives.* » Il postule donc dès les premières années de l'ERC... sans succès. Il lui faudra trois tentatives avant de décrocher une ERC *Starting Grant* en 2012. « *Il faut s'entêter, persévérer. On apprend au fur et à mesure des tentatives* », prévient-il en guise de conseil à celles et ceux qui se lancent dans la recherche.

C'est avec son projet NOVIB (*Nonlinear Tuned Vibration Absorber*) qu'il emporte le graal en 2012. L'idée est de développer un amortisseur pour supprimer ou atténuer les vibrations des structures aérospatiales. Un amortisseur non-linéaire, ce qui manquait jusqu'alors. Des structures comme une aile d'avion par exemple subissent des vibrations. Des vibrations non-linéaires la plupart du temps, qui limitent les performances de l'avion. Des pilotes (aidés bien sûr par des simulations numériques) doivent ainsi déterminer ce qu'on appelle une "enveloppe de vol" dans laquelle les avions peuvent voler en toute sécurité. NOVIB a permis de proposer un modèle théorique de ce nouveau genre d'amortisseur, des simulations numériques et un prototype. « *À ma connaissance, le dispositif n'a pas été appliqué chez les aviateurs car ceux-ci sont en général très frileux lorsqu'il s'agit de nouveaux dispositifs. Mais bien dans le secteur automobile, notamment pour réduire les vibrations du châssis des cabriolets Peugeot.* »

Le succès de cette première bourse ERC pousse le Conseil européen de la recherche à lui en attribuer une deuxième en 2017, une ERC *Proof of Concept* cette fois, afin d'améliorer et commercialiser le logiciel d'analyse des vibrations non-linéaires mis au point à l'aide du *Starting Grant*. « *Nous avons créé une spin-off, NOLISYS*

(acronyme de nonlinear systems), qui a bien fonctionné jusqu'au Covid, avec des contrats pour des entreprises telles que Airbus, Ariane Group et Pratt & Whitney. À partir du confinement, ces entreprises ont allégé leur programme de R&D pour se concentrer sur la production. Et NOLISYS, qui est toujours active, n'a jamais retrouvé le niveau d'avant Covid », partage-t-il. Aujourd'hui, Safran Aero Boosters collabore étroitement avec le laboratoire de Gaëtan Kerschen, à la fois pour former les ingénieurs du groupe Safran (pas seulement de la filiale liégeoise !) mais aussi pour analyser les vibrations non-linéaires de leurs produits.

NOUVELLE GÉNÉRATION DE TESTS

Rebelote, si l'on peut dire, en juin 2025. Cette fois, c'est une ERC *Advanced Grant* que le professeur liégeois décroche. Le Conseil européen a en effet été séduit par son projet ENTIRE (*Experimental Continuation in Nonlinear Dynamics : Aerospace Engineering and Beyond*) qui vise à développer la nouvelle génération de tests vibratoires pour les structures aéronautiques et spatiales. « Dans les tests vibratoires actuels, il y a un protocole à respecter mais qui ne tient pas compte des vibrations non-linéaires. C'est cette lacune que nous voulons combler. »

Actuellement, lors de ces tests, on applique une excitation à une structure, on mesure les conséquences. Et c'est tout. Gaëtan Kerschen et son équipe veulent concevoir des tests capables d'adapter l'excitation en fonction des résultats mesurés. Des tests "intelligents" en quelque sorte, aptes à évoluer en fonction des réponses mesurées sur les structures. Lesquelles peuvent être un composant moteur par exemple, ou un avion, ou des satellite entiers. Un projet qui intéresse aussi la Wallonie puisque, fin de l'année dernière, celle-ci a décidé, dans le cadre du programme WEL-T Investigator**, de financer un volet dédié à la valorisation industrielle. « Au lieu d'ignorer ou contourner les non-linéarités, les ingénieurs pourront ainsi disposer d'outils pour les mesurer, les comprendre et les intégrer dans leurs modèles numériques », espère le Pr Kerschen.

Parallèlement aux applications aérospatiales, le projet WEL-T explorera également de nouvelles perspectives en neurosciences, grâce à des recherches consacrées aux crises d'épilepsie, en collaboration avec l'Institut des neurosciences de Marseille. Celles-ci présentent en effet une dynamique qui rappellent certaines instabilités bien connues en aéronautique. Dans les deux cas, on observe un basculement soudain d'un état stable vers un

comportement instable. Pour les chercheurs marseillais, les crises sont considérées non pas comme une simple décharge aléatoire, mais comme une activité neuronale "encodée" qui émerge lorsque le système cérébral franchit un certain seuil. Ce croisement entre disciplines pourrait ouvrir de nouvelles pistes pour mieux détecter, anticiper et comprendre les crises d'épilepsie.

SIMULATEUR DE VOL

Cette troisième bourse a d'ailleurs déjà eu une retombée positive. Gaëtan Kerschen a en effet décidé d'y consacrer la moitié de son temps, d'où la recherche de suppléants pour deux de ses cours. Une situation déjà expérimentée puisqu'il avait été titulaire d'une chaire de recherche Francqui de 2019 à 2022, qui permet à une ou un enseignant – reconnu dans son domaine – de se consacrer entièrement à ses recherches pendant trois ans, ses cours étant donnés par des suppléants engagés grâce à la fondation Francqui. « Deux de mes anciens étudiants, aujourd'hui ingénieurs chez Spacebel, enseignent mon cours sur les orbites des satellites qui apparaît dans le programme du master en aérospatiale (le seul master de ce type en Fédération Wallonie-Bruxelles). À leur initiative, un simulateur spatial professionnel (BASILES NG) a été intégré dans le cadre de ce cours. » Les étudiants, qui doivent concevoir leur propre logiciel de simulation orbital, pourront ainsi valider leur travail à l'aide de ce logiciel conçu par Spacebel pour et avec le CNES (Centre national français d'études spatiales).

Homme passionné par les vibrations, Gaëtan Kerschen trouve le temps de vibrer pour le sport, une autre passion : « Pendant longtemps, j'ai pratiqué le tennis, puis j'ai poursuivi avec le triathlon. Je me levais le matin tôt pour courir ou rouler, puis je faisais des longueurs de bassin à l'Université sur le temps de midi. J'ai même couru des semi-Ironman ! Puis mes genoux ont dit stop. Aujourd'hui, j'ai dû me rabattre sur le padel et le golf que je pratique au Sart Tilman. J'ai découvert que ce dernier est presque un sport pour ingénieur : on a une cible à atteindre, il faut développer une stratégie, analyser une trajectoire ! » Comme pour les avions ou les satellites. On ne se refait pas.



* Entreprise située près de Liège, devenue Safran Aero Boosters, filiale du groupe français Safran, deuxième équipementier aéronautique mondial.

** Le programme de financement WEL-Test, avec WEL Bio, l'un des deux programmes du WEL Research Institute, Institut interuniversitaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) soutenant la recherche stratégique et sa valorisation.

RÉSERVE NATURELLE DU SART TILMAN

Passeurs d'arbres



La forêt du Sart Tilman est la plus grande réserve naturelle intégrale privée de Wallonie. Et cette superficie va encore augmenter en 2027. Indispensable poumon vert de Liège, ce joyau de faune et de flore, constamment gardé à l'œil, est pourtant assez méconnu du public. Balade commentée en compagnie de deux ingénieurs forestiers, entre lesquels a lieu ce printemps un passage de témoin.

ARTICLE MARIE LIÉGEOIS – PHOTOS VIRGINIE HAVELANGE

Le rendez-vous avait été fixé devant l'Institut de botanique, imposant bâtiment de bois et de verre où se reflètent les nuages capricieux de mars – mais les giboulées nous laisseront tranquilles ce jour-là. Arrivent par les bois, en vert et brun des pieds à la tête, Luc Schmitz et Adrien Beenkens. Le premier, tout juste retraité, a été responsable des forêts et voiries du Sart Tilman depuis la moitié des années 1990. Le second termine un écolage de quelques mois avant de prendre, ce printemps, la succession du poste. Une transmission de connaissances et de sagesse écologique qui semble être à l'image de la forêt dans laquelle on pénètre : vaste, sereine, passionnante.

Dès les premiers pas, à l'arrière du bâtiment, la nature a des choses à dire. « *Ce faciès de forêt composée de hêtres et de chênes, commence Adrien Beenkens, va bientôt rejoindre la réserve naturelle intégrale du domaine. Par "intégrale", on entend dénuée de toute intervention humaine. Quand un arbre meurt dans cette zone, il est laissé en place – soit "en quille" s'il tient encore debout, soit couché. Il peut alors devenir un chronoxyle, c'est-à-dire un arbre mort sur pied favorable à une multitude d'espèces peuplant la forêt : champignons, lichen, insectes, oiseaux... On pourrait penser que c'est du bois mort mais il n'a peut-être jamais été aussi vivant !* »

« *Ce bois mort n'est pas du tout le résultat d'un entretien négligent ; il témoigne au contraire de la bonne santé de la forêt,* complète Luc Schmitz. *Dans certaines zones du Sart Tilman, il n'y a pas eu un seul coup de tronçonneuse depuis 50 ans. On a été parmi les premiers à gérer les bois de cette façon, en évolution spontanée.* » Une étude, en cours du côté de Gembloux Agro-Bio Tech, montre d'ailleurs que le Sart Tilman compte trois à quatre fois plus de bois mort qu'ailleurs en Wallonie.

ÉLARGISSEMENT DE LA RÉSERVE

Tant qu'à parler chiffres, les deux ingénieurs forestiers rappellent que le domaine du Sart Tilman, qui sépare les vallées de l'Ourthe et de la Meuse, compte 760 hectares au total dont 240 classés en réserve naturelle. Parmi ceux-ci, 20 hectares correspondent à la lande de Streupas, un espace non boisé situé du côté d'Angleur et composé de plantes calaminaires grâce au sol chargé en métaux, héritage de l'activité industrielle. Il s'agit là d'une "zone dirigée" où l'intervention humaine permet d'éviter le reboisement et de conserver l'intérêt biologique du site. Les 220 autres hectares constituent la réserve intégrale. « *Ce volume va grimper jusqu'à 330 hectares, car on*

s'apprête à ajouter plusieurs zones boisées dispersées sur le domaine qui ne seront jamais bâties, puisque l'ULiège a achevé son schéma d'aménagement. En 1997, l'agrément de réserve naturelle intégrale a été l'un de mes premiers dossiers, et il était alors valable pour 30 ans. Le prochain agrément, dont la demande va être introduite fin 2026, sera attribué à durée indéterminée », précise celui dont la carrière aura été entremêlée de bout en bout à cette gestion de réserve intégrale.

Quelques sentiers plus loin, on croise d'autres chronoxyles, pointés par des pancartes explicatives, afin de sensibiliser les promeneurs. « Il y a en a plus de 150 sur l'ensemble du site », informe Luc Schmitz en passant à côté d'un hêtre géant (4,5 mètres de tour de tronc !), couché sur le flanc depuis de nombreuses années et devenu gîte pour oiseaux, insectes et mousses. Plus loin, les deux experts ont – littéralement – flairé la présence d'un renard. Près des racines d'un hêtre, on verra sa tanière, mais pas son musée. D'autres mammifères habitent les lieux : sangliers (qui peuvent être chassés afin d'en réguler la population), rats laveurs – « ces omnivores, grands prédateurs d'oiseaux, ont été importés par l'homme et sont assez inquiétants pour la biodiversité », note Adrien Beenkens – ou encore mouflons, du côté ouest du domaine.

En contrebas de la forêt se dégage une vue qui porte loin, jusqu'au plateau de Herve. Dans ce tableau, un très haut chêne rouge foudroyé, au tronc lézardé. « On l'a à l'œil, on va réduire sa couronne pour ne pas qu'il chute », explique Luc Schmitz. Cette attention individuelle portée à chaque arbre, cette surveillance personnalisée est la marque de fabrique du travail forestier mené au sein d'une réserve naturelle intégrale. Ici, les feuillus sont privilégiés. « Depuis la fin des années 90, on a dû progressivement éliminer les épicéas et conifères, car ces arbres résineux ne sont pas "en station" ici, c'est-à-dire pas dans leur habitat naturel. Ils en souffrent et ne permettent pas le développement de la biodiversité », ajoute-t-il.



Luc Schmitz et Adrien Beenkens, gardiens de la forêt



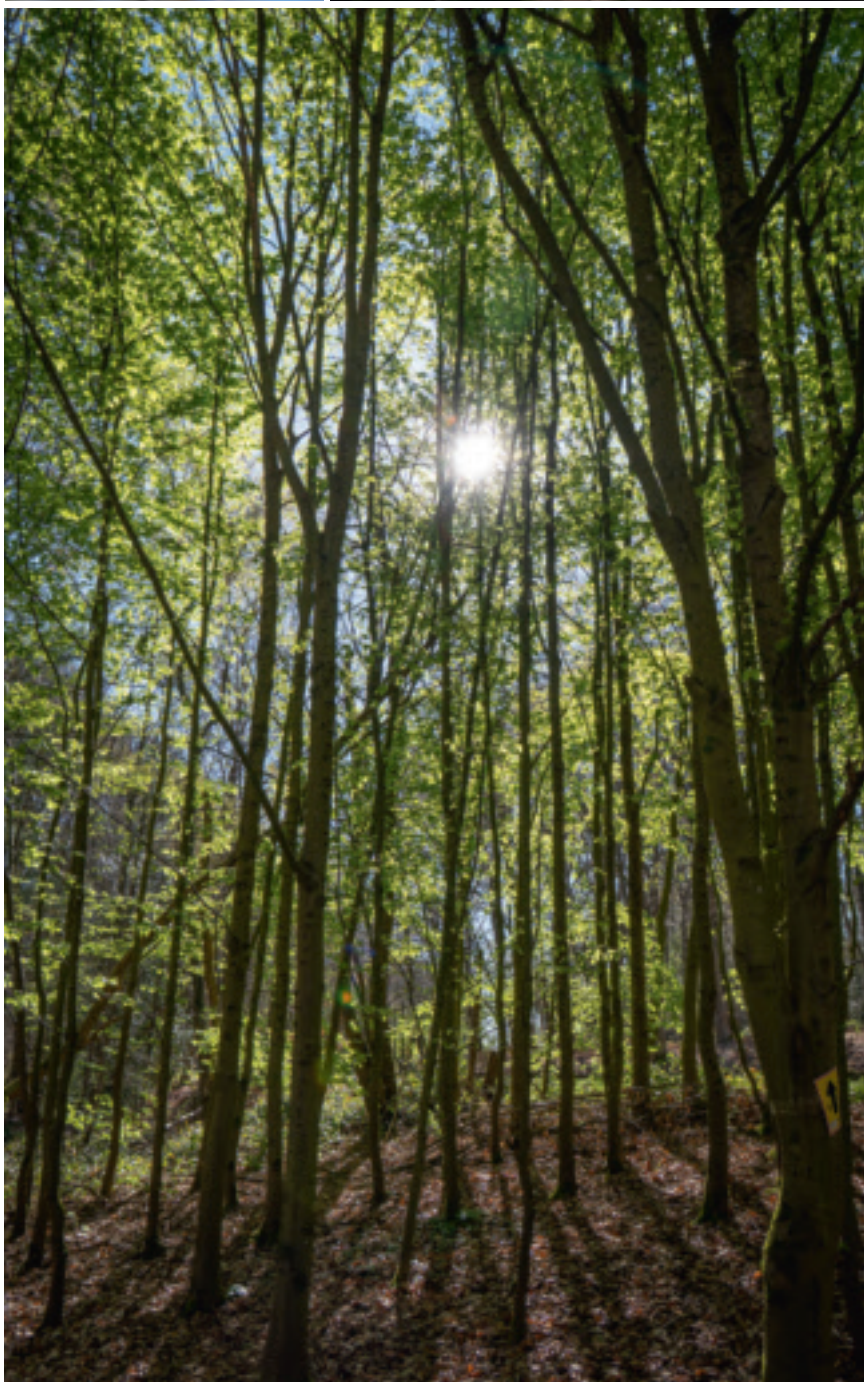
La cachette du renard

Une flèche sombre fend le ciel. « *Un pic noir* », observe Luc Schmitz en un coup d'œil. L'homme perçoit en même temps la présence d'autres espèces – mésanges, sittelles, pics verts, pics épeiches, et même une cigogne blanche, plutôt précoc pour la saison. Aucun chant d'oiseau ne semble avoir de secret pour son oreille, qu'il éveille à l'ornithologie depuis ses 14 ans. « *Je le dis, car il ne le dira pas : Luc Schmitz est l'un des meilleurs naturalistes* », sourit Adrien Beenkens, conscient d'hériter de son aîné, au fil de leurs déambulations en duo, d'une d'expérience rare, mais humble.

DÉCOUVRIR ET PROTÉGER LA FORÊT

Pour ce jeune bioingénieur diplômé de Gembloux Agro-Bio Tech, passionné par l'environnement, guide nature et conservateur bénévole d'une réserve naturelle en Basse-Meuse, le défi professionnel qui s'ouvre est palpitant. « *En poursuivant dans la même direction que mon prédécesseur et en m'appuyant sur l'équipe technique très compétente, je voudrais sensibiliser la population à ce patrimoine vert, le faire connaître davantage. Rappelons que le souhait des fondateurs du campus, dans les années 1960, était de protéger ce site naturel.* » Tout en cherchant le juste équilibre entre découverte et protection des lieux – « *les humains, les chiens, les vélos ne doivent idéalement pas pénétrer dans la réserve intégrale, mais ils sont les bienvenus sur les sentiers, où se trouvent aussi les œuvres du Musée d'art contemporain en plein air du Sart Tilman* » –, Adrien Beenkens a des projets plein la tête : guide interactif du site, inventaire écologique, initiatives avec des étudiants, verger, exposition photo. De quoi transmettre son amour et son respect pour la nature.

La promenade touche à sa fin. Elle nous mènera encore dans un majestueux *arboretum*, à l'arrière du château de Colonster. Aux abords d'un village de blaireaux, composé de gouttières creusées par ces mammifères nocturnes. Le long de l'ancien jardin botanique et d'un étang. À côté d'un repaire de couleuvres, qui ont fait leur nid dans des broyats de déchets verts. La faune et la flore. Les écosystèmes, complexes et magnifiques. La vie, du sol aux cimes. À deux pas de la ville.





Le chêne rouge foudroyé

Justice animale, justice sociale

Alice Crary

La faculté des Sciences sociales organisait, début mai, la Journée interdisciplinaire sur la condition animale, colloque annuel qui vise à décloisonner les savoirs portant sur la condition animale et les relations humains-animaux. À cette occasion, elle invitait la philosophe américaine Alice Crary, professeure à la New School for Social Research et figure reconnue de l'éthique animale. Sa conférence inaugurale s'intitulait "Justice animale".

ARTICLE PATRICK CAMAL

« Si mes travaux ont trait à la philosophie morale, sociale et politique, ce n'est d'une certaine manière pas un hasard : j'étais une personne politisée avant de devenir une penseuse politique », estime Alice Crary, en référence à « *l'engagement sérieux pour les causes féministes et antiracistes* » qui l'habitait à l'entame de son parcours en philosophie, à Harvard. « *Mon engagement n'était pas centré sur la cause animale. Je suis plutôt une activiste de seconde génération.* » D'abord captivée par les travaux de philosophie morale et d'éthique animale de Cora Diamond, Alice Crary s'empare plus tard de ce domaine de recherche, à l'université de Pittsburgh, puis à la New School for Social Research de New York.

L'éthique animale (*animal ethics*) s'intéresse au statut moral des animaux, et en particulier à la responsabilité morale des humains à leur égard. Prenant son essor dès les années 1970, à une époque marquée par l'intensification de l'élevage industriel, l'éthique animale contemporaine postule que la *sensibilité* des animaux non-humains, c'est-à-dire leur capacité à ressentir des expériences vécues, plaisantes ou non, leur capacité à éprouver du bien-être et de la souffrance – physique mais aussi psychologique, révélatrice de leur vie émotionnelle complexe – implique que nous ayons envers eux certains devoirs. Autrement dit, postulant que les animaux humains et non-humains ont en commun non pas une rationalité, mais une *sentience*, l'éthique animale réfléchit à nos devoirs envers eux, et en particulier au traitement que nous leur réservons.

CRISE

Or, l'état des relations humains-animaux aujourd'hui est plus que jamais catastrophique. « *Chez de nombreux chercheurs dont les travaux ont trait aux animaux et à l'environnement, il y a ce moment où l'on prend conscience, peut-être comme jamais auparavant, de l'urgence absolue de la situation dans laquelle se trouve le monde où nous vivons, et que nous sommes, s'agissant de nos relations avec les animaux, au cœur d'une catastrophe qui se déroule sous nos yeux* », explique la philosophe¹, qui achève un séjour de recherche à la Fondation Maison des sciences de l'homme à Paris, ainsi qu'à l'American University of Paris.

Le constat est en effet sans appel : les pratiques agro-alimentaires contemporaines propres à nos économies d'extraction, qui vont de pair avec la destruction à grande échelle des écosystèmes, génèrent une souffrance animale

sans commune mesure. L'élevage industriel mondial, porté par des pays hyper-producteurs tels que les États-Unis et la Chine, est lui-même hyper-producteur de violence. Ce ne sont pas moins de 76 milliards de poulets, cochons et bovins que l'élevage industriel mène annuellement à l'abattoir², écourtant prématurément des existences déjà marquées par la surexploitation, l'angoisse, la douleur, l'enfermement. Ces chiffres vertigineux (qui n'incluent ni l'exploitation des océans ni l'aquaculture³ ni le trafic illicite d'animaux sauvages ni l'extinction d'espèces en raison de la détérioration de leurs habitats) disent déjà quelque chose de la crise profonde que traversent les relations anthropozoologiques. Si les humains s'entretuaient à la même cadence, l'espèce humaine disparaîtrait en tout juste 17 jours.

INVISIBILISATION

Les animaux occupent une place extrêmement ambivalente dans nos sociétés capitalistes, rappelle Alice Crary : « *Nous faisons montre de compassion à l'égard d'un oiseau trouvé au bord de la route, mais cette compassion ne semble pas s'étendre aux animaux tués à chaque seconde dans les abattoirs industriels. Nous sommes certes capables de relations sincères avec nos animaux de compagnie, mais il est également vrai que nos sociétés témoignent du plus grand mépris pour le monde animal.* » Pour la philosophe, nos relations avec les animaux à l'ère de l'élevage agro-alimentaire globalisé sont autant marquées par le *déni* de la souffrance animale – comment, en effet, envisager la souffrance de créatures que l'on n'appréhende que comme des éléments indifférenciés dans des chaînes de production, ou comme de simples outils de laboratoire – que par l'*invisibilisation* de cette souffrance – la cacher ne revient-il pas en effet, comme le suggère le proverbe (*"out of sight, out of mind"*), à en réduire l'ampleur, ou à lui ôter tout caractère contentieux ?

« *Il existe un réseau complexe d'idéologies qui nous empêche de voir les horreurs infligées aux animaux* », constate Alice Crary. Ces idéologies ont pour but de détourner notre attention de la nature et de l'ampleur de la souffrance animale. Elles normalisent l'exploitation

1 Au micro de Claudia Hirtenfelder, pour le podcast *The Animal Turn*, épisode "Critical Animal Theory with Lori Gruen and Alice Crary", 9 mars 2024, www.theanimalturnpodcast.com

2 World Animal Protection, *The Factory Farm Index*, novembre 2025

3 La chercheuse Sarah Zanaz, dans sa thèse *Je Souffre donc je suis : penser le spécisme systémique*, indique qu'on estime entre 1400 et 2960 milliards le nombre d'individus aquatiques tués chaque année, <https://hal.science>

animale et occultent les institutions qui la perpétuent. Ainsi des grands abattoirs industriels aux États-Unis, où sont chaque jour traités à la chaîne des millions de cochons, créatures extrêmement sociales et intelligentes, dotées d'une grande sensibilité, dont les carcasses seront ensuite conditionnées dans des usines de transformation de viande. Alice Crary énumère les pratiques qui y ont cours : à la fois *physiques* (les abattoirs sont généralement dissimulés dans des bâtiments anonymes, à l'écart des regards), *juridiques* (des dispositifs légaux empêchent les militants de révéler ce qu'il s'y passe), *matérielles* (les animaux y sont dépecés, démembrés, découpés puis conditionnés de manière à ne pas ressembler à des parties d'animaux), *linguistiques* (le produit fini est identifié comme de la viande, du bacon, des burgers, mais pas comme de la chair d'animal tué) et *sociales* (les travailleurs sur la chaîne d'abattage sont généralement des personnes marginalisées économiquement et/ou socialement, immigrées sans papier par exemple, n'ont d'autre choix que d'y travailler et sont donc, lorsqu'elles s'expriment sur ce dont elles sont témoins, désavantagées ou mal placées pour être prises au sérieux). La philosophe note que cet entremêlement de pratiques a non seulement pour fonction de nous empêcher de voir ce qui est infligé aux animaux, mais aussi d'occulter que cette réalité s'inscrit dans des structures d'oppression propres au capitalisme d'extraction contemporain.

IDÉOLOGIES

En 2018, avec l'auteure et philosophe Lori Gruen de la Wesleyan University (Connecticut), Alice Crary fait le projet de produire un texte d'éthique animale contemporaine dont l'ambition serait d'adresser l'urgence des circonstances en appelant à repenser entièrement nos relations avec les animaux pour leur rendre la visibilité qu'ils ont perdue. Ce projet prendra la forme d'un ouvrage remarqué, *Animal Crisis : A New Critical Theory*⁴, paru quatre ans plus tard. « Nous avons voulu poser la question de savoir ce qu'il devrait se passer pour que l'éthique animale joue un rôle vraiment pertinent [dans les relations humains-animaux]. Nous souhaitons démontrer qu'il est possible de faire de l'éthique animale qui soit véritablement focalisée sur la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvons », explique Alice Crary.

Car les deux autrices estiment que, en se focalisant, souvent de manière abstraite, sur les droits des animaux et la souffrance animale, les courants de pensée traditionnels de l'éthique animale – du welfarisme⁵ à la théorie des droits⁶ en passant par l'utilitarisme – sont mal armés pour

faire bouger les lignes et véritablement servir la cause animale. Parce qu'ils ne remettent jamais en question les structures dans lesquelles s'insèrent les problèmes qu'ils souhaitent résoudre, ils ne peuvent parvenir à « *démanteler le système d'oppression* » animale. De la même manière, ajoutent-elles, les initiatives qui visent à exposer les horreurs que les humains infligent aux animaux ne peuvent suffire à motiver des actions politiques. « *Ériger des parois de verre autour des abattoirs ne suffirait pas, tout comme il n'a pas suffi de décrire ce qui est fait aux animaux dans les élevages industriels, ainsi que cela a été fait à maintes reprises dans de nombreux livres, blogs, articles de journaux et documentaires. Les détails bruts de ce qui est infligé aux animaux sont importants, mais à eux seuls, ils n'incitent pas les gens à intervenir pour mettre fin à la cruauté et à la violence.* »

Pour se doter de moyens d'action efficaces, c'est-à-dire pour s'assurer que nos devoirs moraux envers les animaux s'incarnent dans des démarches réellement pertinentes, décisives et véritablement libératrices, l'éthique animale doit certes digérer les idéologies qui contribuent à normaliser ou à dissimuler la souffrance animale, mais elle doit aussi, et surtout, s'intéresser aux systèmes et institutions qui perpétuent l'oppression – exercée sur les animaux, mais pas seulement. En effet, « *de nombreuses pratiques violentes sont ancrées dans des institutions plus larges qui, non seulement font du tort aux animaux, mais contribuent également à affaiblir, et souvent à asservir des groupes humains socialement vulnérables*, poursuit Alice Crary. Or, la discipline de l'éthique animale s'est développée en marge des traditions de pensée sociale critique qui s'attachent à mettre au jour ces structures d'oppression qui affectent les humains et le monde non-humain. » Si elle souhaite intervenir de manière pertinente dans le sens d'une revalorisation de la vie des animaux non-humains, l'éthique animale doit intégrer le fait que l'exploitation n'est pas seulement une problématique éthique en lien avec la question de la souffrance

4 Alice Crary et Lori Gruen, *Animal Crisis: A New Critical Theory*, Polity Press, Cambridge, 2022.

5 Le *welfarisme* (de l'anglais *welfare*, bien-être) prône des réformes vouées à l'amélioration du bien-être animal, appréhendé comme un problème moral, sans remettre en cause l'exploitation animale. Le *welfarisme* cherche à réduire la souffrance animale si cela est jugé utile, mais peut tout aussi bien s'en accommoder si celle-ci produit un plus grand bien (par exemple, une avancée scientifique).

6 La théorie du droit rassemble des penseurs qui plaident en faveur de droits fondamentaux accordés aux animaux.

animale ou celle de leurs droits, mais qu'elle est un sujet éminemment politique traversé de questionnements qui ont trait à la justice sociale.

« Le capitalisme a besoin de l'exploitation. Son fonctionnement implique nécessairement de traiter la nature, en ce compris les animaux, comme des "externalités", comme des ressources gratuites mises à la disposition de la production, précise la philosophe. Mais ce n'est pas tout : il tend aussi à dénigrer voire à traiter comme externalité la valeur du travail des personnes (les femmes en particulier, mais tout autant les personnes issues de minorités ethniques et des peuples autochtones) qui s'acquittent de travaux dits "non productifs", mais qui contribuent cependant à la reproduction sociale, comme les tâches de soins aux personnes. Ce sont ces mécanismes, familiers parce qu'ils sont depuis longtemps au centre de nos sociétés, qui nous poussent à maltraiter et à dénigrer les animaux tout autant qu'ils nous poussent à maltraiter et à dénigrer – à "animaliser" – certains groupes humains vulnérables. Cette maltraitance s'affiche actuellement de manière crue et effroyable aux États-Unis, où des personnes, que notre président compare régulièrement à de la vermine, sont arrêtées, enlevées, tourmentées. »

Ainsi, on ne peut souhaiter, comme les font les abolitionnistes⁷, la fin pure et simple des discriminations entre espèces et de l'exploitation animale qui en découle, sans prendre en compte, que « les pratiques qui détruisent la nature, les animaux et les groupes humains marginalisés sont structurellement liées entre elles, et nous sommes invités à reconnaître que, outre ce lien, les oppositions hiérarchiques entre l'humain et l'animal, les Blancs et les non-Blancs, les hommes et les femmes, ainsi que les primitifs et les civilisés, sont intégrées dans le tissu même des modes d'organisation sociale capitalistes. » En ce sens, il ne peut y avoir de libération animale sans libération humaine. Il ne peut y avoir de justice animale sans justice sociale.

●

⁷ L'abolitionnisme ne cherche pas à mettre un terme à l'une ou l'autre pratique au motif que cette abolition améliorerait le bien-être animal, mais bien à abolir toute exploitation animale. Contrairement au *welfarisme*, l'abolitionnisme ne pense pas qu'il soit souhaitable de rendre l'exploitation plus acceptable, sous peine de ne jamais parvenir à "vider les cages".

JOURNÉES INTERDISCIPLINAIRES SUR LA CONDITION ANIMALE

Ces journées sont des rendez-vous internationaux organisés par l'Observatoire de recherche sur la condition animale (ORCA), un réseau académique dont l'objectif est de structurer la recherche française sur la condition animale. Début mai, ce colloque avait lieu à Liège autour du thème des *"animaux augmentés"*, en collaboration avec le projet de recherche multidisciplinaire liégeois *Human-Animal Collectives Assisting the Biosphere* (HACAB) emmené par Véronique Servais et Bruno Frère (faculté des Sciences sociales).

Constatant avec d'autres que « l'écart entre connaissances scientifiques et demandes sociétales en termes de bien-être animal d'une part et les conditions matérielles d'existence des animaux non-humains d'autre part ne cesse de se creuser », ce colloque s'est penché à la fois sur un ensemble de pratiques destinées à "augmenter" les animaux au sens d'une optimisation de leurs propriétés (en sorte d'en augmenter la performance, et donc la valeur, au sein des systèmes qui les exploitent), et sur les "augmentations" destinées à développer leur bien-être, leur protection ou encore leurs droits.

« Ces recherches visent à comprendre ce que les animaux ont à nous dire lorsque l'on cesse de les "augmenter" au sens d'une exploitation capitaliste, et que nous augmentons plutôt leurs opportunités d'adopter les comportements nécessaires à leur bien-être et de créer des relations sociales avec leurs congénères ou avec les humains », résume sam ducourant, chercheuse et professeure associée de sociologie critique. « Nous nous intéressons ainsi, entre autres, aux animaux qui, précédemment en situation d'élevage intensif, voire promis à l'abattoir, vivent désormais en-dehors du capitalisme, dans les sanctuaires par exemple. »

☛ projet HACAB : www.irss.uliege.be/hacab

ONG UNIVERSITAIRE

Ucoopia, solidarité renforcée

Née de la fusion d'Eclosio et d'ULB-coopération, ONG respectives de l'ULiège et l'ULB, Ucoopia devient la première organisation non gouvernementale interuniversitaire d'Europe.

ARTICLE MARIE LIÉGEOIS

La fusion a eu lieu ce printemps : Ucoopia rassemble désormais les travailleurs des ONG de l'ULiège et de l'ULB, avec la participation de l'UMONS. Soit 170 employés et employées dans le monde, dont une quarantaine en Belgique. « Ce rapprochement s'inscrit dans la continuité d'une collaboration fructueuse depuis dix ans entre Eclosio et ULB-coopération. Et au-delà de notre vision commune de la coopération au développement, il devenait nécessaire, dans un contexte géopolitique où ce travail de solidarité est fragilisé, de mutualiser nos expertises académiques et nos moyens », explique Céline Gurdebeke, chargée de partenariats et de communication pour Ucoopia (ex-Eclosio). Le champ d'action s'étend dans une dizaine de pays, autour de quatre grandes thématiques : santé, systèmes alimentaires durables et gestion des ressources naturelles,



Ucoopia

Plantation de propagules (jeunes pousses) de palétuviers dans le Parc marin des mangroves au Kongo Central.

insertion socio-professionnelle, éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Qu'est-ce qui fait la spécificité d'une ONG universitaire ? « Avant de lancer des projets sur le terrain, nous passons par une phase de recherche, de collecte de données, de recours à des outils scientifiques », note Florian Delespesse, chargé de projets chez Ucoopia (ex-ULB-coopération) [lire encadré], qui évoque les partenariats noués avec des professeurs-chercheurs, et lors de mémoires d'étudiants. « Cette nouvelle structure impliquera davantage encore les universitaires », complète Céline Gurdebeke.

« Eclosio, désormais Ucoopia, est un partenaire majeur pour obtenir des répercussions concrètes avec

les populations locales », souligne Ludivine Lassois, agrégée de faculté à Gembloux Agro-BioTech et l'une des représentantes de l'ULiège au sein de Ucoopia. Spécialisée dans l'agroécologie tropicale, elle développe un projet au long cours, en génétique végétale, avec les maraîchères et maraîchers du bassin arachidier du nord du Sénégal – zone fortement touchée par le dérèglement climatique où huit personnes sur dix travaillent dans l'agriculture*. Depuis ses recherches à Gembloux, et en lien avec des scientifiques de Dakar, elle a mis au point des biofertilisants à base de champignons et bactéries afin de

remplacer les engrais chimiques. « L'ONG subventionne la production de ces micro-organismes afin qu'ils soient plus avantageux que les produits chimiques, et elle finance également des "champs-école" de maraîchage, précise-t-elle. Vulgarisation, aide à l'adoption des pratiques, connaissance du terrain : sans tout ce soutien d'Ucoopia, la découverte scientifique risquerait de ne jamais quitter les laboratoires pour rencontrer les besoins des paysans. »

* "Dans le bassin arachidier du Sénégal", *Le Quinzième Jour* n°285 (mai 2023) : www.lqj.uliege.be/Senegal-Eclosio

SAUVEGARDE DES MANGROVES

Dans l'estuaire du fleuve Congo, tout à l'ouest de la République démocratique du Congo, poussent les mangroves. Ces "forêts dans la mer", formées de palétuviers aux racines aériennes, sont capables de stocker des quantités énormes de carbone. Mais depuis quelques années, la déforestation, le braconnage et la pêche illégale menacent grandement ces écosystèmes qui jouent un rôle fondamental dans l'équilibre biologique et économique de la région.

« Depuis cinq ans, nous développons dans la zone du Parc marin des mangroves, aire protégée, un vaste projet de soutien », explique Florian Delespesse, chargé de projet chez Ucoopia et bioingénieur diplômé de Gembloux Agro-Bio Tech. En nous appuyant sur un diagnostic agraire et une cartographie participative, deux outils scientifiques propres à l'ONG universitaire, nous avons étudié la situation en profondeur sous ses aspects sociologiques, économiques et environnementaux. Il est apparu que ces destructions des mangroves étaient le fait de jeunes hommes qui avaient besoin d'un capital important, pour se marier ou pour investir dans

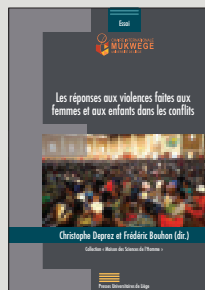
une pirogue – moyen de locomotion pouvant déterminer le statut social, à l'instar des voitures chez nous. Ces activités illégales étaient une manière d'obtenir rapidement de l'argent. Il nous fallait donc travailler main dans la main avec ces jeunes, apaiser les relations avec les écogardes du parc et imaginer d'autres sources de revenus. Le tout en menant une réflexion de sensibilisation avec la population des villages, des jeunes aux anciens. »

L'ONG, qui s'appuie sur une équipe sur place, met alors peu à peu en place trois niveaux d'activités, avec des rentabilités à très court, moyen et long termes. Un reboisement des mangroves dégradées est lancé, en basse saison de pêche, avec un paiement à la journée. S'ensuit un travail de maraîchage agroécologique et de petit élevage de lapins dont les déjections nourrissent les champs. La dynamique prend bien et génère des revenus mensuels. Arrive alors la réflexion sur le temps long, avec l'apiculture. « Cette activité peut être très rentable, mais demande au minimum une année de préparation technique », raconte Florian Delespesse. Outre la production de miel, l'apiculture a pour effet d'entraîner un reboisement important : l'augmentation du nombre de ruches nécessite une augmentation des fleurs à pol-

liniser. L'apiculteur, s'il veut étendre son activité, s'engage donc à reboiser dans un rayon d'1,5 km autour de ses ruches. » Partant de l'urgence de sauver les mangroves et de réinsérer la jeune génération dans des activités légales, ces projets portés par Ucoopia dessinent une large boucle où se mêlent protection de l'environnement, développement économique rural et émancipation professionnelle.

Cédric Vermeulen, professeur en gestion des ressources forestières à Gembloux Agro-Bio Tech, connaît lui aussi la spécificité des mangroves. Habitué à travailler sur le continent africain, il est en charge d'une chaire de cours à l'Eraift (École régionale postuniversitaire d'aménagement et de gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux), située à Kinshasa, avec laquelle l'ULiège a tissé des liens. « En 2023, contacté par Florian Delespesse, j'ai travaillé sur le Parc marin des mangroves, qui ne possédait alors pas de plan de gestion à jour. Suite à un grand travail collectif de terrain, nous avons mis au point un "plan d'actions prioritaires" pour les différents volets de gestion de cette aire protégée », explique-t-il. Un projet mené à la fois par les étudiants et chercheurs sur place, les techniciens et le conservateur du parc ainsi que l'équipe locale de l'ONG.

Sorties de presse



Christophe Deprez et Frédéric Bouhon (dir.)
Les réponses aux violences faites aux femmes et aux enfants dans les conflits
Presses universitaires de Liège, coll. "Maison des Sciences de l'Homme", 2026

Les violences sexuelles et crimes liés au genre en période de conflit armé font l'objet d'une attention importante. Pour autant, les réponses concrètes demeurent rares, et le chemin vers la justice, semé d'innombrables embûches. Selon le modèle holistique préconisé par le docteur Mukwege (RDCongo), la prise en charge des victimes de violences sexuelles repose sur quatre piliers : médical, psychologique, socio-économique et juridique. Cet ouvrage, qui vise à diffuser et prolonger les réflexions partagées lors du 3^e congrès de la Chaire internationale Mukwege tenu en 2023 à l'ULiège, met l'accent sur le volet juridique et ce, dans une perspective multidisciplinaire, en faisant la part belle aux témoignages d'observateur-trices et de praticien-nes.

Christophe Deprez est chargé de cours en droit international à l'ULiège et Frédéric Bouhon est professeur de droit public et de droits fondamentaux à l'ULiège.



Grevesse et Dominique Hermans (dir.)
Le trouble alimentaire pédiatrique. Physiopathologie, évaluation et traitement
Éditions De Boeck Supérieur, 2025

S'appuyant sur les contributions d'un panel d'experts (pédiatre, logopède/orthophoniste, diététicien, ergothérapeute, kinésithérapeute, psychologue, pédopsychiatre, infirmière, orthodontiste), cet ouvrage synthétise les données récentes sur le trouble alimentaire pédiatrique (TAP) et fournit une méthodologie rigoureuse pour la pratique clinique. Outre un panorama des jalons sensorimoteurs et cognitifs de l'alimentation de zéro à six ans, un modèle multifactoriel du TAP et des procédures d'évaluation interprofessionnelles, ce livre propose des protocoles d'intervention ciblés et des fiches cliniques. De quoi aider les professionnels de santé à dépister et traiter le TAP.

Pascale Grevesse est collaboratrice au département de logopédie, en faculté de Psychologie, Logopédie et Sciences de l'éducation. Annick Bruwier, qui a contribué à l'ouvrage, est cheffe de service en orthodontie au CHU de Liège et maître de stage à l'ULiège.



Ninon Dubourg et Christophe Masson
Disability and War in the Late Middle Ages. Becoming, Surviving, Managing
Arc humanities press, York (UK), 2025

Les liens entre handicap et guerre demeurent largement négligés par les historiens, qu'ils soient spécialistes du fait militaire ou du handicap. Cette mise à l'écart surprend : le champ de bataille fut l'un des principaux lieux de blessures permanentes et sans doute l'environnement le plus hostile aux personnes handicapées. Cet ouvrage propose un regard neuf sur un thème multidisciplinaire. Il réunit des spécialistes de l'époque prémoderne et mobilise des recherches issues de l'histoire, de l'archéologie, de la littérature et de la médecine. L'analyse s'appuie sur des sources variées : biographies, poèmes, lettres, pétitions, récits d'après-bataille, traités théoriques, mais aussi prothèses, squelettes et pratiques funéraires.

Christophe Masson est chercheur qualifié FNRS et professeur associé à l'ULiège au département des sciences historiques.



Jean-Louis Doucet (et al.)
Les arbres d'Afrique centrale. Tome 1, Familles de A à F.
Jardin Botanique de Meise, Nature+ et Gembloux Agro-Bio Tech, 2025

Ce guide offre pour la première fois un ouvrage de référence, accessible et exhaustif, des arbres de la région d'Afrique centrale, qui jouent un rôle essentiel en termes de climat, biodiversité et ressources, mais sont soumis à de fortes pressions. Fruit d'une collaboration entre spécialistes du Sud et du Nord, l'ouvrage s'adresse aux acteurs de terrain ainsi qu'aux communautés locales. Intégrant les dernières actualisations taxonomiques, il illustre, avec plus de 4000 photographies, les arbres des forêts de plaine et submontagnardes. Ce premier tome identifie près de 900 espèces d'arbres (de A à F), réparties au sein de 39 familles botaniques. Un outil pour mieux connaître, gérer et préserver durablement les forêts du bassin du Congo.

Jean-Louis Doucet est professeur en gestion des ressources forestières à Gembloux Agro-Bio Tech.



Nicolas Neysen et Giovanni Briganti (dir.)
La santé à l'ère du numérique. Regards croisés sur les défis contemporains
 Éditions universitaires de l'UMons, 2026

Cet ouvrage analyse la transformation numérique des systèmes de santé, où les technologies, loin d'être de simples outils, structurent désormais les pratiques médicales. Il met en lumière trois dynamiques majeures : l'explosion et la diversification des données de santé, l'essor de l'intelligence artificielle et les mutations sociétales qui reconfigurent l'organisation des soins. En interrogeant les enjeux scientifiques, éthiques et organisationnels, les auteurs offrent une lecture critique des technologies de santé numérique et des repères méthodologiques à ceux qui doivent les évaluer. Un livre pluridisciplinaire qui souhaite poser les conditions nécessaires à un usage rigoureux, équitable et réellement bénéfique pour patients et professionnels.

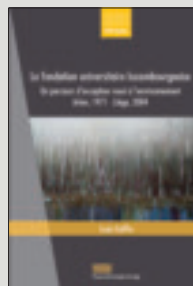
Nicolas Neysen est chargé de cours en transformation numérique à HEC Liège et au département de santé publique en faculté de Médecine. Giovanni Briganti est chargé de cours au département des sciences cliniques en faculté de Médecine.



François Debras
Discours, contre-discours et discours alternatifs
 Altura éditions, Liège, 2026

Les discours politiques ne se contentent pas de décrire le monde : ils le construisent. Par les mots qu'ils choisissent, les émotions qu'ils suscitent, les récits qu'ils imposent, ils orientent nos attitudes, opinions et comportements. Cet ouvrage propose des outils pour analyser la fabrique des discours politiques contemporains : mythes, formules, métaphores, *storytelling*, cadrages idéologiques. Il explore également les logiques des contre-discours et des discours alternatifs, leurs forces comme leurs limites. Ce livre invite à décrypter les stratégies discursives à l'œuvre dans l'espace public et à mieux comprendre comment les discours façonnent la scène politique autant qu'ils structurent les dynamiques de nos discussions quotidiennes.

François Debras est chargé de cours invité à l'ULiège, en faculté de Droit, Science politique et Criminologie



Louis Goffin
La Fondation universitaire luxembourgeoise. Un parcours d'exception voué à l'environnement. Arlon, 1971 - Liège, 2004
 Presses universitaires de Liège, 2026

Sur base de souvenirs personnels et de recherches documentaires, Louis Goffin, qui fut un témoin privilégié et un acteur incontournable de l'histoire de la Fondation universitaire luxembourgeoise d'Arlon, retrace la vie de la FUL, de ses origines en 1971 à son transfert à l'ULg en 2004. Il décrit les diverses phases de son parcours universitaire original, voué aux sciences de l'environnement, au sein d'un monde académique francophone méfiant. Il analyse sans concessions les faiblesses et forces de la FUL, et il met en évidence le rôle éminent qu'ont joué des personnalités politiques et scientifiques à divers moments importants de l'histoire.

Louis Goffin est licencié-agrégé en philologie romane et docteur en sciences de l'environnement de la FUL. Il y dirigea le service académique et en fut le dernier directeur.



Elsa Mescoli et Bénédicte Moyersoën
Tissons des liens, pas des menottes.
Un projet artistique, une action citoyenne : accueillir autrement
 Éditions Academia, Louvain-la-Neuve, 2025

Cet ouvrage retrace les actions du projet "Tissons des liens, pas des menottes", initiative citoyenne et artistique lancée par l'artiste Bénédicte Moyersoën. La restitution des étapes du projet et l'analyse des témoignages recueillis lors des ateliers et rencontres, mettent en lumière l'importance de l'art dans les initiatives citoyennes de sensibilisation à la situation des personnes sans-papiers. À l'image de l'œuvre à l'origine de cette publication, ce livre amplifie la voix des citoyen·nes établis en Belgique, avec ou sans titre de séjour. Il transmet une vision positive des migrations, dénonce les atteintes aux droits humains portées par les politiques migratoires actuelles, et invite à réfléchir aux bénéfices d'une approche plus juste et humaine pour les migrant·es.

Elsa Mescoli est chargée de cours en faculté des Sciences sociales, en anthropologie des migrations.



Repenser l'objectivité journalistique

Ces 28 et 29 mai se tient à l'ULiège le colloque "Journalismes engagés, médias "indépendants" : repenser l'objectivité depuis la périphérie". Organisé notamment par Olivier Daelen, assistant-doctorant, et Caroline Wintgens, assistante de recherche et d'enseignement, tous deux chercheurs au département médias, culture et communication, cet événement regroupera de nombreux chercheurs, ainsi que Sarah Freres, journaliste, corédactrice en chef du magazine *Imagine* et présidente de l'Association des journalistes professionnels (AJP). Discussion en trio autour d'un sujet sensible.

ENTRETIEN THIBAUT GRANDJEAN – PHOTOS GEOFFREY MEULI

Le Quinzième Jour : La question de l'objectivité est presque aussi ancienne que le journalisme lui-même. Pourquoi continuer à l'interroger aujourd'hui ?

Sarah Freres : C'est une notion qui est en pleine discussion, au moins pour trois raisons. Tout d'abord, parce que toute une partie de la profession, aujourd'hui, tend à se détacher de l'objectivité au sens où on l'apprend à l'Université, c'est-à-dire être le ou la plus neutre possible. De nombreux journalistes, et pas seulement au sein de médias engagés, ont conscience que leur genre ou classe sociale change forcément leur point de vue, et que par conséquent la neutralité absolue n'existe pas. Le conseil de déontologie journalistique s'est également saisi de cette question-là et utilise depuis peu le terme de "subjectivité honnête". Je trouve qu'il s'agit d'un bon compromis entre notre incapacité presque ontologique à être neutre et l'idéal d'impartialité vers lequel il faut tout de même tendre. Mais cette objectivité est également interrogée par de nouveaux acteurs médiatiques, parfois très petits, différents de la presse traditionnelle, qui viennent des réseaux sociaux – on les appelle les *news influenceurs*. Ils contestent cette objectivité en la liant à la question de l'indépendance qui fait défaut, estiment-ils, dans la presse traditionnelle. Je trouve qu'ils malmènent parfois cette question, car eux-mêmes n'apportent aucune preuve de leur propre indépendance. Enfin, un certain nombre de responsables politiques instrumentalisent cette notion pour décrédibiliser les journalistes, en estimant que ces derniers ne peuvent pas être neutres et sont donc forcément partisans. Or, il faut rappeler que si toute une partie de la profession est engagée, ce n'est pas une excuse pour s'asseoir sur la déontologie et les faits.

Caroline Wintgens : La question de l'objectivité n'est pas neuve et les recherches scientifiques dans ce domaine remontent au moins aux années 1970. Mais le fait qu'on l'interroge aujourd'hui illustre qu'elle n'est pas réglée. On parle d'honnêteté, d'impartialité, de neutralité, or tous ces termes, à mon sens, ne se recouvrent pas complètement. Cela montre bien que l'objectivité n'est ni complètement définie ni claire pour tout le monde. Il s'agit d'une notion plastique, qui évolue en fonction des contextes et c'est cela qui fait également sa force politique, comme le dit la chercheuse Meenakshi Gigi Durham. Dans ses travaux, à la fin des années 1990, elle emprunte la notion d'objectivité forte à la philosophe Sandra Harding pour l'appliquer au journalisme et estime qu'en reconnaissant qu'on ne parle pas de nulle part, mais bien d'un point de vue situé – lié à son genre ou sa classe

sociale, notamment –, on ne tombe pas dans le relativisme le plus total, mais qu'au contraire, cela rend le travail du journaliste plus fiable.

Olivier Daelen : L'émergence des *news influenceurs* apporte des éléments neufs au débat. Loin d'une personne comme Hugo Décrypte, qui fait partie des premiers nouveaux acteurs et qui souhaitait, il me semble, se rapprocher au maximum des idéaux de neutralité et d'objectivité du journalisme, un certain nombre d'entre eux, jeunes pour la plupart, revendiquent à la fois une indépendance totale et un point de vue très marqué et explicite. Au vu du nombre de *followers* qu'ils cumulent sur les réseaux sociaux, je pense que ce positionnement, souvent à gauche, répond aussi à une demande d'un public consommateur d'informations de la même tranche d'âge. Si beaucoup pointent le manque d'intérêt de la jeunesse pour l'actualité, le succès de ces *news influenceurs* vient questionner cette affirmation.

LQJ : Est-ce que la conscience de parler d'un point de vue situé a évolué de la même manière dans le journalisme dit mainstream, que dans celui plus indépendant ?

C.W. : Je pense qu'il existe des espaces où ces questions sont explicitement débattues, notamment dans la presse indépendante, comme le magazine *axelle*, qui revendique très clairement un point de vue journalistique féministe. Pour les autres acteurs, ce n'est pas aussi flagrant.

S.F. : Pour moi, il existe encore une différence claire entre ces deux espaces, et en particulier sur les questions de genre, en tant que journaliste femme traitant de sujets liés au fait d'être une femme. Dans un média indépendant, le fait de savoir qu'on parle depuis un point de vue situé est considéré comme une force – qui peut même ouvrir certaines portes. Parce que je suis une femme, je suis plus au courant de certaines réalités qu'un homme, et personne ne remet cela en question. Au contraire, dans les médias *mainstream*, on considère souvent qu'on ne peut pas être objectif sur les sujets qui nous touchent personnellement, et qu'on est donc dans l'incapacité de faire correctement notre travail de journaliste, par exemple, une femme qui porte le voile et qui souhaiterait écrire sur ce sujet. On reste dans un traitement très genré et sectionnel, ce qui est nuisible, parce qu'évidemment, une femme musulmane aura des idées de sujets que je n'aurai jamais. Et ce manque de diversité dans les rédactions se retrouve dans les contenus.

C.W. : Clairement, il faut prendre conscience que ce manque de diversité nuit au lectorat. On s'étonne que les femmes ou les jeunes lisent moins la presse généraliste, mais il est nécessaire de poser la question en tant que journaliste : à qui parle-t-on ?

LQJ : *Peut-on alors considérer, en ce qui concerne l'objectivité, que la presse indépendante bouscule les médias traditionnels, les pousse à s'interroger ?*

O.D. : Cela dépend de quel média indépendant on parle, car tous ne sont pas considérés de la même manière par les médias *mainstream*. Les journalistes de magazines comme *Médor* ou *Wilfried*, par exemple, sont parfois invités dans la presse traditionnelle pour parler d'une enquête ou d'un reportage, mais cela reste ponctuel. Et si cela montre que les médias dominants ne sont pas totalement hermétiques à la presse indépendante, je ne suis pas sûr que cela change réellement les pratiques au sein des rédactions.

S.F. : Je crois tout de même que les médias indépendants se font à un moment donné les porte-voix de certaines luttes, qu'elles soient féministes, écologistes ou décoloniales. Et qu'à la faveur d'une actualité du moment, les journalistes *mainstream* vont se tourner vers nous, reconnaître une certaine expertise, ce qui va permettre à certains sujets de percoler dans la presse traditionnelle. Mais tu as raison, cela reste minoritaire.

LQJ : *Ce rôle de porte-voix amène de plus en plus les journalistes de la presse indépendante à être jugés, et ce de façon négative, comme militants. Comment se saisir de cette question ?*

C.W. : On qualifie généralement de militant tout ce qui n'est pas de l'ordre de la pensée dominante. Pourtant, c'est aussi le rôle du journaliste de relayer les points de vue qui vont justement à l'encontre de cette pensée. Par exemple, dans le cas des mobilisations sur certaines ZAD (zones à défendre), des journalistes se sont positionnés comme militants, avec l'ambition de contrer le récit dominant via un travail journalistique. Ces médias sont parvenus à entretenir des relations beaucoup plus fluides avec les mouvements de la ZAD, et à obtenir des informations de meilleure qualité que celles des médias dominants.

S.F. : Les journalistes d'*Imagine* sont régulièrement traités de militants. Quand on y regarde de plus près, on se rend compte qu'il s'agit d'une notion qui se fixe



Caroline Wintgens

uniquement sur certaines thématiques – environnement, droits des minorités, migration... – et qui vise à discréditer le journaliste et son travail d'information. Étonnamment, on n'a jamais qualifié un journaliste de l'*Écho* d'être militant pro-croissance. Or, on pourrait là aussi interroger cet indicateur. Donc, il faut toujours se demander qui traite un journaliste de militant, et quel est son intérêt dans cette accusation. C'est important, car il existe une différence fondamentale entre militantisme et journalisme, démarches qui n'ont pas la même fonction : la première cherche à faire avancer une cause, quand la seconde vise à informer les citoyennes et citoyens afin qu'ils puissent utiliser leur liberté de conscience, de vote et d'association. À cette distinction s'ajoute l'éthique personnelle de chaque journaliste. Par exemple, si je couvre les enjeux environnementaux, vais-je aller marcher pour le climat ? Mais jongler avec cette éthique ne signifie pas pour autant jongler avec la déontologie, qui n'est pas négociable. Enfin, il faut aussi comprendre que cette question du militantisme est mouvante. Chez *Imagine*, je tiens des chiffres sur la diversité d'origine et de genre des personnes interviewées, perçue par le lecteur. C'est un outil très utile qui nous permet d'améliorer notre pratique journalistique en donnant la parole à une plus grande diversité possible. Mais lorsque je faisais la même chose à *La Libre Belgique* [ndlr : Sarah Freres a été journaliste indépendante auparavant, pour diverses rédactions], c'était clairement perçu comme du militantisme. Cela doit interroger nos pratiques : si le lectorat d'un journal est paritaire, est-ce que l'on ne passe pas à côté lorsqu'il y a une surreprésentation des hommes dans les personnes interrogées ?



Olivier Daelen



Sarah Freres

LQJ : L'objectivité journalistique est souvent liée à la notion d'indépendance. Or, le mode de financement de la presse dépend parfois fortement de la publicité. Les journalistes sont-ils protégés de cette influence-là ?

S.F. : Il existe normalement, dans les grands médias, un mur entre la rédaction et la régie publicitaire. Et plus ce mur est haut et large, plus l'indépendance éditoriale sera garantie. Cependant, il est vrai qu'il y a là, dans ce contexte de méfiance vis-à-vis de la presse, un enjeu de transparence pour le public, qui mériterait d'être mieux mis en avant.

C.W. : Il faut aussi noter que les journalistes gardent, même au sein d'une rédaction, une certaine indépendance d'esprit. On l'a notamment vu en France, avec les soulèvements de journalistes dans les médias privés, lorsqu'ils estimaient que leur indépendance n'était plus assurée. Mais la recherche dans le domaine a montré que la crise que traverse actuellement le journalisme n'est pas seulement économique ou technologique ; c'est aussi, de façon plus large, une crise de confiance de la part du public vis-à-vis des journalistes. En réponse, ces derniers ont tendance à revenir aux fondamentaux, à ces notions d'objectivité et d'indépendance, mais dont on voit bien qu'elles ne fonctionnent plus tout à fait.

S.F. : Heureusement, en Belgique, les propriétaires des médias sont des entreprises dont l'activité principale est avant tout la presse, contrairement à la France où la presse est détenue par des milliardaires qui ont d'autres intérêts économiques en jeu.

O.D. : Il ne faut pas croire que tout est rose en Belgique, et les barrières entre la rédaction et les autres instances sont parfois poreuses. Deux exemples ces dernières années l'ont bien montré. Le trimestriel *Financité*, qui défend une finance responsable et solidaire, était encarté dans *La Libre Belgique*. Les actionnaires d'IPM, groupe de presse qui détient *La Libre*, mécontents d'un article consacré aux écarts de richesse et illustré par une photo du milliardaire Albert Frère, ont alors exigé la relecture systématique des contenus avant parution, puis la suppression d'une information "dérangante" liée à banque d'affaires Degroof Petercam, elle-même présente dans le CA d'IPM. Ces pressions ont fini par mettre fin à la collaboration, en 2018. Autre exemple qui a fait du bruit : lorsque les journalistes de *L'Avenir* ont voulu traiter le scandale politico-financier de Nethys, en 2017-2019, cela a provoqué des luttes en interne – Nethys étant alors actionnaire du journal. À la suite de la parution d'une Une titrée "Comment Nethys a cassé *L'Avenir*", trois journalistes, actifs dans l'enquête, ont été licenciés.

LQJ : Pensez-vous que les journalistes sont souvent soumis à des pressions de ce type ?

O.D. : Même si je doute que les pressions soient quotidiennes, des cas d'ingérence ou d'influence plus ou moins directe existent certainement, et passent sous les radars. Dans un cours donné avec le Pr Geoffrey Geuens, les étudiants analysent le traitement médiatique de certains dossiers susceptibles d'être biaisés en raison de l'actionnariat et/ou d'autres intérêts représentés dans

le CA du groupe de presse auquel appartient le média. Certains résultats se révèlent franchement interpellants. Cela résulte, à notre avis, soit de pressions directes sur la rédaction, soit d'une autocensure de la part des journalistes, conscients des rouages de leur entreprise et des noms qu'il vaut mieux éviter d'égratigner.

C.W. : Il est important de distinguer l'influence directe et la volonté d'orienter l'information, avec des atteintes claires à la déontologie journalistique, des pratiques telles qu'elles ont l'habitude de se faire au sein des rédactions, qui ne sont pas des pressions directes, mais qui orientent la manière dont l'information est présentée.

S.F. : Il est vrai qu'on peut être tout à fait indépendant, et subir tout de même des petites pressions, relativement invisibles, mais quotidiennes. Demander d'envoyer les questions à l'avance ou relire un article avant publication sont des pratiques qui se sont largement répandues, mais qui sont problématiques. Il y a là des questions éthiques très importantes : qu'un ministre ou qu'une personne victime de violence conjugale demande à relire un article avant publication n'appartient clairement pas au même niveau de pouvoir ! À mes yeux, le plus grand risque pour l'indépendance éditoriale, ce ne sont pas tant les pressions extérieures que la possible autocensure de la part du journaliste.

O.D. : Dans le cas de pressions extérieures, le journaliste a la capacité de les dénoncer, ou de s'entourer de la société des journalistes de la rédaction. L'autocensure est probablement plus difficile à contrer, dans la mesure où elle opère dans l'esprit des journalistes eux-mêmes.

LQJ : Pensez-vous que cette situation est amenée à évoluer ?

S.F. : Nous sommes dans un contexte particulier, avec la fusion prochaine des deux entreprises qui détiennent l'ensemble des médias privés traditionnels de Belgique francophone, IPM et Rossel. Or, si un seul acteur est susceptible de détenir sept médias, il est absolument indispensable que les rédactions reçoivent des garanties d'indépendance éditoriale et qu'il y ait une plus grande transparence à ce sujet. D'autant plus que ces rédactions font régulièrement appel à des journalistes *freelance*, souvent mal payés, et dont le risque d'autocensure est d'autant plus grand face à un seul acteur économique. Pour cette raison, je pense que de bonnes conditions

de travail et le fonctionnement correct d'une entreprise de presse sont intrinsèquement liés à la qualité de l'information.

LQJ : Comment le public peut-il s'orienter dans ce paysage médiatique ?

S.F. : Lorsqu'un média se dit indépendant, il est nécessaire de comprendre par rapport à quoi. Le magazine *Wilfried*, par exemple, se dit indépendant de tout grand groupe de presse. Chez *Imagine*, on se positionne indépendamment de tout grand groupe de presse et de tout parti politique – ce qui est important puisque la naissance du magazine est liée au parti Écolo.

O.D. : Malheureusement, l'indépendance est devenue un argument, presque marketing. Il est mis en avant par absolument tous les acteurs médiatiques, des plus institués tels que *Le Soir* ou *RTL*, aux plus récents comme *21 News*, en passant par ceux du collectif Kiosque*. Pourtant, les structures de ces différents médias sont fondamentalement différentes. Je pense, en outre, qu'aucun média ne peut être totalement indépendant. Il s'agit d'une condition vers laquelle on peut tendre plus ou moins, mais jamais entièrement. Cette question sera d'ailleurs interrogée lors du colloque.

S.F. : C'est pour cette raison qu'il nous faut être clair sur ce qu'on met derrière le concept d'indépendance. Est-ce lié au modèle de gouvernance, au modèle économique ? Le public doit aussi pouvoir interroger cette notion, et les conséquences que cela a pour lui.

C.W. : La relation au public est très importante sur ces questions. Une chercheuse que l'on invite au colloque, Bissie Anderson, a beaucoup travaillé sur ce qu'elle nomme le "journalisme pionnier" à plusieurs endroits dans le monde**, et a identifié deux traits en commun : être significatif au sein de sa communauté (*being meaningful*) et être relationnel (*being relational*), c'est-à-dire laisser place à la relation au lectorat. Elle explique que, pour des raisons d'indépendance, le journalisme a toujours eu tendance à monter des murs autour des rédactions pour ne pas se laisser influencer par le public. Or, dans les manières alternatives de faire du journalisme, le public a toute sa place dans la production de l'information. Est-ce qu'on lui demande son avis, est-ce qu'on l'invite à participer à la fabrique de l'information, et de quelle manière ? Il y a là une vraie question de démocratie.

LQJ : Et peut-être même aussi de qualité de l'information.

S.F. : Les journalistes ont un gros impact sur la vie des gens, à la fois ceux qu'on interroge et ceux qu'on informe. Dans cette optique d'ouverture, nous aurions tout à gagner à faire plus de journalisme sur le journalisme. Dans la revue *Journalistes* de l'AJP, nous essayons de faire vivre davantage les enjeux journalistiques : les journalistes, qui informent sur toute une série de questions, informent finalement peu sur la façon dont l'information se fabrique et couvrent peu la crise que traversent les médias. Enfin, cela passe aussi peut-être par une plus grande mise en avant des standards déontologiques, à laquelle est tenue toute la profession. Parce que s'il y a actuellement beaucoup de moyens mis en place pour lutter contre la désinformation, il y en a peu pour soutenir une information de qualité. Or, il s'agit des deux faces d'une même pièce.

LQJ : Y a-t-il d'autres facteurs à prendre en compte ?

C.W. : Il est nécessaire pour les journalistes de se ménager des espaces, pour réfléchir individuellement et collectivement d'où ils parlent, et de prendre le temps de se positionner. Les rédactions sont souvent des groupes sociaux homogènes, et cette réflexivité sur les pratiques est importante si on veut parler à d'autres.

O.D. : La question du prix est cruciale. Chaque abonnement, individuellement, ne paraît pas très cher, ce qui donne une impression d'accessibilité. Mais toutes les couches de la population n'ont pas les mêmes facilités. C'est pour cette raison que certains médias essaient de rester au tout-gratuit, afin de toucher un public le plus large possible. C'est évidemment de plus en plus rare, car c'est un modèle extrêmement difficile à tenir sur le plan financier. Et ça l'est encore plus si l'on veut conserver un maximum d'indépendance. La plupart des médias rendent donc de plus en plus de contenus payants. C'est un choix compréhensible mais, ce faisant, ils se ferment à une partie du lectorat. En Belgique, la plupart des médias dits "indépendants" et "progressistes" dépendent ainsi très fortement des abonnements. Ce qui, en fin de compte, les empêche d'atteindre certaines minorités auxquelles ils aimeraient pourtant s'adresser. Cela peut mener à une certaine forme d'élitisme. Ce sont des enjeux très complexes : la formule parfaite n'existe pas.

S.F. : Et pourtant, l'information n'est jamais gratuite ! On oublie souvent que la *RTBF*, qui diffuse une information sans abonnement, est un service public financé par l'impôt. Pour moi, le danger vient justement de la prétendue gratuité de certains médias. Comment l'information est-elle rémunérée ? Bien sûr, j'ai tout à fait conscience que cette question du prix peut créer un système à deux vitesses, parce que tout le monde ne peut pas mettre 15 euros dans un magazine comme *Imagine*. Mais l'information n'étant pas gratuite, il est nécessaire de réinterroger le rôle du service public, et à quel point il peut soutenir un secteur qui, par définition, n'est pas et n'a jamais été rentable. On peut se poser la question d'une ré-augmentation de l'enveloppe de soutien public au journalisme, puisqu'il s'agit finalement d'un service rendu à la société. L'information est un bien commun.



* Kiosque est un "collectif de médias belges francophones et libres". Il est à ce jour composé de sept titres : *Alter Échos*, *axelle*, *Imagine*, *Le Ligueur*, *Médor*, *Tchak* et *Wilfried*.

** Étude qualitative, publiée en 2025, qui porte sur 20 rédactions, aux USA, en Europe, dans le nord de l'Afrique et en Asie.

COLLOQUE ET TABLE-RONDE

Le colloque a lieu les 28 et 29 mai, à la salle Danica Seleskovitch (bât. L5, 4020 Liège) et à la Salle académique (bât. A1, 4000 Liège).

Une table-ronde avec des journalistes professionnel·les responsables de médias membres de Kiosque, ouverte au grand public, a lieu le 28 mai à 20h à la Salle académique. En présence des journalistes Sarah Freres (*Imagine* et AJP), Quentin Noirfalisie (*Médor*), Sabine Panet (*axelle*) et Yves Raisière (*Tchak*).

📍 www.lemme.uliege.be

Outre Olivier Daelen et Caroline Wintgens, le comité d'organisation compte Geoffrey Geuens, David Leloup et Christine Servais (ULiège), ainsi que Florence Le Cam (ULB) et Philippe Hambye (UCLouvain).



DONUM, TRÉSORS DE L'UNIVERSITÉ

Florilège des quatre saisons

Un livre, une histoire... Coup de projecteur sur une pépite conservée dans les collections précieuses de l'université de Liège : un herbier monumental du 17^e siècle, conçu par l'apothicaire allemand Basilius Besler, l'un des plus beaux trésors de la littérature botanique.

ARTICLE MARIE LIÉGEOIS - PHOTOS VIRGINIE HAVELANGE

D'emblée, l'ouvrage impressionne : 55 centimètres sur 45, une trentaine de kilos, 850 pages dont 367 gravures, le tout scellé par des fermoirs en laiton. *Hortus Eystettensis* est un livre monumental à divers points de vue. Dans la seconde moitié du 16^e siècle et au début du 17^e siècle, le développement des jardins favorise les études botaniques et il devient de bon ton de publier un florilège de son jardin. En 1606, le prince-évêque d'Eichstätt Johan Konrad von Gemmingen, passionné de botanique, confie à Basilius Besler, apothicaire de Nuremberg, la charge de réaliser un ouvrage consacré aux jardins du château bavarois de Saint-Willebald, considérés parmi les plus prestigieux à l'époque en Allemagne. Besler se lance dans l'entreprise. Von Gemmingen meurt alors que le projet en est à ses prémices et son successeur n'y porte guère d'intérêt, mais l'apothicaire continuera à assurer la direction de l'ouvrage jusqu'à sa publication en 1613.

Basilius Besler fait appel à plusieurs graveurs sur cuivre – une technique onéreuse, qui offre un résultat plus fin que la gravure sur bois – pour composer un florilège éclatant, qui recense plus de 1000 espèces de plantes classées au fil des

quatre saisons. Certaines planches de l'exemplaire de cette encyclopédie que possède l'université de Liège sont peintes ; elles se révèlent d'une beauté et d'un éclat étonnants, 400 ans plus tard.

« *Ce florilège est l'un des premiers ouvrages botaniques de ce type et a permis d'éclairer et de comprendre l'usage des plantes* », note Laurent Gohy, botaniste et responsable de l'Herbarium – collection muséale de l'ULiège, en faculté des Sciences, regroupant 600 000 échantillons de végétaux. « *Ce livre a fait figure de référence jusqu'en 1800 environ, jusqu'à ce que les vues avec microscopes apportent de nombreux détails supplémentaires. La notion de classification par familles de plantes n'est pas encore présente à l'époque de Besler, qui suit donc la logique évidente des saisons* », ajoute le chercheur. Et si le souci esthétique de l'herbier prend parfois le pas sur l'exactitude des représentations, « *cet ouvrage méticuleux peut encore permettre de résoudre certains mystères liés à des plantes qui, aujourd'hui, ont disparu* ».



➡ <https://hdl.handle.net/2268.1/2185>

ARCHÉOMÉTRIE

Diagnostic pictural

À l'occasion de l'exposition pour ses dix ans, "Les coulisses d'une collection", La Boverie met en lumière celles et ceux qui œuvrent loin des regards. Parmi eux, les chercheurs et chercheuses du Centre européen d'archéométrie, une équipe de scientifiques et historiens de l'art qui auscultent les toiles.

ARTICLE LISA NEIRYNCK

En mai 2016, après trois ans de travaux, le bâtiment de La Boverie faisait peau neuve en offrant un nouvel écrin aux collections du musée des Beaux-Arts de Liège. Plus d'un million de visiteurs et une étoile Michelin plus tard, La Boverie n'a jamais été aussi resplendissante. Si les œuvres de Delvaux et les clichés de Doisneau attirent les foules lors des expositions, le musée présente également sa collection permanente, riche et diversifiée. C'est grâce aux travailleurs de l'ombre qui l'entretiennent et la font vivre que l'institution située au cœur du parc du même nom a pu, au fil des ans, devenir un lieu artistique et touristique incontournable. Parmi ces professionnels des coulisses, Catherine Defeyt et David Strivay travaillent en étroite collaboration avec les équipes du musée. Elle est historienne de l'art et restauratrice, il est physicien. Ensemble, ils pilotent les recherches sur la matière picturale du Centre européen d'archéométrie (CEA) de l'ULiège.

La mission principale du CEA – uni par convention depuis plus de dix ans aux musées de la Ville de Liège – consiste à comprendre les productions artistiques. Chimistes, physiciens, géologues, archéologues et historiens s'allient pour "hyperdocumenter" une œuvre, un courant, un artiste. À l'aide de techniques en constante évolution, les chercheurs analysent des toiles et plongent au plus profond de leur substance. Jusqu'à rendre visible l'invisible.

« Prenons l'exemple de La Violoniste du Néerlandais Kees Van Dongen, lance Catherine Defeyt en s'approchant du tableau qui fera partie de l'exposition [lire l'encadré]. À l'œil nu, on voit uniquement une musicienne appuyée sur un piano. Il s'agit en réalité d'une double peinture. » Le portrait d'une dame se devine en effet, dissimulé derrière l'œuvre principale. « L'existence d'une œuvre sous-

jacente n'est pas rare et c'est là que nous intervenons », complète David Strivay.

À coups de rayons X, lumières infrarouges ou rayonnements ultraviolets, ils scrutent le tableau pour dévoiler ses secrets. « Que l'art de Van Dongen relève du fauvisme n'est plus à prouver, reconnaît l'historienne. Mais il est intéressant de constater qu'il utilisait fréquemment le bleu de cobalt. » Il ne s'agit pas de confirmer le style d'un peintre, mais d'identifier son geste, la matérialité de l'œuvre et ses composants pour tenter d'en connaître davantage sur ses influences, son savoir-faire. Quant à la double peinture, « cela peut en dire long sur le travail d'un artiste ». La raison est souvent pécuniaire – « par manque de moyens, les peintres achetaient une vieille toile sur les marchés aux puces ». Parfois, le motif est personnel. « Une maîtresse abandonnée, une histoire malheureuse... Qui sait ce que l'artiste a voulu recouvrir, s'amuse-t-elle. On sait que Kees Van Dongen était particulièrement volage, cela expliquerait le portrait caché. »

Au-delà de la révélation d'infidélités ou de chagrins d'amour, l'archéométrie facilite la restauration d'une toile ou rectifie des erreurs de datation. « Grâce à un diagnostic de conservation, il est possible d'identifier les différentes couches picturales d'une œuvre, parfois altérées avec le temps ou à la suite d'un travail de repeinte antérieur », détaille David Strivay. C'est en établissant une cartographie des éléments chimiques et des matériaux utilisés que les restaurateurs pourront rénover le tableau de façon adéquate.

Ces techniques de pointe permettent de démasquer des contrefaçons et de mettre en évidence des marqueurs chronologiques en vue d'une datation. « Il n'était pas



Analyses scientifiques de l'œuvre *La Violoniste* de Kees Van Dongen (vers 1922, collection du musée des Beaux-Arts/La Boverie) par le Centre européen d'archéométrie

rare que des œuvres soient antidatées pour prendre en valeur sur le marché de l'art », confie Catherine Defeyt. En 2022, en marge de l'exposition "Marat assassiné" des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique (MRBAB), l'équipe du CEA a pu établir qu'un tableau attribué à Jacques-Louis David n'était autre qu'une copie tardive de l'œuvre originale réalisée plus de 25 ans après la mort de l'artiste¹. « On a évité alors une erreur de chronologie assez grossière », soulignent les deux chercheurs. Leurs dernières missions en date : la Vallée des Rois en Égypte où ils ont pu, avec une rigueur absolue, collecter des données sur les tombes de Toutankhâmon et Néfertari, monuments phares de l'art funéraire égyptien, et ce sans nuire à leur intégrité archéologique précieuse², et, à nouveau aux MRBAB, l'étude du tableau de Dalí, "La tentation de saint Antoine", dont ils ont révélé l'origine précoce d'altérations atypiques et le rôle clé de l'ambre et du blanc de zinc³.

Les nouvelles techniques d'imagerie ont permis de faire voyager un travail de recherche autrefois limité géographiquement. « Nos outils sont miniaturisés au possible pour tenir dans une valise, explique David Strivay. Un laboratoire mobile permet désormais d'aller où l'œuvre se trouve. Pour des questions de conservation, d'assurance, ou tout simplement d'impossibilité de transport, cela rend le tout plus aisé. »

Ces avancées technologiques sont la raison pour laquelle « le travail n'est jamais vraiment terminé ». Chaque outil perfectionné soulève des questionnements. « La naissance d'un nouveau "tableau dans le tableau" et, avec lui, son lot d'interprétations, n'est jamais exclue, s'accorde l'équipe. Une œuvre n'a jamais livré tous ses secrets. »



1 www.aap.uliege.be/marat

2 www.news.uliege.be/CEA-Egypte-ancienne

3 www.news.uliege.be/dali

EXPOSITION : LES COULISSES D'UNE COLLECTION

Du 29 mai au 23 août, La Boverie met à l'honneur celles et ceux, du donateur au conservateur, qui font vivre le musée et ses œuvres. Conservation, restauration, analyses scientifiques, montage d'expositions, gestion des réserves, prêts internationaux :

la conservatrice Fanny Moens rappelle que « derrière chaque tableau exposé se cache une chaîne de savoir-faire, gestes précis et regards experts capables de sublimer des milliers d'œuvres. Seuls 2 % de la collection sont actuellement visibles du grand public. C'est donc l'occasion d'étonner le visiteur par un accrochage différent ». Cette

exposition-anniversaire propose plus de 250 pièces du patrimoine de La Boverie : chefs-d'œuvre emblématiques et trésors rarement – voire jamais – exposés, parmi lesquels des pièces de Van Dongen, Ensor, Picasso, Magritte, Matisse, Van Gogh ou encore Claus.

➡ www.laboverie.com

Rétrovision

Docteur·es à thèse

Le 7 février dernier, les **265 docteurs et docteures à thèse diplômés à l'ULiège** durant l'année 2025 ont été mis à l'honneur. Il s'agit de 45 % de femmes et 55 % d'hommes, représentant 33 nationalités et issus des 11 Facultés de l'Université.

Cette cérémonie regroupant la communauté scientifique a été l'occasion d'attribuer **le statut d'ambassadeur et ambassadrice ULiège** à trois personnalités qui contribuent au rayonnement de l'Institution, chacune dans leur domaine :

- **Jean-Marie Klinkenberg**, professeur émérite de l'ULiège où il a occupé la chaire de sémiotique et rhétorique, qui a consacré sa carrière aux sciences du langage, à la rhétorique, à la sémiologie et aux littératures francophones et s'est notamment illustré au sein du *Groupe μ* , auteur de plus de 700 travaux traduits dans une vingtaine de langues, et officier de l'Ordre de la Légion d'honneur depuis 2025

- **Jean-Pierre Latere**, scientifique et entrepreneur belge d'origine congolaise, docteur en chimie des polymères de l'ULiège, spécialisé en biotechnologies et immunothérapie cellulaire, et dont la start-up *EsoBiotec* dédiée à l'ingénierie cellulaire *in vivo* et été acquise par AstraZeneca en 2025 – l'un des plus importants succès biotechnologiques belges récents

- **Stéphanie Van Loo**, ingénieure biomédicale docteure de l'ULiège, spécialisée dans la microfluidique des gouttelettes et qui a consacré près de dix ans au développement de cette approche innovante au sein du Microfluidics Lab de l'ULiège, d'où est né l'instrument *ModaFlow™*, par ailleurs fondatrice de la spin-off *LiveDrop*.

📷 photos et discours : www.news.uliege.be/dt-2026



A. Ranzy

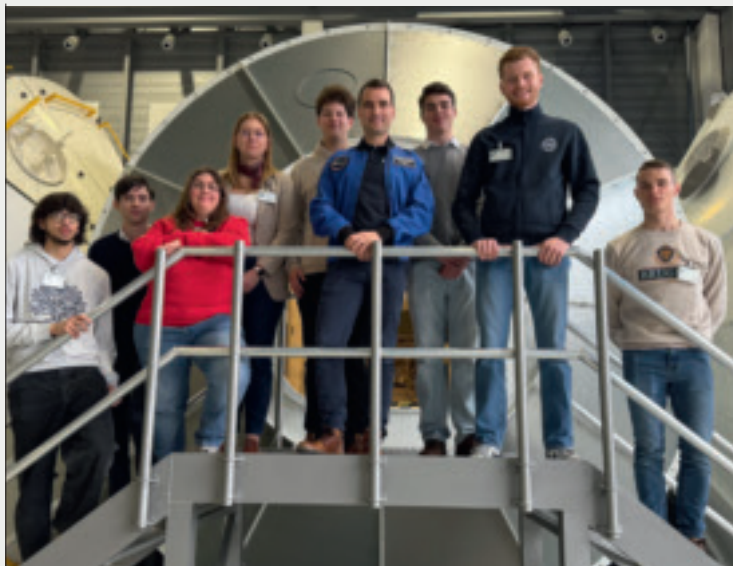


A. Ranzy

Alain Aspect

Colauréat du prix Nobel de physique en 2022, professeur à l'Institut d'optique de l'université Paris-Saclay, Alain Aspect a reçu le 9 mars dernier les insignes de **docteur honoris causa** lors d'une cérémonie présidée par la rectrice Anne-Sophie Nyssen. Reconnu pour ses contributions fondamentales à la théorie quantique et à l'intrication quantique, très engagé dans la diffusion des connaissances, il a donné – devant une salle comble – une conférence intitulée "Des concepts aux applications : les deux révolutions quantiques".

- ☛ photos et discours : www.news.uliege.be/aspect-dhc



A. Lacroix

Raphaël Liégeois

L'ULiège a accueilli, le 26 mars dernier, Raphaël Liégeois, **astronaute belge de l'Agence spatiale européenne**, dans le cadre du Printemps des Sciences 2026. Devant un public d'élèves du primaire et du secondaire, Raphaël Liégeois a retracé son parcours : de ses études d'ingénieur à l'ULiège jusqu'aux étapes qui l'ont conduit à intégrer la promotion 2022 des astronautes européens.

- ☛ documentaire réalisé lors d'une visite d'étudiants au Centre européen des astronautes de l'ESA à Cologne (janvier 2026) : www.news.uliege.be/ESA-Liegeois

Prix et distinctions

Chargé de cours à la faculté d'Architecture, **Benoit Vandembulcke** figure parmi les lauréats du prestigieux Prix Mies van der Rohe 2026, la plus haute distinction en architecture contemporaine. En tant qu'associé du bureau Agwa, il a contribué à la transformation du Palais des Expositions de Charleroi, un projet salué à l'échelle internationale.

Le Pr **Antoine Clinquant**, responsable de l'unité de technologie des denrées alimentaires au sein de la faculté de Médecine vétérinaire et membre de l'unité de recherche FARAH à l'université de Liège, s'est vu attribuer une chaire Francqui sur demande de l'université de Gand. Il y a dispensé plusieurs leçons sur le thème des denrées alimentaires.

Chercheuse et chercheurs en faculté des Sciences, **Marine Banse** (biologie végétale), **Gaël Buldgen** (astrophysique), **Lionel Clermont** (imagerie scientifique) et **Manuel Cardosa Gutierrez** (chimie) ont été lauréats de prix de la Classe des Sciences de l'Académie royale de Belgique. Une reconnaissance qui vient souligner la qualité de leur travail, chacun dans leur domaine respectif.

Alessio Franci, chargé de cours et chercheur au *Neuroengineering Lab* de l'Institut Montefiore, est le lauréat de l'*IEEE CSS George S. Axelby Outstanding Paper Award*. Ce prix lui a été décerné pour un article qui propose un nouveau modèle mathématique de la formation d'opinions collectives, ouvrant des applications aussi bien en robotique qu'en sciences cognitives et sociales.

Prix et distinctions

Deux membres de l'ULiège viennent d'être distingués par la Sächsische Akademie der Wissenschaften zu Leipzig (SAW), qui soutient des projets de recherche à long terme, notamment en sciences du langage et de l'Antiquité. Le professeur **Jean Winand**, égyptologue, en devient membre correspondant, tandis que **Jean-Marie Verpoorten**, maître de conférences retraité, reçoit le Prix Friedrich-Weller 2026 pour son *Répertoire des termes sanskrits des Écoles philosophiques indiennes*.

La spin-off **DrugSprint** a remporté le prix PwC du *Hacking Health Liège*, unique hackathon wallon dédié à l'innovation dans le domaine de la santé, cocréé et coorganisé par *Bridge to Health* (B2H), le CHU de Liège et l'ULiège. DrugSprint, porté par le Dr **Anna Lechanteur** et le Pr **Robin Crunenberg**, a pour but de développer et commercialiser des filaments pour l'impression 3D, contenant des molécules actives afin de créer des médicaments personnalisés.

François Verheggen, entomologiste, zoologue, chargé de cours à Gembloux Agro-Bio Tech et YouTubeur, a été nommé Namurois de l'année 2026 – un prix qui récompense les talents de la province de Namur, toutes disciplines confondues. Le chercheur étudie, avec son équipe, l'écologie chimique, c'est-à-dire les odeurs impliquées dans les interactions entre les êtres vivants.

Deux jeunes diplômées de l'ULiège, **Hülya Geçim** (ingénieur civil électromécanicien) et **Natacha Kolak** (sciences de gestion), ont été récompensées de l'*Explort Company Success Story Award* suite à leur participation à une mission Explort en entreprise.

Melvin Hasecic, diplômé en criminologie, a obtenu le 1^{er} prix du concours de mémoires organisé par l'Ocam, organe de coordination pour l'analyse de la menace. Sa recherche, consacrée à la manosphère et aux enjeux contemporains de radicalisation, a été saluée pour sa qualité scientifique et sa pertinence sociétale.

Huit diplômés de l'ULiège se sont distingués par leurs travaux de recherche (mémoire ou thèse de doctorat) adoptant une "approche systémique à 360 degrés" du développement soutenable. Ont été primés aux Hera Award : **Xavier Raick** (sciences), **Célia Lemaire** (sciences et gestion de l'environnement), **Noé Hiernaux** (sociologie), **Elisa Hofmann** (ingénieur civil architecture), **Olivier Lux** (management), **Auriane Masamuna** (droit), **Lola Fonta** (journalisme) et **Julien Beauvois** (journalisme).

Cinq étudiants du département de langues modernes – **Candice Lamy**, **Maurice Kleijnen**, **Norman Rikar**, **Dominique Timm** et **Willy Burguet** – ont remporté un premier prix dans un concours international organisé par le Goethe Institut, organisé à l'occasion du 150^e anniversaire et du centenaire de la mort du poète Rainer Maria Rilke. Leur version multilingue du célèbre poème "La Panthère (*Der Panther*)" a été primé.

Carine Bîtca, étudiante en droit, a fait une participation remarquée au *Harvard World Model United Nations* (WorldMUN), organisé à Lima. Membre de la délégation belge de la *MUN Society Belgium*, elle a contribué à mener l'équipe à la deuxième place de cette compétition internationale de simulation onusienne, souvent décrite comme les "Jeux olympiques de la diplomatie".

Nominations

Le conseil d'administration a nommé, lors de ses séances de décembre 2025 à mars 2026 :

- En faculté des Sciences, **Damien Sluysmans**, en tant que scientifique définitif

- À Gembloux Agro-Bio Tech, **Andrea Di Maria**, en tant que scientifique définitif

Administrateur

À l'issue de l'évaluation au terme de son mandat, le conseil d'administration a décidé de reconduire **Julien Nicaise** dans ses fonctions d'administrateur pour une durée de quatre ans, à compter du 1^{er} octobre 2026.

Décès

Nous avons le regret de vous annoncer le décès de :

Maurice Korn, maître de conférences à la faculté de Droit, Science politique et Criminologie, survenu le 20 janvier. Il était également expert auprès des tribunaux et psychothérapeute.

Christian Bouffieux, chargé de cours honoraire à la faculté de Médecine, survenu le 24 janvier. Docteur en médecine, chirurgie et accouchements, docteur en sciences cliniques, il a notamment été assistant hospitalier, spécialiste, maître de conférences, puis chargé de cours en gestion et législation hospitalières.

Jean Loicq, professeur ordinaire honoraire à la faculté de Philosophie et Lettres, survenu le 1^{er} février. Docteur en philologie classique, il a enseigné l'histoire et l'archéologie romaines et gallo-romaines. Vice-président honoraire de la Société belge d'études celtiques, il a, par son approche à la fois archéologique, historique et onomastique, contribué au rayonnement de la recherche dans ce domaine.

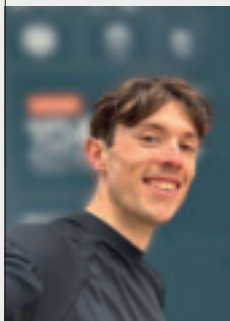
Irène Franken, membre retraitée du PATO, survenu le 25 février. Elle a travaillé en faculté de Médecine pendant plus de vingt ans, avant de rejoindre l'Administration de l'enseignement et des étudiants, où elle a terminé sa carrière au service des inscriptions.

Elisabeth Fonder, membre retraitée du PATO, survenu le 12 mars. Elle a exercé ses fonctions au sein de l'Administration de l'enseignement et des étudiants, principalement au service des inscriptions et des affaires académiques.

Léo Houziaux, professeur ordinaire émérite à la faculté des Sciences, survenu le 30 mars. Astronome de renommée internationale, il a consacré sa carrière à l'astrophysique et à la spectroscopie. Il a notamment contribué, dès 1966, à la réalisation du *TD-1A*, premier satellite scientifique européen. Un astéroïde, (24945) *Houziaux*, porte son nom.

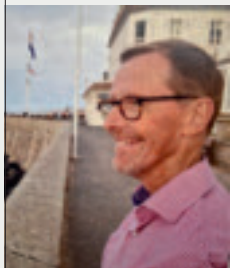
Le Quinzième Jour présente aux familles et aux proches ses sincères condoléances.

In memoriam



Frédéric Ricol, étudiant de troisième bachelier en faculté de Médecine, victime d'un grave accident cardiaque le 12 avril alors qu'il participait au jogging des 15km de Liège Métropole, est décédé le 17 avril. Après avoir obtenu une licence en Sciences et techniques des activités physiques et sportives en France, Frédéric Ricol

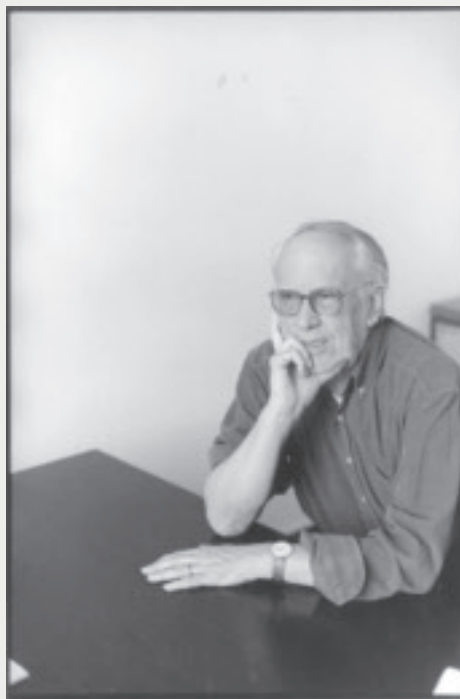
avait rejoint l'ULiège pour y suivre le bachelier en kinésithérapie et réadaptation. Féru de sport depuis toujours et doté d'un grand optimisme, il aura passé ses derniers moments aux côtés de sa famille, dans l'exercice de sa passion. Son don d'organes constitue un ultime geste fidèle à ses convictions de générosité et ses valeurs de partage.



Karl Simon, chef de travaux à la faculté d'Architecture, est décédé le 15 avril. Karl Simon est diplômé architecte en 1985 et débute sa carrière d'enseignant à l'Institut supérieur d'Architecture Saint-Luc en 2000 – où son père a également été professeur. Lors de l'intégration de l'Institut

au sein de l'ULiège, en 2010, il a rejoint la faculté d'Architecture. Il avait en charge le cours de Droit de la construction et déontologie, et intervenait au cours de Communication et constructions graphiques. Karl Simon a été à plusieurs reprises membre du Conseil de l'ordre des architectes de la Province de Liège, en prenant en charge différentes fonctions de gestion. Il était par ailleurs installé depuis plus de quarante ans comme architecte indépendant. Ses collègues se souviennent d'une personne rigoureuse et méticuleuse dans son approche de l'architecture, tout autant que d'un compagnon amical et attentif. Il luttait depuis de longues années contre des maladies graves. Par son souhait de maintenir le cap, il a représenté pour ses proches un exemple de courage et de volonté.

Le Quinzième Jour présente aux familles et aux proches ses sincères condoléances.



C. Plenus

Jacques Dubois, professeur émérite de la faculté de Philosophie et Lettres, est décédé le 12 février. Professeur, intellectuel, auteur et homme engagé dans la vie culturelle et médiatique, Jacques Dubois est l'une des grandes figures belges des études littéraires contemporaines. Il s'est illustré au sein du *Groupe μ*, centre d'études poétiques créé en 1967 à l'université de Liège, dont les travaux sont reconnus dans le monde entier – avec notamment l'ouvrage *Rhétorique générale*.

Jacques Dubois s'est également orienté vers la sociologie de la littérature et de la culture. Ses travaux portent sur le roman français réaliste (Proust, Balzac, Stendhal, Zola) et le roman policier – il compte parmi les spécialistes de Simenon, qu'il a introduit à la "Bibliothèque de la Pléiade". Rhétorique et sociologie : ses deux piliers guident son analyse.

Attaché à la littérature belge et wallonne, Jacques Dubois a contribué au lancement de la collection Espace Nord aux Éditions Labor. En 1983, il lance, avec d'autres, un *Manifeste pour la culture wallonne*. Il a par ailleurs dirigé durant trois ans le quotidien *La Wallonie*.

Jacques Dubois fut aussi à l'initiative de la "Huitième section", créée en 1972 (aujourd'hui département médias, culture et communication), qui ouvrit l'espace universitaire aux nouveaux objets de communication et de consommation culturelle. Et c'est lui qui, en 1994, a fondé *Le Quinzième Jour*, sous le format d'un journal bimensuel. Le média détonne alors dans le paysage universitaire par sa liberté de ton et de choix des sujets, et par le fait de confier sa rédaction à des étudiants et étudiantes en journalisme encadrés par une équipe professionnelle.

Le Quinzième Jour, ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices, anciens et actuels, particulièrement émus par la perte du fondateur de ce journal, présentent à sa famille et ses proches ses sincères condoléances.



CHU-Liège

Télévie

452.027 euros ont été récoltés par le CHU de Liège et l'ULiège en 2026 pour soutenir la **recherche contre le cancer**. Cette année, les bénéfices rassemblés lors des 24h Vélo (402 338 euros, grâce à plus de 3000 participant-es) ont été répartis entre le Télévie et la Fondation Léon Fredericq. Grâce à cet élan de solidarité, un montant exceptionnel de 351.293 euros a été remis au Télévie. En parallèle, un chèque de 100.734 euros a été remis à la Fondation Léon Fredericq afin de soutenir la recherche en oncologie.

☛ www.news.uliege.be/recherche-cancer-2026

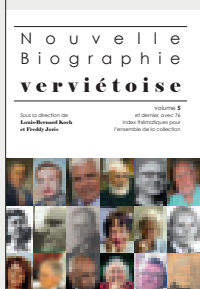
Et tu dis

Nouveau podcast à destination des étudiant-es, "Et tu dis" mêle des témoignages et des apports de spécialistes de l'ULiège sur des thèmes comme **le stress aux examens, les troubles alimentaires, le doute quant à son orientation ou encore la consommation d'alcool**. Objectif : discuter, en confiance et bienveillance, de thématiques du quotidien des étudiant-es.

☛ www.podcasts.uliege.be/et-tu-dis

Nouvelle biographie verviétoise

Le cinquième et dernier volume de la *Nouvelle biographie verviétoise* est paru, portant la série à un total de plus d'un millier de notices de personnalités verviétoises – dont plusieurs recteurs, professeur-es et diplômé-es de l'ULiège. La biographie couvre ainsi sept siècles d'histoire régionale. Ces ouvrages, entamés en 2020 sous la direction des historiens **Louis-Bernard Koch** et **Freddy Joris**, nourris par de nombreuses contributions bénévoles, sont édités par le Comité scientifique d'histoire verviétoise, asbl présidée par le Pr émérite **Patrick Hoffsummer**.



V. Grogard

15km de Liège Métropole

Le dimanche 12 avril, **1 785 membres de la Team ULiège** (étudiant-es, membres du personnel et diplômé-es) ont envahi les rues de la ville et les environs pour le jogging des 15km de Liège. De nombreux membres de l'ULiège ont accédé aux podiums, dont deux premières places : **Noémie Lepoutre**, étudiante en master en médecine vétérinaire (15 km femmes) et **Jules Zalenski**, doctorant en sciences de l'ingénieur et technologie (trail de 45 km).

☛ palmarès complet et photos : www.news.uliege.be/15km2026

Personnalités politiques belges

Guy Spitaels, Jean Gol, Marie Spaak-Janson, André Renard, Wilfried Martens, Bart De Wever mais aussi Charlemagne, Guillaume 1^{er} d'Orange : ces personnalités qui ont façonné notre histoire – certaines avant même la naissance de la Belgique – sont au cœur d'une série de portraits, "Les personnalités politiques belges", soit 60 courtes vidéos basées sur un dialogue entre **Geoffrey Grandjean**, professeur de science politique, et **Martin Jeanfils**, diplômé en science politique de l'ULiège. Ce nouveau MOOC de l'ULiège est destiné à tous les publics.

☛ inscription sur www.digital.uliege.be/listemoocs

Leurs noms peuplent les couloirs de l'ULiège. Par leurs recherches et leur vision de la science, ils et elles ont marqué l'histoire. Retour sur le parcours d'Édouard Van Beneden. Où il est question d'œuf, de voyages et d'un quai en bord de Meuse.

FAMOUS SCHOLARS

Édouard Van Beneden

Édouard-Joseph-Louis-Marie Van Beneden naît à Louvain le 5 mars 1846, fils de Pierre-Joseph Van Beneden (1809-1894), éminent zoologiste à l'université de Louvain et fondateur, à Ostende, de la première station de recherches marines au monde. À 19 ans, Édouard entame des études en biologie, passionné par les observations au microscope réalisées avec son père. Il s'oriente très vite vers l'embryologie et la zoologie, fasciné par les travaux de Schwann, Lamarck et Darwin. Dès son mémoire de fin d'études, il se penche sur le comportement de l'œuf dans le règne animal. Il démontre – idée décisive – que, chez toute espèce, les œufs sont des cellules et que tout organisme provient d'une unique cellule qui se multiplie.

Son ascension est fulgurante. Dès 1870, Édouard Van Beneden gravit les échelons de la hiérarchie académique. Devenu professeur ordinaire à 32 ans, il reprend le cours d'embryologie de Théodore Schwann à la mort de ce dernier. Il refusera, par deux fois, le poste de Recteur, pour conserver son indépendance d'action.

Curieux et voyageur (Allemagne, Norvège, Brésil), il collecte, observe, compare. Il emmène ses étudiants dans les stations zoologiques de Concarneau, Ostende ou Naples. Excellent pédagogue en plus d'être un savant renommé, Van Beneden va profondément influencer sur le

développement de l'université de Liège : introduction de la biologie dans les études médicales, création de laboratoires liés à l'ichtyologie (étude des poissons), dont l'Aquarium-Muséum et la station de recherches sous-marines et océanographiques Stareso en Corse, et fondation de l'Institut de zoologie. Une importante école d'embryologie comparée et expérimentale se constitue autour de lui, et persistera après sa mort.

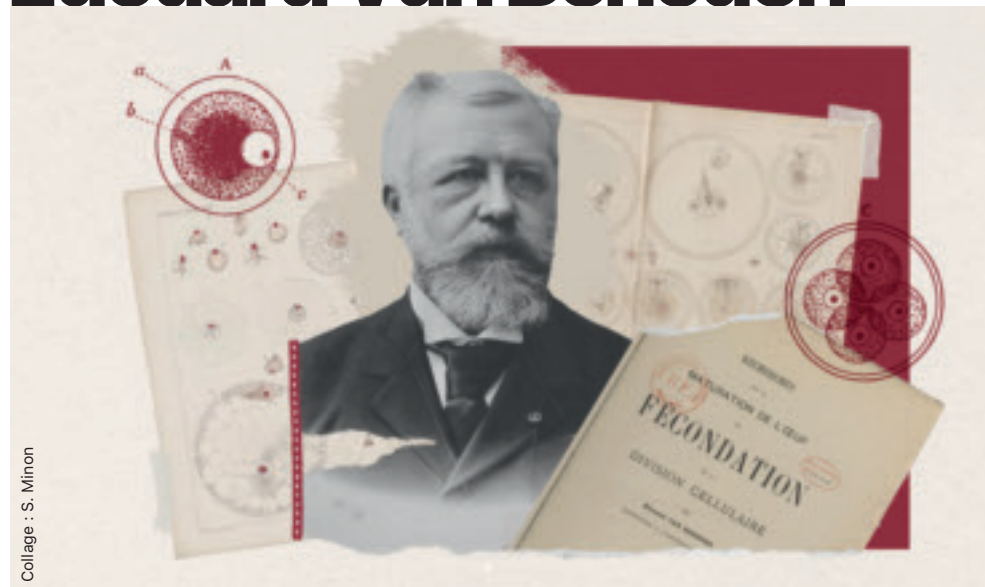
À partir de 1883, il étudie un ver parasite du cheval, *Ascaris megalocephala*. Il observe minutieusement les mécanismes de maturation de l'œuf et met à jour le processus de réduction chromatique : la méiose. Étant entendu que l'œuf et le spermatozoïde ne sont chacun que des demi-cellules, le mécanisme de fécondation de l'œuf devient clair. Il démontre qu'il s'agit de la fusion de deux demi-noyaux cellulaires (mâle et femelle) contenant chacun la moitié du nombre de chromosomes.

Il découvre ainsi le mécanisme de l'hérédité. En 1887, il fait la seconde découverte marquante de sa carrière en décrivant ce qu'il appelle le corpuscule central (centrosome) et son comportement lors de la division cellulaire. S'ajoutent ses recherches sur le développement de l'embryon et en particulier l'ontogenèse – évolution d'un organisme de l'œuf à l'état adulte – des mammifères.

Après 1890, le biologiste publie moins et se retire souvent dans son château de Ramelot-en-Condroz. Il meurt le 28 avril 1910 d'une paralysie ascendante de Landry, qu'il diagnostique lui-même trois jours auparavant. Fêré de science jusqu'à son dernier souffle, il décède sur un lit de camp dans son laboratoire de l'Institut de zoologie – bâtiment situé sur le quai rebaptisé en 1920 à son nom.

● www.uliege.be/EdouardVanBeneden

Collage : S. Minon



Petites mythologies uliégeoises

Romans, poésie, théâtre... Sélection, toute subjective, parmi les meilleures publications récentes des membres de l'Université et de ses alumni.

SÉLECTION CLAUDINE SIMART



Patrick Philippart,
La tragédie d'un héros
Amazon, 2025

Mérovée Lenain a 93 ans. Son petit-neveu vient de publier sa biographie, un ouvrage quasiment hagiographique, truffé d'erreurs, qui le rend furieux. Aussi décide-t-il de rétablir la vérité, sans omettre sa part d'ombre, ni ce qu'il a toujours gardé secret. C'est à un jeune auteur qu'il se confie. Au fil de leurs entretiens, on découvre un homme enfermé dans le souvenir d'un amour exceptionnel et écrasé par la culpabilité. En juillet 1921, il avait sauvé la vie d'un jeune inconnu. Or il s'agissait d'Hitler. Son geste héroïque a donc indirectement provoqué la mort de millions de personnes, dont celle – horrible – de l'amour de sa vie, Victorine. Comment alors trouver grâce à ses propres yeux, comment vivre avec cette culpabilité obsédante... et cette haine pour les bourreaux de Victorine ?

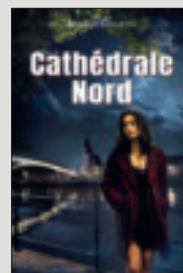
L'auteur est licencié en information et arts de diffusion, 1978.



Daniel Charneux
I'm not M.M.
Arlea, 2026

L'auteur se révèle profondément fasciné par Marilyn Monroe, mais davantage encore par la femme qu'elle était vraiment loin des projecteurs, Norma Jane Baker. Il évoque avec tendresse son enfance privée d'affection, sa détermination à faire carrière, ses échecs amoureux, ses profonds tourments, sa quête obsessionnelle du père, ses désillusions, jusqu'à sa fin tragique. En suivant le cours de sa vie, on découvre une femme sensible, intelligente, qui cherche désespérément à être autre chose que le *sex symbol* façonné par l'industrie du cinéma, à être aimée pour elle-même. Cette phrase, *I'm not MM*, qu'elle a un jour écrite dans son agenda, révèle combien elle se débat entre les deux faces d'elle-même. Un roman touchant, très documenté, tout en douceur et sensibilité.

L'auteur est licencié en philologie romane, 1976.



Arnaud Collette
Cathédrale Nord
Ker éditions, 2026

Au début de l'été, une jeune prostituée est retrouvée assassinée dans une mise en scène particulièrement horrible, dans une ruelle du quartier Cathédrale Nord de Liège. Le commissaire Savigny et son équipe mènent l'enquête et font rapidement le lien avec une autre affaire très semblable. Puis une autre encore. La tension monte, mais l'enquête piétine, les différentes pistes envisagées plongent les enquêteurs dans le milieu de la prostitution, de la mafia (ou plutôt des mafias) et de l'extrême droite... L'auteur propose ici un polar intéressant, bien ancré dans la ville de Liège : en suivant les personnages, on reconnaît les rues et quartiers, et on retrouve même les festivités du 15 Août ! Prix du roman noir de la Foire du Livre de Bruxelles 2026.

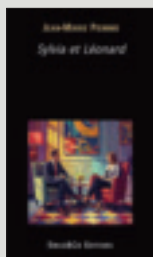
L'auteur est licencié en arts et sciences de la communication, 1993.



Armel Job
Le testament du diable
Robert Laffont,
2026

À la mort de François Lebel, le restaurant, qu'il avait pourtant promis à Fanny, sa (très jeune) maîtresse, revient légalement à ses seuls enfants. Les scrupules que certains manifestent à écarter Fanny seront vite effacés lors de la découverte d'un testament olographe en sa faveur. L'égoïsme, les rancœurs et l'avidité prennent alors le dessus. Mensonges et manipulations se multiplient, au fur et à mesure des rebondissements...

L'auteur est licencié en philologie classique, 1970.



Jean-Marie Piemme
Sylvia et Léonard
Émile et Cie éditions,
coll. En direct de la scène, 2025

On n'évoque jamais un souvenir brut, on le reconstruit chaque fois, en y insérant une dose de pure invention. "Rien de plus inventif que le souvenir quand il s'y met." Sylvia et Léonard, sur le qui-vive dans l'espoir du retour de leur fils Théo, s'inventent des souvenirs, s'imaginent des vies pour supporter l'absence. Et si tout ce qu'ils sont en train de vivre n'était qu'un souvenir inventé de toutes pièces ? L'auteur a reçu le Grand prix des arts du spectacle de l'Académie royale pour l'ensemble de son œuvre.

L'auteur est docteur en philologie romane, 1974.



Jules Boulard
Le retour de l'émouchet
Weyrich, 2025

Partant de l'histoire vraie de sa propre famille et d'une

documentation historique rigoureuse, l'auteur recompose l'émouvante histoire d'un homme qui, durant la guerre franco-prussienne, tente de rejoindre sa famille bloquée à Paris, pour les arracher aux bombardements et à la famine, puis les ramener dans son village natal, en Ardenne belge, où ils pourront vivre le quotidien, rude mais heureux, de la vie rurale du 19^e siècle.

L'auteur est licencié en philologie romane, 1960.



Sophie Francis
Pablo et Les tournesols
Les éditions du temps de midi, 2025



Chaque album, délicatement illustré par Carole Wilmet, raconte aux tout-petits une jolie histoire,

tendre et attachante, qui touche aux émotions de l'enfance, avec une référence à l'art. Ainsi, Antoine finit par convaincre son père d'acheter un chien particulier (clin d'œil au cubisme de Picasso). Nora garde de son grand-père l'émerveillement et l'amour des tournesols (référence à Van Gogh, bien sûr). Une chouette série qui comptera sept albums au total.

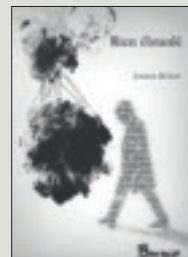
L'autrice est titulaire d'un master en arts du spectacle, 2013.



Karel Logist
Le jour où maman n'est pas venue nous chercher à l'école
Oskar éditions, 2025

Les jumeaux Basile et Isabel ont presque 12 ans. C'est leur tante Amélie qui s'occupe d'eux, depuis que leur maman est décédée brutalement. Si Basile a pu retrouver un équilibre, une passion et un ami avec qui la partager, Isabel, de son côté, est fragile et malheureuse, mais n'arrive pas à parler des difficultés qu'elle vit. Un court roman pour jeunes lecteurs, écrit entièrement en alexandrins non rimés, une histoire tout en délicatesse.

L'auteur est licencié en sciences du livre et sciences documentaires, 1991.



Laurent Robert
Rien ébranlé
Chloé des Lys, 2026

Pour ce recueil bien contemporain, l'auteur a choisi une forme ancienne : le sonnet ! (*Et vous rimez / Comptez vos doigts ? / Ben j'ai le droit / De m'arrimer*). Il s'impose une seconde contrainte : des vers courts, souvent très courts. Il pousse même la performance à écrire parfois des vers d'un seul pied. Ainsi, le poème "Adolescence / obsolescence" : *Slow / Tangué / Langue / (Wow !) // Vœu / D'elle / Belle / (Pieux) // Sous- / Pull / Grain // Nul / (Main / sous)*.

L'auteur est docteur en langues et lettres, 2010.

INFOGRAPHIE : JO DELANNOY, JO DESSINE UN PEU

48FM

La radio universitaire et associative liégeoise existe depuis plus de 30 ans. Installée à la Grand Poste, où se trouve le Département de Journalisme, 48FM poursuit plusieurs missions : laboratoire pour les futur·es professionnel·les des médias, production d'émissions et podcasts, tremplin pour des artistes émergent·es, espace d'éducation aux médias pour des publics variés. 48FM émet en continu, à Liège et au-delà. Pour les rencontrer : rendez-vous aux Fêtes de la musique à Liège les 18 et 19 juin (Espace ULiège Opéra) et les 20 et 21 juin (Auberge Simenon) !

48FM.com

1994

La radio a été créée il y a 32 ans au sein de la Fédé par quelques étudiants. Le nom 48FM est inspiré de la célèbre ligne de bus qui desservait le campus du Sart Tilman

3 & 80

48FM fonctionne grâce à trois employé·es, à des étudiant·es jobistes et à environ 80 bénévoles actifs tout au long de l'année

350

Plus de 350 invité·es passent chaque année derrière le micro de 48FM, au fil des émissions et projets

500

Par an, plus de 500 personnes, jeunes et adultes, sont formées à la pratique radiophonique via des cours, stages, ateliers et projets d'éducation aux médias



100.1

Fréquence FM de la radio.
À écouter aussi en DAB+ et, au-delà de Liège,
sur player.48fm.com et sur les applications
d'écoute (radio et podcasts)



Promouvoir des artistes
émergents et locaux : l'un
des objectifs de 48FM qui
diffuse environ 120 000 titres
et 2800 artistes par an, dont
20% issus de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.
Envie d'être diffusé-e ?
48fm.com/artistes

2800



La radio émet en continu, depuis ses locaux
ou en direct d'événements avec son studio
mobile

Envie de quelques titres soigneusement choisis pour
accompagner la lecture de ce magazine ?
Playlist 48 FM x Le Quinzième Jour, signée par Fred,
Martha et Jo, les trois animateurs.

Bonne écoute !





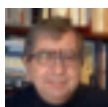
Aurélien Bastin, romaniste et journaliste de formation, travaille depuis 2018 au service communication de l'ULiège.



Patrick Camal est diplômé de l'ULiège en journalisme. Il publie régulièrement dans *Le Quinzième Jour*, dont il est l'un des collaborateurs depuis 2008.



Henri Deleersnijder est professeur d'histoire, essayiste et collaborateur du *Quinzième Jour* depuis de longues années. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages.



Henri Dupuis a participé au premier numéro de *Liège Université*, le lointain (1979 !) ancêtre de l'actuelle revue. Radio, télévision et internet ont suivi, toujours avec la même passion d'expliquer la science.



Catherine Eeckhout (arts et sciences de la communication, 1997) est secrétaire de rédaction du *Quinzième Jour*.



Thibault Grandjean aime comprendre le monde. Journaliste scientifique, il est diplômé de l'université de Strasbourg et s'intéresse surtout aux sciences du vivant.



Patricia Janssens a été rédactrice en chef du *Quinzième Jour* durant 25 ans. L'écriture et la rencontre continuent de rythmer sa vie.



Philippe Lecrenier partage son temps entre rédaction et musique. Journaliste scientifique, il collabore de manière privilégiée avec l'ULiège.



Marie Liégeois a été journaliste et travaille depuis 2012 au service communication de l'ULiège. Elle aime l'écriture, la rencontre et les histoires qui en découlent. Elle est la rédactrice en chef du *Quinzième Jour*.



Didier Moreau, historien et journaliste de formation (ULiège, ULB), gère le service de presse de l'ULiège depuis... le millénaire précédent. Il aime retrouver les sources et le papier quand il écrit pour ce magazine.



Globetrotteuse dans l'âme, **Lisa Neiryck** a le journalisme dans la peau. Culture, politique, écologie, tout la fascine... pourvu qu'il y ait de l'humain



Claudine Simart travaille au Pôle muséal et culturel de l'ULiège. Elle présente dans chaque numéro sa sélection d'ouvrages parmi les publications littéraires de membres de la communauté universitaire et alumni.



Chimiste et océanographe de l'ULiège, **Laetitia Theunis** a troqué le tablier de chercheuse pour la plume de journaliste en vulgarisation scientifique (*Daily Science*, *Le Vif*, *Le Soir*).



Jo Delannoy est un illustrateur, sérigraphe et graveur qui "dessine un peu", toujours avec beaucoup de couleurs. Il collabore volontiers avec des magazines, associations et acteurs culturels. Il est animateur à la radio 48FM.



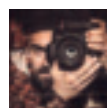
David Ghaye est auteur de bandes dessinées et illustrateur diplômé de l'ESA Saint-Luc Liège. Son dessin expressif et singulier, qui mêle pastel, marqueur et risographie, explore des récits bruts, introspectifs et profondément humains.



Virginie Havelange est une nouvelle recrue au service communication de l'ULiège. Sa passion pour la photographie l'emmène aux quatre coins de l'université pour des reportages.



Caricaturiste bien connu, dessinateur quotidien du journal *Le Soir*, **Pierre Kroll** est fidèle collaborateur du *Quinzième Jour*. Il est docteur *honoris causa* de l'ULiège et membre associé de l'Académie royale de Belgique.



Photographe indépendant, **Geoffrey Meuli** travaille régulièrement avec l'ULiège pour des portraits et reportages de vie étudiante et d'événements.

LE QUINZIÈME JOUR DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

294 | MAI-AOÛT 2026

Périodicité : janvier-mai-septembre

ISSN : 2593-5984

Service communication

Université de Liège

pl. de la République française 41 (bât. 01)

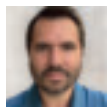
4000 Liège

+32 (0)4 366 52 11 | lqj@uliege.be



GESTION DES ABONNEMENTS

www.lqj.uliege.be



Éditeur responsable Quanah Zimmerman



Mise à jour du site internet Jean-Michel Dusoulrier



MAQUETTE ET MISE EN PAGE

Jean-Claude Massart [créacom]

IMPRESSION
Snel Graphics





